ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 6 octobre 1976, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant coordination des dispositions légales concernant les douanes et les accises", a donné le 26 janvier 1977 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 6e oktober 1976 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot coördinatie van de wetsbepalingen inzake douane en accijnzen", heeft de 26e januari 1977 het volgend advies gegeven :

I. Introduction.

II. Problèmes de fond.

A. Position des problèmes.
B. Proposition de solution.

III. Problèmes particuliers.

A. Textes antérieurs à la loi du 26 août 1822.
B. Textes postérieurs à la loi du 26 août 1822.

IV. Examen de la coordination en général.

A. Intitulé.
B. Arrêté de coordination.
C. Notes de bas de page et notes justificatives.
D. Examen général.

V. Examen de coordination par articles.

VI. Annexes.

A. Plan.
B. Tables de concordance.
C. Dispositions non reprises.

.../...

I. Introduction.

La législation en matière de douanes et accises, par son abondance et sa précision, semble avoir été une préoccupation majeure du Royaume des Pays-Bas.

Plusieurs lois des 15 septembre 1816, 3 octobre 1816, 6 et 12 mars 1818 firent place à la loi du 12 mai 1819 sur la perception des droits d'entrée et de sortie et des accises. Cette loi ne comportait pas moins de 384 articles.

Plusieurs lois particulières portent la même date du 12 mai; d'autres suivirent le 21 mai.

La loi du 12 juillet 1821 fixant les bases du système des impositions du royaume à partir de l'année 1822 contenait, en matière de douanes et d'accises, une suite de consignes que le législateur se donnait à lui-même.

Ces consignes, il allait les mettre en oeuvre dans la loi du 26 août 1822 qui entendait non seulement concrétiser les préceptes de la loi du 12 juillet 1821, mais de plus se substituer aux textes généraux précédents et à plusieurs lois particulières.

La rédaction de ce qui allait devenir la loi de 1822 est l'oeuvre de Jean Henri APPELIUS. Né à Middelburg en 1767, il fut conseiller-pensionnaire de Zélande en 1795, Ministre des Finances sous le roi Louis-Napoléon, roi de Hollande par l'effet du traité du 5 juin 1806. Il semble

.../...

que ce soit lors de la réorganisation des départements de la Hollande, opérée par le décret du 18 octobre 1810, que J.H. APPELIUS fut nommé au Conseil d'Etat impérial, en compagnie de trois de ses compatriotes. Il figure sur la liste des conseillers d'Etat en service ordinaire, de 1810 à 1814, époque où il est affecté à la section des finances. Il retourna aux Pays-Bas en 1814 et fut chargé des finances des Pays-Bas du Sud.

Maniant aisément les langues française et hollandaise, il se servit indifféremment de l'une ou de l'autre pour établir le projet de loi générale.

Nommé à nouveau Ministre des Finances en 1824, il mourut à La Haye le 12 avril 1828.

*

La loi du 26 août 1822 reste l'un des textes les plus importants du droit antérieur à l'indépendance belge.

Elle n'est cependant pas sans présenter de multiples problèmes.

Davantage encore que ceux des codes napoléoniens pour lesquels le Conseil d'Etat a proposé une adaptation à l'époque actuelle, à l'occasion de l'établissement d'un texte néerlandais, la loi du 26 août 1822 porte les rides du passé.

.../...

C'est que plus qu'aucun Code, la loi générale est le reflet de la civilisation technique au sein de laquelle elle a été élaborée : elle laisse transparaître ce qu'étaient les modes de transport du début du XIXe siècle. La navigation qu'elle connaît utilise exclusivment la voile; les transports se font par routes et chemins (1). Il ne faut pas s'en étonner : c'est en 1835 que pour la première fois le navire britanique "Enterprise", qui relia Liverpool aux Indes, abandonna la voile, c'est le 5 mai 1835 que fut inaugurée la première voie ferroviaire entre Bruxelles et Malines.

Des navires à voile, des voitures publiques, messageries, malles-postes, diligences, il est resté quelque chose dans le projet soumis à la section de législation.

*

Survivant au changement de régime et aux progrès de la technique, la loi du 26 août 1822 n'a subi dans l'ensemble que peu de modifications expresses. Les lois de 1846 et 1849 l'amputèrent de ses chapitres relatifs au transit et aux entrepôts. Des modifications ultérieures furent apportées à

.../...

---

(1) La terminologie du Code civil en ses articles 1782 à 1786, est aussi désuète que celle de la loi du 26 août 1822 mais le transport rémunéré de choses fut l'objet de textes qui nous sont contemporains.

quelques articles, mais on peut considérer que le remplacement intégral et la modification partielle d'articles furent moins fréquents que les procédés de modification directe (par l'emploi de la formule "Par modification à l'article ou encore par le procédé consistant à rendre applicable aux marchandises d'accises un article qui, dans son texte même, concernait les marchandises exemptes d'accises).

Il est aisé de concevoir que des procédés de législation ou de réglementation "indirecte" n'ont pas eu pour résultat d'assurer une totale sécurité juridique.

*

Les lois postérieures à la guerre 1940-1945 contiennent des dispositions qui n'ont pas été intégrées à la loi du 26 août 1822, mais qui n'en constituent pas moins des textes généraux.

*

Après la loi du 16 février 1970, il faut citer la loi du 22 juin 1976 qui a procédé à une large toilette de la loi du 26 août 1822, y abrogeant expressément nombre de dispositions désuètes et y remplaçant, suivant en cela une suggestion bien venue, les amendes en florins par des sommes plus adéquatement calculées en francs.

C'est la loi du 22 juin 1976 qui a préparé la voie de la coordination, pour la réalisation de laquelle cette loi du 22 juin 1976 a donné une habilitation au Roi.

.../...

Le souci des représentants de voir coordonner la législation douanière est apparu à la Chambre des représentants (documents parlementaires, 709 (1975-1976) N 2, p. 3) et au Sénat (ibid. 833 (1975-1976) N. 2.).

*

II. Problèmes de fond.

A. Position des problèmes.

Le projet de coordination pose un triple problème de fond, en ce sens que la coordination projetée excède l'habilitation donnée au Roi par la loi du 22 juin 1976 de trois manières :

1° la coordination projetée ne se limite pas aux "dispositions législatives en la matière"; elle contient des dispositions réglementaires comme l'arrêté royal du 2 juillet 1824 et d'autres fondées sur des lois particulières,

2° le projet ne se borne pas à établir un texte néerlandais de celles des dispositions qui, postérieures à la période hollandaise et antérieures à la loi du 18 avril 1898, n'ont pas de texte officiel néerlandais; il corrige le texte officiel néerlandais notamment celui de la loi du 26 août 1822,

.../...

3° il apporte à chacun des deux textes des modifications qui semblent dépasser et la portée de l'habilitation donnée au Roi et ce que permet la technique de la coordination; il substitue notamment la forme positive à la forme négative dans l'article 222 du projet de coordination.

Chacun de ces points trouve pourtant une réponse :

1° l'on comprend le souci des rédacteurs du projet de présenter un ensemble complet et ordonné,

2° le texte néerlandais de la loi du 26 août 1822 est désuet et parfois inexact; il est vrai que les adaptations qui y sont apportées sont peu nombreuses au regard de ce qu'on pourrait concevoir,

3° les modifications apportées aux deux textes ne sont jamais dépourvues de justification.

*

* *

B. Proposition de solution.

Si l'on entend adopter une solution constructive, il se recommande de proposer au législateur de confirmer la coordination qu'arrêtera le Roi.

C'est la procédure qui a été suivie :

.../...

par l'arrêté du Régent du 26 juin I947 contenant le Code des droits de timbre, publié au Moniteur belge du 14 août 1947, et qui a été confirmé par la loi du 14 juillet 1951;

par l'arrêté royal du 10 décembre I970 portant le Code du logement, publié au Moniteur belge du 17 décembre 1970, et qui a été confirmé, à la date du 27 décembre 1970, par la loi du 2 juillet 1971.

*

Dans son avis du 23 juin I975 relatif au projet qui est devenu la loi du 22 juin I976 concernant les douanes et accises, le Conseil d'Etat a écrit:

"Par ailleurs, si à l'occasion de la coordination que le Gouvernement projette, son intention était d'apporter des modifications de fond aux textes en vigueur, cette coordination devrait être soumise pour confirmation au législateur, comme il a été fait, notamment pour le Code du logement" (documents parlementaires, Chambre des représentants, 709 (1975-I976) - n° 1, page 9) et "le Conseil d'Etat signale que si dans l'intention du gouvernement le texte néerlandais doit avoir la même force obligatoire que le texte français, la coordination doit être soumise pour confirmation au législateur" (ibidem, page 15).

Dès lors donc qu'un projet de loi de confirmation doit être présenté aux Chambres législatives, il se recommande que ce projet ne se borne pas à la confirmation du seul texte néerlandais.

Ce procédé aurait l'inconvénient de donner un caractère législatif au seul texte néerlandais, alors que le texte français resterait hybride parce que composé de dispositions législatives et réglementaires.

La confirmation par les Chambres législatives aurait pour conséquence que le texte coordonné acquérrait un caractère de sécurité juridique indiscutable, en ce qui concerne le fond même du texte et ce, tant en français qu'en néerlandais.

Si cette solution était suivie, elle pourrait être l'occasion de corriger un grand nombre d'articles dont la rédaction est particulièrement mauvaise.

On citera, à titre d'exemple seulement, les articles 175, 181 et 190.

Compte tenu des modifications qui seront proposées il conviendra de prévoir dans l'arrêté royal de coordination que cette coordination n'entrera en vigueur que le jour fixé par la loi qui la confirmera.

*

Il se recommanderait aussi dans la même loi de confirmation comme l'a fait l'article 2 de la loi précitée du 2 juillet 1971, d'abroger expressément les dispositions que la coordination reprend ou rend sans objet.

III. Problèmes particuliers.

A. Textes antérieurs à la loi du 26 août 1822.

1. Parmi les dispositions législatives antérieures à la loi du 26 août 1822, aucune n'est reprise dans le projet de coordination.

La loi du 26 août 1822 n'a,dans ses articles ler et 2 originels, procédé à l'abrogation expresse que des lois "ci-dessus mentionnées" comme le dit l'article 2, en se référant aux "lois générales et particulières" reprises à l'article ler.

L'on ne peut donc soutenir que la loi du 26 août 1822 aurait fait table rase de tous les textes antérieurs.

Un autre argument existe dans le fait que l'arrêté royal du 16 août 1865 a modifié et abrogé expressément certaines dispositions de la loi du 12 juillet 1821 fixant les bases du système des impositions du royaume à partir de l'année 1822.

Il faut dès lors chercher plus avant.

*

2. Parmi les dispositions législatives antérieures à la loi du 26 août 1822, il faut citer d'abord la loi du 9 floréal an VII sur le tarif des douanes.

.../...

Si les dispositions de cette loi ont été remplacées par des textes législatifs ultérieurs, c'est, semble-t-il à l'exception de la seconde phrase de l'article 16 du titre IV ("De la législation"), phrase qui dispose : "Il est expressément défendu aux juges d'excuser les contrevenants sur l'intention".

Le procureur général Paul LECLERCQ, dans sa note sous Cassation du 26 janvier 1925 (Pasicrisie 1925, I, pages 117 à 119), écrit : "la loi du 9 floréal an VIII (erreur d'un an), prescription maintenue par la législation actuelle";

Qu'en est-il, en droit pénal actuel, de la cause d'excuse ?

L'article 78 du Code pénal énonce "Nul crime ou délit ne peut être excusé, si ce n'est dans les cas déterminés par la loi" et l'article 100 du même Code s'exprime comme suit : "A défaut de dispositions contraires dans les lois et réglements particuliers, les dispositions du premier livre du présent Code seront appliquées aux infractions prévues par ces lois et réglements, à l'exception du chapitre VII (...) et de l'article 85.

Cette application ne se fera pas lorsqu'elle aurait pour effet de réduire des peines pécuniaires établies pour assurer la perception des droits fiscaux" (1).

.../...

(1) Cette disposition s'applique à fortiori aux dispositions dont l'application aurait pour effet de supprimer les amendes fiscales (Cassation 30 juin 1913, Pasicrisie 1913, I, 362).

L'article 282 du projet de coordination renvoie aux "lois générales existantes en matière correctionnelle" et donc, par conséquent aux articles du Code pénal cités plus haut.

On peut en conclure que la seconde phrase de l'article 16 du titre IV de la loi du 9 floréal an VII ne déroge pas aux textes répressifs en vigueur et qu'elle ne leur ajoute rien.

En fait, malgré l'avis précité et nonobstant le fait que le Recueil de la législation générale en vigueur en Belgique reproduise la phrase précitée de la loi du 9 floréal an VII, il semble bien que le Gouverneur général de la Belgique, par son arrêté du 20 juin 1814 portant organisation d'une ligne de douanes sur une partie des frontières de la Belgique (arrêté dont le contenu dépassait de beaucoup l'intitulé) a entendu, dans la plénitude des pouvoirs qu'il exerçait, "substituer aux lois françaises, relatives à cette matière (les douanes et accises), une législation moins sévère".

Si l'on contestait que la phrase précitée de la loi du 9 floréal an VII eût été abrogée par la formule, générale mais imprécise, du gouverneur général, l'abrogation de cette phrase aurait eu indubitablement lieu par le fait de son remplacement par l'article 106 de l'arrêté du prince souverain du 26 octobre 1814 substituant un nouveau tarif de douanes à celui du 20 juin 1814.

.../...

Le prince souverain avait l'exercice du pouvoir législatif et l'article 106 de son arrêté du 26 octobre 1814 qui énonçait : "Les juges ne pourront sous aucun prétexte excuser les contrevenants sur l'intention" abroge bien ce qui est considéré comme resté en vigueur de la loi du 9 floréal an VII.

L'arrêté du 26 octobre 1814 a été abrogé à son tour -et de manière expresse- par l'article ler de la loi du 3 octobre 1816 concernant les droits d'importation et d'exportation, suivie du tarif de ces droits.

Il n'y a dès lors rien à reprendre de la loi du 9 floréal an VII.

*

Le second texte antérieur à la loi du 26 août 1822 est la loi du 12 juillet 1821 fixant les bases du système des impositions du royaume à partir de l'année 1822.

Quelques dispositions de cette loi sont peut être encore en vigueur, notamment : a) la partie de l'article 2 intitulée "III - Accises", i, qui concerne les crédits permanents qui peuvent être accordés, sous caution convenable, aux négociants en gros et aux marchands de vins; cette partie pourrait cependant être considérée comme abrogée implicitement par l'article 3, § e de la loi du 24 décembre 1825; et b) la partie du même article "V - Les droits d'entrée et de sortie" (qui a été modifiée par l'arrêté royal du 16 août 1865), cette dernière partie contient davantage de

.../...

directives que le législateur se donne à lui-même que de dispositions normatives; ce point devrait faire l'objet d'une abrogation expresse, il ne semble pas qu'il y ait lieu de la reprendre dans le projet.

B. Textes postérieurs à la loi du 26 août 1822.

La coordination projetée reprend les articles 1er, 3 et 4 de l'arrêté royal du 2 juillet 1824 contenant des dispositions pour assurer la stricte exécution des articles 224 et 225 de la loi générale du 26 août 1822.

Cette matière ne pourrait plus, dans notre régime constitutionnel, être réglée par le Roi, contrairement à ce qui est fait pendant la période hollandaise.

L'article 22 de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive énonce : "Il n'est pas dérogé aux lois relatives à la répression de la fraude en matière de douanes". Dès lors, les articles 113 à 126 du Code d'instruction criminelle, les articles 224 et 225 de la loi générale et l'article 20, alinéa 2, de la loi du 6 avril 1843 sur la répression de la fraude en matière de douanes continuent à s'appliquer à la détention préventive en matière de douane; il en a toujours été de même pour l'arrêté royal du 2 juillet 1824 qui exécute les articles 224 et 225 de la loi générale et qui, en fait, les complète (1).

.../...

(1) cf. P. VANGERVEN, "La détention préventive et la mise en liberté provisoire en matière de douanes et accises", Journal des tribunaux, 4 juin 1966, n° 4535.

Compte tenu de la proposition qui est faite de faire confirmer la présente coordination par le législateur, il n'y a aucun inconvénient à reprendre l'arrêté dans la coordination projetée.

Le problème de l'article 2 de l'arrêté royal du 2 juillet 1824 se pose cependant.

Cet article 2 dispose :

"S'il était prouvé au juge de paix, à l'officier de la maréchaussée ou ensuite au procureur du Roi, que l'individu arrêté est réellement domicilié dans ce royaume, ces fonctionnaires auront la faculté de le mettre en liberté, pourvu qu'ils en donnent de suite connaissance dans un rapport motivé à l'inspecteur des droits d'entrée, de sortie et des accises de l'arrondissement dans lequel l'arrestation a eu lieu".

Il n'a fait l'objet d'aucune abrogation expresse, il figure tant dans le Recueil de la législation générale en vigueur en Belgique, que dans les codes usuels.

L'administration des douanes et accises paraît considérer que cet article 2 est abrogé par l'article 20, alinéa 2, de la loi du 6 avril 1843 qui énonce : "Par extension de l'article 224 de la loi générale, les fraudeurs pourront toujours être mis en état d'arrestation préventive, lorsque la contravention devra entraîner l'application de la peine

.../...

d'emprisonnement"; elle ne considère pas comme abrogée l'incise de l'article 224 de la loi générale "lorsqu'au su des employés, il n'ont pas de domicile connu dans le royaume".

Il résulte donc de la combinaison de l'article 224 de la loi générale et de l'article 20, al. 2, de la loi du 6 avril 1843 que les fraudeurs peuvent être mis en état d'arrestation préventive :

1° lorsque la contravention entraîne une peine d'emprisonnement;
2° lorsque la contravention n'entraîne qu'une peine d'amende, et que les contravenants n'ont pas de domicile connu en Belgique.

Il apparaît effectivement que l'article 2 de l'arrêté royal du 2 juillet 1824 s'acommode mal de la coexistence de l'article 224 de la loi générale et de l'article 20, alinéa 2 de la loi du 6 avril 1843.

*

L'article 224 de la loi générale entend que les contrevenants soient "remis sur-le-champ à la disposition du juge".

C'est donc, dans la loi du 26 août 1822, au "juge" qu'il appartient de prendre ou non une décision privative de liberté consécutive à l'arrestation préventive. Dans ce cas, l'article 2 de l'arrêté royal du 2 juillet 1824 ne serait pas conforme à l'article 224 de la loi générale; il ne pourrait recevoir d'application.

M. P. VANGERVEN, dans son étude précitée écrit : "Dès lors que la légalité de l'arrestation est établie, le procureur du Roi n'a pas le pouvoir d'ordonner, de sa propre initiative, la mise en liberté du prévenu dans le cas où l'arrestation lui paraîtrait inopportune ou injustifiée. Il doit, en toute hypothèse, faire comparaître l'intéressé devant le juge d'instruction" (12, alinéa ler). Si telle est l'opinion aujourd'hui unanimement admise en cette matière, elle vaut à pari à fortiori pour "le juge de paix" et "l'officier de la maréchaussée" (1).

L'article 2 de l'arrêté royal du 2 juillet 1824 peut donc légalement ne pas être repris dans la coordination; il serait cependant expédient qu'il fît l'objet d'une abrogation expresse.

*

* *

.../...

(1) Le réquisitoire du procureur général près la Cour d'appel de Bruxelles, repris par la Cour dans son arrêt du 22 août 1893 (Pasicrisie, 1894, II, p. 36) estime : "que le droit conféré par l'article 2 au juge de paix, à l'officier de la maréchaussée et au procureur du Roi, de relâcher dans certains cas l'inculpé, n'a rien d'incompatible avec l'intervention du juge d'instruction, si, au contraire, le procureur du Roi estime que l'arrestation doit être maintenue"; on peut en tirer certainement qu'à l'époque, et en l'espèce, on a considéré que l'article 2 de l'arrêté royal du 2 juillet 1824 n'avait pas été abrogé par la loi du 6 avril 1843; mais d'emploi de la formule "si, au contraire" n'est pas de nature à emporter une conviction entière sur le maintien en vigueur de l'article.

Il faut citer ensuite :

1° la loi du 24 décembre 1829 qui détermine les moyens de faire face aux dépenses comprises dans la première partie du budget arrêté à partir de 1830.

Cette loi ne contient plus comme disposition en vigueur que l'article 2 qui supprime l'accise sur la mouture.

Ce texte ne doit pas être repris dans le projet.

2° la loi du 31 juillet 1834 portant modification au tarif actuel des douanes en ce qui concerne la toile de lin, de chanvre, et d'étoupes, etc ... .

Cette loi se réfère notamment aux articles 85, 120, 122, 213, 214, 218 de la loi générale.

Cette loi devrait faire l'objet d'une abrogation expresse.

3° la loi du 26 avril 1853 portant suppression des droits et des prohibitions de sortie.

L'article ler de cette loi dispose : "A partir du ler juillet 1853 et sauf les exceptions indiquées à l'article suivant, tous les droits et toutes les prohibitions de sortie sont supprimés".

L'article 2 est abrogé.

L'article 3 énonce : "les dispositions relatives aux exportations et notamment celles qui sont prescrites par l'article 143 de la loi générale du 26 août 1822,

.../...

ainsi que les mesures de police concernant les armes et la poudre à tirer, continueront à sortir tous leurs effets" (l'article 143 précité a été remplacé par la loi du 16 février 1970, article 7).

En tant que l'article ler de cette loi supprime les droits de sortie, il devrait, à première vue, être repris dans la coordination et la mention des droits de sortie devrait être supprimée dans tous les articles où elle figure dans le projet.

Cependant l'on constate que l'article 12 de la loi du 13 juillet 1930 permet d'établir des droits de sortie sur les os. Cette disposition n'est pas abrogée.

L'on ne pourrait dès lors pas conclure qu'il n'existe plus de droits de sortie dans le droit actuel, même si l'article 12 de la loi du 13 juillet 1930 n'a pas reçu d'application.

4° l'article 4 de l'arrêté royal du 16 août 1865 qui est relatif à la généralisation des tarifs et des dispositions de douane résultant des traités de commerce et de navigation.

Cette disposition est rédigée comme suit : "Les droits de douane ou d'accise ne subiront aucune réduction du chef d'avarie ou de détérioration quelconque des marchandises".

.../...

L'Administration des douanes et accises "considère que ce texte est implicitement rapporté par l'article 17 de l'annexe au Protocole du 15 juin 1970 pour l'établissement d'un tarif Benelux des droits d'entrée, telle qu'elle a été remplacée par la décision du 21 octobre 1975 du Comité des Ministres de l'Union économique Benelux (Moniteur belge du 31 mars 1976). Le protocole du 15 juin 1970 a été approuvé par la loi du 26 mars 1973 (...). Par ailleurs, on observe que l'article 4 de la loi du 30 avril 1958 concernant les douanes et les accises (article 306 du projet de coordination) est également en opposition au prescrit de l'article 4 de l'arrêté royal du 16 août 1865 susvisé" (lettre du 15 octobre 1976 du fonctionnaire délégué).

L'abrogation expresse serait souhaitable.

5° la loi du 11 juin 1887 abrogeant la loi du 26 août 1883 sur le timbre des polices d'assurance et modifiant la tarification du vinaigre et de l'acide acétique.

L'article 3, relatif à l'acide acétique étranger destiné à des usages industriels, qui peut être délivré en franchise des droits d'entrée, ne semble pas avoir fait l'objet d'une abrogation expresse.

Il faudra la prévoir.

6° l'article 4 de la loi du 10 juin 1920 relative à l'application du tarif des douanes.

Cet article énonce : "Pour la liquidation des droits ad valorem, la valeur à déclarer est celle que les marchandises ont dans le lieu et au moment où elles sont présentées à la douane, non compris les droits d'entrée".

.../...

La valeur en douane des marchandises est réglée par le règlement CEE n° 803/68 du 27 juin 1968; l'Administration des douanes et accises estime que l'article 4 est lié à l'article ler, dont l'application était limitée à un an.

Cette disposition est en tout cas rendue sans objet par le fait de la disposition de droit communautaire précitée.

7° l'article 8 de la loi du 27 juin 1937 portant revision de la loi du 16 novembre 1919 relative à la réglementation de la navigation aérienne.

La lecture du projet de coordination amène à poser la question de savoir si le droit en vigueur qui règle, par la loi générale et les lois qui s'y ajoutent, les opérations faites par voie de terre et par voie d'eau, est muet lorsque la voie aérienne est employée, et si les infractions commises à bord ou à l'aide d'aéronefs (c'est-à-dire de "tous appareils pouvant se soutenir dans l'atmosphère grâce aux réactions de l'air") échappent à toute répression.

En fait, il faut se reporter à la loi du 27 juin 1937 portant revision de la loi du 16 novembre 1919 relative à la réglementation de la navigation aérienne.

L'article 8 de la loi du 27 juin 1937 comporte deux alinéas : le premier est une disposition générale relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises par voie aérienne, le second est relatif à la franchise provisoire de droits ou à l' exemption des droits pour certains aéronefs.

.../...

Si l'alinéa 2 est une disposition particulière, il en va différemment de l'alinéa 1er qui dispose : "Toutes les dispositions légales en vigueur relatives à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises par terre et par eau sont applicables aux entrées, aux sorties et au transit par voie aérienne. Des prescriptions réglementaires spécialement appropriées au trafic aérien peuvent être édictées par voie d'arrêté royal".

Comme telle, la disposition précitée ne se limite pas à la seule matière des douanes et accises; elle est également relative à la réglementation économique et sanitaire et à la police du commerce.

Comme l'alinéa précité concerne certainement la matière des douanes et accises, il se recommande qu'elle soit reprise dans la coordination, pour autant seulement qu'elle concerne les douanes et accises.

C'est ce qui est fait à l'article 8 proposé plus loin.

IV. Examen de la coordination en général.

A. Intitulé.

Le projet de coordination présente un double intitulé :

1° le premier commençant par les mots "Dispositions légales coordonnées",

.../...

2° le second : "Loi générale relative aux douanes et accises".

Lors de l'examen du projet de coordination relatif aux caisses d'épargne privées, le Conseil d'Etat dans son avis, publié au Moniteur belge du 30 juin 1967, a critiqué l'emploi de cette expression : "dispositions légales", dans un cas où le projet comprenait "des dispositions confirmées par le législateur et (...) d'autres qui n'étaient pas soumises à cette procédure".

C'est en fonction de cet avis que la coordination a reçu l'intitulé suivant : "Dispositions relatives au contrôle des caisses d'épargne privées, coordonnées le 23 juin 1967".

Dans le cas d'espèce, il ne semble pas souhaitable de proposer l'adoption de la formule : "Dispositions relatives aux douanes et accises, coordonnées le ...". Il semble opportun de faire ressortir le caractère de généralité des dispositions contenues dans le projet de coordination, par opposition aux dispositions particulières en ces matières.

Il est proposé, dès lors, d'adopter l'intitulé suivant : "Loi générale sur les douanes et accises", en tête de la coordination.

B. Arrêté de coordination.

Il y a lieu de faire ressortir pour quelques textes qu'il ne sont coordonnés que dans la mesure où ils sont relatifs aux douanes et accises.

.../...

Dans le texte ci-après proposé, la phrase qui fait ressortir ce caractère limité de la coordination, en ce qui concerne ces textes, est soulignée.

ARRETE ROYAL PORTANT COORDINATION DES DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES AUX DOUANES ET ACCISES:

... (préambule comme au projet).

Article ler. Sont coordonnées, conformément au texte annexé au présent arrêté, dans la mesure où elles sont encore en vigueur, les dispositions énumérées ci-après :

1° les articles ler à 3, 6, 8 à 12, 14, 15, 17, 18, 23 à 38, 40 à 43, 45 à 50, 52 à 55, 63 à 67, 69, 71 à 74, 108 à 121, 124, 125, 127 à 129, 131 à 134, 136, 139 à 141, 143, 147, 150 à 153, 155, 156, 162, 177, 180 à 184, 186, 190 à 203, 206 à 210, 212 à 235, 238 à 250, 267 à 275, 278 à 291, 311 à 325 de la loi générale du 26 août 1822 relative aux douanes et accises;

2° les articles ler, 3 et 4 de l'arrêté royal du 2 juillet 1824 contenant des dispositions pour assurer la stricte exécution des articles 224 et 225 de la loi générale du 26 août 1822 concernant la perception des droits d'entrée, de sortie et des accises;

3° les articles ler à 3 de la loi du 7 juin 1832 qui établit un rayon unique de douane;

4° les articles 15, 16, 19 à 26, 28 à 35 de la loi du 6 avril 1843 sur la répression de la fraude en matière de douane;

.../...

5° les articles ler à 5, 10 à 25, 28 à 32, 34 et 35 de la loi du 6 août 1849 sur le transit;

6° l'article ler de la loi du 3 mars 1851 substituant un nouvel article à l'article 34 de la loi du 6 août 1849 sur le transit;

7° les articles ler et 2 de la loi du ler mai 1858 portant revision des lois relatives au transit;

8° l'article 5, § ler, de la loi du 20 décembre 1862 contenant le budget des voies et moyens pour l'exercice 1863, en tant que cette disposition est relative aux douanes et accises;

9° les articles 3 et 10 de l'arrêté royal du 16 août 1865 qui est relatif à la généralisation des tarifs et des dispositions de douane résultant des traités de commerce et de navigation;

10° les articles 3 et 7 de la loi du 17 août 1873 relative à la prescription en matière fiscale ou disciplinaire, en tant que ces dispositions sont relatives aux douanes et accises;

11° l'article 4 de la loi du 24 mai 1876 relative au régime des sucres;

12° les articles ler, 3 et 4 de l'arrêté royal du 27 mai 1876 qui est relatif à l'extension aux marchandises d'accise, du régime d'importation des marchandises de douane;

13° l'article 3 de la loi du 18 juin 1887 établissant un droit d'entrée sur les bestiaux et les viandes;

.../...

14° la loi du 20 décembre 1897 relative à la répression de la fraude en matière d'importation, d'exportation et de transit des marchandises prohibées;

15° l'article 10 de la loi du 28 décembre 1904 contenant le budget des voies et moyens pour l'exercice 1905;

16° l'article 4 de la loi du 23 décembre 1907 contenant le budget des voies et moyens pour l'exercice 1908 ainsi que des dispositions relatives au tarif des douanes et à la restitution des amendes de condamnation, en tant que cette disposition est relative aux douanes et accises;

17° l'article 4 de la loi du 30 décembre 1910 contenant le budget des voies et moyens pour l'exercice 1911 ainsi que des dispositions relatives au droit de patente, au tarif des douanes et à l'exportation des marchandises d'accise avec décharge des droits, etc.;

18° l'article ler, § 2, de la loi du 28 décembre 1912 contenant le budget des voies et moyens pour l'exercice 1913, ainsi que diverses dispositions relatives aux procès-verbaux en matière fiscale, à la fabrication des alcools, au service postal des comptes courants, chèques et virements, au fonds communal et au fonds spécial, en tant que cette disposition est relative aux douanes et accises;

19° les articles 5 à 13 de la loi du 10 juin 1920 relative à l'application du tarif des douanes;

20° les articles 9 à 11 de la loi du 13 juillet 1930 concernant les douanes et accises;

.../...

21° les articles 27 à 31, 33 à 35 de la loi du 10 avril 1933 portant modification provisoire de certains droits de douane, d'accise et taxes spéciales de consommation et instituant de nouvelles mesures pour empêcher la fraude;

22° les articles 6 à 20 de l'arrêté royal n° 6 du 22 août 1934 établissant de nouvelles mesures pour réprimer la fraude en matière de douane et d'accise;

23° l'article 8, alinéa ler, de la loi du 27 juin 1937 portant revision de la loi du 16 novembre 1919 relative à la réglementation de la navigation aérienne;

24° l'article ler de la loi du 28 juillet 1938 tendant à assurer l'exacte perception des impôts, en tant que cette disposition est relative aux douanes et accises.

25° l'article 9, § 3, de la loi du 30 décembre 1939 concernant les douanes et accises;

26° l'article 19 de la loi du 10 juin 1947 concernant les douanes et accises;

27° l'article 34 de la loi du 20 août 1947 apportant des modifications : a) aux lois et arrêtés relatifs aux impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise, b) aux lois et arrêtés relatifs aux taxes spéciales assimilées aux impôts directs, en tant que cette disposition est relative aux douanes et accises;

.../...

28° les articles 5 à 8 de la loi du 31 décembre 1947 concernant les douanes et accises;

29° les articles ler et 2 de l'arrêté royal du 5 mars 1951 modifiant la loi du 6 août 1849 sur le transit;

30° les articles 39 à 41 de la loi du 19 mars 1951 concernant les accises;

31° les articles ler, 3 à 9 de la loi du 30 juin 1951 concernant les douanes et accises;

32° les articles ler à 12 de l'arrêté royal du 18 février 1952 relatif à la déclaration et au déchargement des marchandises importées par rivières et canaux et par mer;

33° les articles ler à 6 de la loi du 30 avril 1958 concernant les douanes et accises;

34° les articles 4 à 9 de la loi du 7 juin 1967 concernant les douanes et accises;

35° les articles 52 à 54 et l'article 91, § 7, des dispositions modificatives figurant dans l'article 3 de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire;

36° les articles ler à 7, 15 à 22 de la loi du 16 février 1970 concernant les douanes et accises;

37° les articles ler à 4 de la loi du 20 février 1970 concernant les douanes et accises;

.../...

38° l'article 39 de la loi du 24 juin 1970 modifiant la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire et certaines dispositions relatives à la compétence des cours et tribunaux et à la procédure civile;

39° les articles 1er à 18, 41 à 44 et 46 de la loi du 22 juin 1976 concernant les douanes et accises.

Article 2. Compte tenu de l'intitulé proposé par le Conseil d'Etat, l'article 2 peut être omis.

C. Notes de bas de page et notes justificatives.

Les notes de bas de page, telles qu'elles sont présentées, poursuivent un double objet :

a) permettre de retrouver le texte originel de chaque disposition coordonnée;

b) indiquer les modifications apportées par la coordination au texte originel;

Dans la présente coordination, plus que dans toute autre, la note de bas de page revêt une importance certaine; l'article 262 de la coordination dispose en effet : "Les amendes fiscales en matière de douane et accise qui ont été fixées par les lois antérieures au 1er avril 1926 et qui

.../...

n'ont pas été revisées postérieurement à cette date sont majorées de 190 décimes additionnels".

Les modifications apportées par la coordination au texte originel demandent parfois une justification; comme il n'apparaît pas opportun que les notes de bas de page contiennent cette justification, il convient que le présent avis soit publié en même temps que l'arrêté de coordination.

Les propositions de notes de bas de page faites ci-après, sous chaque article, rendent superflue la "remarque générale" que le projet fait figurer à la fin de l'arrêté de coordination.

D. Examen général.

Observation commune à plusieurs articles.

Il y a lieu de réaliser l'uniformité :

- dans la façon d'écrire les peines d'amende;
- dans la subdivision des mêmes articles du texte français et du texte néerlandais;
- dans la subdivision à employer au sein des articles :

  "§ 1er, 1°, a, b, ... § 2, 1°, a, b, ...".
- dans la façon de placer les incises, soit entre tirets, soit entre virgules, soit entre parenthèses.

.../...

V. Examen de la coordination, par articles.

Article ler.

Note de bas de page.

Article ler : loi du 26 août 1822, article ler, remplacé par la loi du 22 juin 1976, article 2.

*

Article 2.

Note de bas de page.

Article 2 : loi du 26 août 1822, article 2, remplacé par la loi du 22 juin 1976, article 2.

*

Article 3.

Note de bas de page.

Article 3 : loi du 26 août 1822, article 3, remplacé par la loi du 22 juin 1976, article 2.

*

Article 4.

Alinéa 2.

L'alinéa 2 se termine par "ni le droit du syndicat".

Cette disposition relative au droit du syndicat doit être supprimée car elle se réfère à une instituion propre aux Pays-Bas.

Note de bas de page.

Article 4 : loi du 26 août 1822, article 311;

- à l'alinéaler, les mots "employés", "administration générale des droits d'entrée et de sortie et des accises", "employés", "bureaux et postes des droits d'entrée, de sortie et d'accises" sont remplacés respectivement par les mots "agents", "administration générale des douanes et accises", "agents", "bureaux et postes des douanes et accises"; la référence à l'article 194 est remplacée par une référence aux articles 186 et 209;
- à l'alinéa 2, les mots "ni le droit du syndicat" sont omis.

*

Article 5.

Note de bas de page.

Article 5 : loi du 26 août 1822, alinéa 5, remplacé par la loi du 30 avril 1958, article 5.

*

.../...

Article 6.

Note de bas de page.

Article 6 : loi du 26 août 1822, article 6, remplacé par la loi du 30 avril 1958, article 6.

*

Articles 7 et 8 du projet;
article 7 du texte proposé.

Les deux articles du projet pourraient être joints en un seul article divisé en paragraphes, de manière à laisser libre l'article 8 du projet :

§ 1er, article 7 (du projet)
§ 2, article 8 (du projet).

Note de bas de page.

Article 7 : § 1er, loi du 26 août 1822, article 314.
§ 2, loi du 26 août 1822, article 315.

Article 8.

Texte proposé :

"Toutes les dispositions législatives relatives à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises par terre et par eau sont applicables aux entrées, aux sorties et au transit par voie aérienne. Des prescriptions réglemen-

.../...

taires spécialement appropriées au trafic aérien peuvent être arrêtées par le Roi".

Cet article pourrait être mis sous le numéro 8, les articles 7 et 8 étant joints.

Note de bas de page.

Article 8 : loi du 27 juin 1937, article 8, alinéa ler; les mots "légales en vigueur" et "édictées par voie d'arrêté royal" sont remplacés par les mots "législatives" et "arrêtées par le Roi".

*

Article 9.

Note de bas de page.

Article 9 : loi du 30 juin 1951, article 4.

*

Article 10.

Note de bas de page.

Article 10 : loi du 20 février 1970, article ler.

*

Article 11.

Note de bas de page.

Article 11 : loi du 20 février 1970, article 2; la référence à l'article ler est remplacée par une référence à l'article 10.

*

Article 12.

Il est proposé de remplacer le mot "Gouvernement" par le mot "Roi".

Note de bas de page.

Article 12 : loi du 24 mai 1876, article 4, § ler; le mot "Gouvernement" est remplacé par le mot "Roi".

*

Article 13.

Note de bas de page.

Article 13 : loi du 19 mars 1951, article 39.

*

.../...

Article 14.

"Trésor" doit être écrit sans ou avec majuscule, mais de façon uniforme dans l'ensemble du projet.

Note de bas de page.

Article 14 : loi du 26 août 1822, article 319.

*

Article 15.

Dans son avis L. 12.559/2, relatif au projet qui est devenu l'arrêté royal du 30 juin 1976 modifiant l'arrêté royal du 7 juillet 1847 portant règlement général sur le service des entrepôts francs, le Conseil d'Etat a proposé, pour l'article 361 de cet arrêté royal un texte qui remplaçait "ouvriers, portefaix et hommes de peine" et les mots "qui a toujours le droit de les révoquer" par "ouvriers" et "celui-ci peut à tout moment retirer son agrément".

L'omission des mots "portefaix et hommes de peine" se justifie au regard notamment de la législation sur le contrat de travail, les portefaix et hommes de peine étant des ouvriers.

En maintenant le verbe "révoquer", le projet s'attache fidèlement à la terminologie de la loi du 6 avril 1843; si comme il est proposé, le projet est soumis à la confirmation du pouvoir législatif, il semble que l'on pourrait faire disparaître l'équivoque. Ce que les directeurs compétents peuvent faire, ce n'est pas mettre fin unilatéralement au contrat de travail, mais retirer leur agrément.

.../...

Le texte se terminerait dans ce cas, par "toujours le droit de retirer leur agrément".

Note de bas de page.

Article 15 : loi du 6 avril 1843, article 33; les mots "les ouvriers, portefaix et hommes de peine employés en douane par le commerce" et "les révoquer" sont remplacés respectivement par les mots "les ouvriers appelés par le commerce à travailler en douane" et "de retirer leur agrément".

*

Article 16.

Le texte original porte après "déballage", les mots "et de plombs"; les rétributions perçues au titre d'apposition de plombs ont effectivement été supprimées par la loi du 10 décembre 1862 contenant le budget des voies et moyens pour l'exercice 1863.

Note de bas de page.

Article 16 : loi du 6 avril 1843, article 32, modifié implicitement par la loi du 20 décembre 1862, article 5, alinéa ler.

*

.../...

Article 17.

Note de bas de page.

Article 17 : loi du 30 juin 1951, article 1er.

*

Article 18.

Note de bas de page.

Article 18 : loi du 7 juillet 1967, article 5, modifié par la loi du 16 février 1970, article 19 et par la loi du 22 juin 1976, article 42.

*

Article 19.

Note de bas de page.

Article 19 : loi du 20 février 1970, article 4.

*

Article 20.

Note de bas de page.

Article 20 : loi du 30 avril 1958, article 3.

.../...

*

Article 21.

Note de bas de page.

Article 21 : loi du 30 juin 1951, article 3.

*

Article 22.

Note de bas de page.

Article 22 : loi du 30 avril 1958, article 2.

*

Article 23.

a) Le texte ancien emploie le pluriel "Aucunes marchandises ne pourront être exportées", il convient de rétablir le pluriel ;
b) Les mots "permis ou" peuvent être omis.

Note de bas de page.

Article 23 : loi du 26 août 1822, article 6, modifié par la loi du 22 juin 1976, article 3; les mots "permis ou" sont omis.

*

.../...

Article 24.

A l'alinéa 3, il convient d'écrire "et jours fériés légaux", comme le projet le fait notamment en son article 185.

Note de bas de page.

Article 24 : loi du 26 août 1822, article 8, modifié par la loi du 16 février 1970, articles 1er, 2 et 4; respectivement les mots "employés" et "fêtes légales" sont remplacés par les mots "agents" et "jours fériés légaux".

*

Article 25.

Note de bas de page.

Article 25 : loi du 26 août 1822, article 9, modifié par la loi du 16 février 1970, article 1er, et par la loi du 22 juin 1976, article 3.

*

Article 26.

Note de bas de page.

Article 26 : loi du 26 août 1822, article 10, remplacé par la loi du 16 février 1970, article 3.

*

Article 27.

Note de bas de page.

Article 27 : loi du 26 août 1822, article 11, modifié par la loi du 16 février 1970, article ler.

*

Article 28.

Note de bas de page.

Article 28 : loi du 26 août 1822, article 12, modifié par la loi du 16 février 1970, articles ler et 4.

*

Article 29.

Note de bas de page.

Article 29 : loi du 26 août 1822, article 14, modifié par la loi du 16 février 1970, article 22; les mots "directeur de la direction" et "par passavant-à-caution, sur le pied fixé par le VIe chapitre" sont remplacés respectivement par les mots "directeur régional des douanes et accises" et "sous le couvert d'un document aux conditions fixées par le chapitre VII".

*

Article 30.

Le texte ancien comprend deux alinéas, dont le second commence à "Les plombs ou scellés ne seront pas apposés". Il serait plus clair de conserver la division actuelle de l'article.

Note de bas de page.

Article 30 : loi du 26 août 1822, article 15, modifié par la loi du 16 février 1970, article ler; alinéa ler, le mot "plombs" est remplacé par le mot "scellés"; à l'alinéa 2, les mots "plombs" sont omis.

*

Article 31.

Comme l'indique la note de bas de page, le projet dépasse ici le cadre de la coordination.

L'omission des mots "ou commandant" se justifie par le fait que la loi du 16 février 1970, dans celles de ses dispositions qui modifient la loi du 26 août 1822, utilise uniquement le mot "capitaine" et a omis, dans plusieurs articles de la loi générale, la mention du "second".

Il est proposé de supprimer les mots : "et sera forcé de monter la rivière sur le canal".

.../...

Note de bas de page.

Article 31 : loi du 26 août 1822, article 17; les mots "ou commandant" et les mots "et sera forcé de monter la rivière ou le canal" sont omis.

*

Article 32.

Le texte actuel écrit : "tout ce qui est prescrit ci-dessus, à l'égard de la déclaration générale"; en omettant la locution, "ci-dessus" on n'étend pas la portée de la prescription.

Note de bas de page.

Article 32 : loi du 22 août 1876, article 18, modifié par la loi du 16 février 1970, articles ler et 4 ; les mots "ou commandant" sont omis; les mots "dans le cas précité" sont remplacés par les mots "dans le cas visé à l'article 31"; le mot ci-dessus" est omis.

*

Article 33.

a) Il s'indique de conserver le texte original : "bâtiment de mer".

b) A l'alinéa ler, il y a lieu de remplacer "fêtes légales" par "jours fériés légaux".

.../...

c) Le texte actuel fait référence "au chapitre XIII et autres de la présente loi", la référence ne saurait être précisée; c'est le chapitre XV qui règle en ordre principal la matière, mais la déclaration en détail peut entraîner l'application d'autres chapitres.

d) A l'alinéa 2, il est suggéré de remplacer "au directeur de la direction dont il ressort" par "directeur régional des douanes et accises du ressort" - comme à l'article 29 du projet (pour la notion de ressort, voir le Code des impôts sur les revenus, article 267).

e) A la fin de l'alinéa 2, les mots "à l'administration" visent "l'administration centrale".

f) Dans le texte actuel, il existe un seul alinéa à partir de "On pourra ...". S'il est plus clair de présenter le texte de l'article comme le fait le projet, il conviendra cependant d'adopter des divisions identiques dans les deux langues.

Note de bas de page.

Article 33 : loi du 26 août 1822, article 23, modifié par la loi du 16 février 1970, article ler et par la loi du 22 juin 1976, article 4 :

- à l'alinéa ler, les mots "fêtes légales" et "au chapitre XIII et autres de la présente loi" sont remplacés respectivement par les mots "jours fériés légaux" et "aux chapitres XV et autres de la présente loi";

.../...

- à l'alinéa 2, les mots "comme il a été dit ci-dessus" sont omis, les mots "directeur de la direction dont il ressort" sont remplacés par les mots "directeur régional des douanes et accises du ressort" et le mot "administration" est remplacé par "administration centrale".

*

Article 34.

Note de bas de page.

Article 34 : loi du 26 août 1822, article 4 modifié par la loi du 16 février 1970, article ler et par la loi du 22 juin 1976, article 4; les mots "ou commandant" sont omis; les mots "bâtiments de la grande pêche ou pêche du hareng" et "employés" sont remplacés respectivement par les mots "bâteaux de pêche" et "agents".

*

Article 35.

Note de bas de page.

Article 35 : arrêté royal du 18 février 1952, article 4, modifié par la loi du 16 février 1970, article 15; les mots "à l'article 127 de la loi générale du 26 août 1822" et "à l'article 8 de cette loi" sont remplacés par les mots "à l'article 146" et "à l'article 24".

*

.../...

Article 36.

Note de bas de page.

Article 36 : § ler : arrêté royal du 18 février 1952, article 5, § ler, modifié par la loi du 16 février 1970, article 15;

§ 2 : arrêté royal du 18 février 1952, article 5, § 2, alinéa ler; les mots "conformément à l'article 2" sont omis;

§ 3 : arrêté royal du 18 février 1952, article 2;

§ 4 : arrêté royal du 18 février 1952, article 5, § 2, alinéa 2 : les mots "au chapitre III" sont remplacés par les mots "aux articles 38 à 43".

*

Article 37.

Note de bas de page.

Article 37 : arrêté royal du 18 février 1952, article 6, modifié par l'arrêté royal du 16 février 1970, article 15.

*

Article 38.

Note de bas de page.

Article 38 : arrêté royal du 18 février 1952, article 7.

*

Article 39.

Note de bas de page.

Article 39 : arrêté royal du 18 février 1952, article 8.

.../...

Article 40.

Note de bas de page.

Article 40 : arrêté royal du 18 février 1952, article 9; à l'alinéa 3, le mot "plombés" est remplacé par le mot "scellés".

*

Article 41.

Note de bas de page.

Article 41 : arrêté royal du 18 février 1952, article 10, remplacé par la loi du 16 février 1970, article 16; à l'alinéa 2, les mots "l'article 117 de la loi générale du 26 août 1822 concernant la perception des droits d'entrée, de sortie et de transit et des accises" sont remplacés par les mots "l'article 94".

*

Article 42.

Note de bas de page.

Article 42 : arrêté royal du 18 février 1952, article 11.

*

Article 43.

Il convient d'écrire : "alinéa 2" pour des raisons de présentation uniforme des références internes.

.../...

Note de bas de page.

Article 43 : arrêté royal du 18 février 1952, article 12; les mots "du chapitre XIII de la loi générale du 26 août 1822" et "l'article 10, deuxième alinéa, du présent arrêté" sont remplacés respectivement par les mots "du chapitre XV" et "l'article 41, alinéa 2".

*

Article 44.

Note de bas de page.

Article 44 : loi du 26 août 1822, article 25, modifié par la loi du 16 février 1970, articles 1er et 4.

*

Article 45.

Il est proposé d'écrire, en tête de l'article : "Les navires visés à l'article 44".

Note de bas de page.

Article 45 : loi du 26 août 1822, article 26; à l'alinéa 1er, les mots "Ces navires" et "employés" sont remplacés respectivement par "Les navires visés à l'article 44" et "agents".

*

.../...

Article 46.

Note de bas de page.

Article 46 : loi du 26 août 1822, article 27; les mots "plombé ou" sont omis.

*

Article 47.

Note de bas de page.

Article 47 : loi du 26 août 1822, article 28.

*

Article 48.

Il est proposé de remplacer la mention de "l'employé supérieur du lieu" par celle de "chef local de la douane"; cette dernière expression n'est pas nouvelle : elle figure dans la loi du 10 juin 1920, dans l'arrêté royal n° 6 du 22 août 1934, article 9, § 3 (repris dans le projet de coordination sous l'article 130, § 3) et notamment encore dans les articles 7, 9 et 11 de l'arrêté ministériel du 19 octobre 1971 relatif aux agents en douane.

Note de bas de page.

Article 48 : loi du 26 août 1822, article 29; les mots "permission par écrit", "employé supérieur du lieu" et "employés" sont remplacés respectivement par les mots "autorisation écrite", "chef local de la douane" et "agents".

*

.../...

Article 49.

Note de bas de page.

Article 49 : loi du 26 août 1822, article 30; le mot "employés" est remplacé par le mot "agents".

*

Article 50.

Note de bas de page.

Article 50 : loi du 26 août 1822, article 31; les mots "l'article qui précède" sont remplacés par les mots "l'article 49".

*

Article 51.

Note de bas de page.

Article 51 : loi du 26 août 1822, article 32; le mot "employés" est remplacé par le mot "agents".

*

Article 52.

Note de bas de page.

.../...

Article 52 : loi du 26 août 1822, article 33; les mots "acquits de transit" sont remplacés par les mots "documents de transit".

*

Article 53.

Il est proposé de remplacer "susmentionnée" par "prévue par l'article 52".

Note de bas de page.

Article 53 : loi du 26 août 1822, article 34; modifié par l'arrêté royal du 16 août 1865, article 10; le mot "susmentionnée" est remplacé par les mots "prévue par l'article 52".

*

Article 54.

Le texte actuel est divisé en deux alinéas; le second commençant par "Quant aux ..."; pour des raisons de clarté accrue, il s'indiquerait de conserver cette division.

Note de bas de page.

Article 54 : loi du 26 août 1822, article 35.

*

Article 55.

Note de bas de page.

Article 55 : loi du 26 août 1822, article 36.

*

.../...

Article 56.

Note de bas de page.

Article 56 : loi du 26 août 1822, article 37, modifié par la loi du 22 juin 1976, article 3.

*

Article 57.

Note de bas de page.

Article 57 : loi du 26 août 1822, article 38, modifié par la loi du 22 juin 1976, article 3.

*

Article 58.

Note de bas de page.

Article 58 : loi du 26 août 1822, article 40, modifié par l'arrêté royal du 16 août 1865, article 10 et par l'arrêté royal du 27 mai 1876, article 1er; les mots "le chapitre XIII de la présente loi", "passavants-à-caution" et "passavant-à-caution" sont remplacés respectivement par les mots "le chapitre XV", "documents" et "document".

*

.../...

Article 59.

Note de bas de page.

Article 59 : arrêté royal du 18 février 1952, article 1er; les mots "l'article 40 de la loi générale du 26 août 1822 concernant la perception des droits d'entrée, de sortie et de transit, des accises, ainsi que du droit de tonnage des navires de mer" et "chapitre III" sont remplacés respectivement par les mots "l'article 58" et "le chapitre V".

*

Article 60.

Note de bas de page.

Article 60 : arrêté royal du 18 février 1952, article 2.

*

Article 61.

Le projet omet les mots "au présent arrêté" qui complètent le texte actuel; l'arrêté royal ne comportant aucune disposition répressive, l'omission des mots n'a aucune conséquence.

Note de bas de page.

Article 61 : arrêté royal du 18 février 1952, article 3; les mots "au présent arrêté" sont omis.

*

.../...

Article 62.

Note de bas de page.

Article 62 : loi du 26 août 1822, article 41, modifiée implicitement par la loi du 6 avril 1843, article 32; les mots "de plombage" sont omis.

*

Article 63.

Note de bas de page.

Article 63 : loi du 26 août 1822, article 42, modifié par la loi du 22 juin 1976, article 3.

*

Article 64.

Note de bas de page.

Article 64 : loi du 26 août 1822, article 43; les mots "au lieu de passavants à caution" et "ainsi que les passavants à caution" sont omis; le mot "employé" est remplacé par le mot "agent".

*

Article 65.

Note de bas de page.

.../...

Article 65 : loi du 26 août 1822, article 45; les mots "au chapitre X", "à l'article 43" et "acquit(s) de transit" sont remplacés respectivement par les mots "au chapitre XIII", "à l'article 64" et "document(s) de transit".

*

Article 66.

Note de bas de page.

Article 66 : loi du 26 août 1822, article 46; les mots "passavants à caution" et "à l'article 43" sont remplacés respectivement par les mots "documents" et "à l'article 64".

*

Article 67.

Note de bas de page.

Article 67 : loi du 26 août 1822, article 47, modifié implicitement par l'arrêté royal du 16 août 1865, article 10; les mots "passavants à caution" et "à l'article suivant" sont remplacés respectivement par les mots "documents" et "à l'article 68".

*

.../...

Article 68.

Note de bas de page.

Article 68 : loi du 26 août 1822, article 48; les mots "employés", passavants à caution" et "acquis de transit" sont remplacés respectivement par les mots "agents", "documents" et "documents de transit".

*

Article 69.

Note de bas de page.

Article 69 : loi du 26 août 1822, article 49; les mots "passavants à caution", "employés","mentionné à l'article 92" sont remplacés respectivement par les mots "documents", "agents", "de mise en entrepôt fictif".

*

Article 70.

Note de bas de page.

Article 70 : loi du 26 août 1822, article 50; les mots "passavant à caution" sont remplacés par le mot "document".

*

.../...

Article 71.

Note de bas de page.

Article 71 : loi du 26 août 1822, article 52, modifié par la loi du 16 février 1970, article 22 et par la loi du 22 juin 1976, article 3.

*

Article 72.

Il convient de remplacer les mots "l'employé supérieur du lieu" par les mots "le chef local de la douane" (voir même proposition pour l'article 48).

Note de bas de page.

Article 72 : loi du 26 août 1822, article 53, modifié par la loi du 22 juin 1976, article 4; les mots "la permission" et "l'employé supérieur du lieu" sont remplacés respectivement par les mots "l'autorisation" et "le chef local de la douane".

*

Article 73.

Note de bas de page.

Article 73 : loi du 26 août 1822, article 54, remplacé par la loi du 16 février 1970, article 5 : les mots "à l'article 8" sont remplacés par les mots "à l'article 24".

*

.../...

Article 74.

Note de bas de page.

Article 74 : loi du 26 août 1822, article 55, remplacé par la loi du 16 février 1970, article 5.

*

Article 75.

Note de bas de page.

Article 75 : loi du 26 août 1822, article 63, remplacé par la loi du 22 juin 1976, article 6.

*

Article 76.

Il n'y a pas lieu de se référer au "deuxième paragraphe de ce dernier article" mais à "l'article 57, alinéa 2".

Note de bas de page.

Article 76 : loi du 26 août 1822, article 64; les mots "l'article 53 de la présente loi", "l'article 38", "le deuxième paragraphe de ce dernier article" sont remplacés respectivement par les mots "l'article 72", "l'article 57", "l'article 57, alinéa 2".

*

Article 77.

Note de bas de page.

Article 77 : Loi du 26 août 1822, article 65, le mot "employés" est remplacé par le mot "agents".

*

Article 78.

Note de bas de page.

Article 78 : loi du 26 août 1822, article 66; les mots "l'article 37 de cette loi" sont remplacés par les mots "l'article 56".

*

Article 79.

Note de bas de page.

Article 79 : loi du 26 août 1822, article 67; les mots "navire de mer" sont remplacés par le mot "navire".

*

Article 80.

Note de bas de page.

Article 80 : loi du 26 août 1822, article 69.

*

.../...

Article 81.

Note de bas de page.

Article 81 : loi du 26 août 1822, article 71; les mots "le permis", "ce permis", "par l'article 281", "employés", "du permis", "plombs ou scellés" sont remplacés respectivement par les mots "la déclaration, "cette déclaration", "par l'article 298", "agents", "de la déclaration","scellés".

*

Article 82.

Note de bas de page.

Article 82 : loi du 26 août 1822, article 72; les mots "le permis" sont remplacés par les mots "la déclaration".

*

Article 83.

Note de bas de page.

Article 83 : loi du 26 août 1822, article 73.

*

Article 84.

Il est proposé d'écrire : "à l'article 83" au lieu de "en l'article précité".

.../...

Note de bas de page.

Article 84 : loi du 26 août 1822, article 74; les mots "en l'article précédent" sont remplacés par les mots "à l'article 83".

*

Article 85.

Les mots "les magasins du gouvernement ou de l'administration" devraient être remplacés par les mots "les magasins de l'Etat".

Note de bas de page.

Article 85 : loi du 26 août 1822, article 108; les mots "les magasins du gouvernement ou de l'administration" sont remplacés par les mots "les magasins de l'Etat".

*

Article 86.

Les mots "jours de fêtes légales" peuvent être remplacés par les mots "jours fériés légaux (cfr art. 185

Note de bas de page.

Article 86 : loi du 26 août 1822, article 109; les mots "jours de fêtes légales" sont remplacés par les mots "jours fériés légaux".

*

.../...

Article 87.

Le texte actuel est divisé en deux alinéas; cette division pourrait être conservée pour des raisons de clarté accrue.

Note de bas de page.

Article 87 : loi du 26 août 1822, article 110.

*

Article 88.

a) Le président du tribunal, que cite cet article, est le président du tribunal de première instance; cela pourrait être précisé utilement, dès lors qu'il y a plus d'un tribunal par arrondissement judiciaire, qui a un président.

b) Aux termes de l'article 1026 du Code judiciaire, la requête doit contenir : "5° sauf lorsque la loi en dispose autrement, la signature de l'avocat de la partie"; or, dans le cas d'espèce, la requête est signée par le directeur, cette précision devrait être ajoutée dans la loi pour pallier la nullité.

c) Les mots "papiers publics" devraient être remplacés par le mot "journaux", comme à l'article 1265 du Code judiciaire, notamment.

d) "A désigner par nous" : "par nous" signifie dans la loi générale "par le Roi"; il serait plus conforme à l'économie de cette disposition de confier cette désignation au Président du tribunal de première instance.

.../...

Note de bas de page.

Article 88 : loi du 26 août 1822, article 111; les mots "du tribunal", "sur simple requête", "papiers publics à désigner par nous" sont remplacés respectivement par les mots "du tribunal de première instance", "sur requête signée par le directeur", "journaux désignés par le président du tribunal de première instance".

*

Article 89.

Note de bas de page.

Article 89 : loi du 26 août 1822, article 112.

*

Article 90.

Note de bas de page.

Article 90 : loi du 26 août 1822, article 113.

*

Article 91.

Note de bas de page.

Article 91 : loi du 26 août 1822, article 114.

*

.../...

Article 92.

Note de bas de page.

Article 92 : loi du 26 août 1822, article 115 les mots "par l'article 111" sont remplacés par les mots "par l'article 88".

*

Article 93.

a) Les mots "magasin du gouvernement ou de l'administration" doivent être remplacés comme à l'article 85.

b) "L'agent supérieur du lieu" doit être remplacé comme précédemment.

Note de bas de page.

Article 93 : loi du 26 août 1822, article 116; les mots "magasin du gouvernement ou de l'administration" et "de l'agent supérieur du lieu" sont remplacés respectivement par les mots "magasin de l'Etat" et "du chef local de la douane".

*

Article 94.

Note de bas de page.

Article 94 : loi du 26 août 1822, article 117; les mots "en l'article 113" sont remplacés par "à l'article 90".

*

.../...

Article 95.

Note de bas de page.

Article 95 : loi du 6 août 1849, article 1er.

*

Article 96.

Note de bas de page.

Article 96 : loi du 6 août 1849, article 2.

*

Article 97.

Au § 3, il convient de remplacer "de la Hollande" par "des Pays-Bas".

Note de bas de page.

Article 97 : loi du 6 août 1849, article 3; les mots "chemin de fer de l'Etat" et "de la Hollande" sont remplacés respectivement par les mots "chemin de fer' et "des Pays-Bas".

*

Article 98.

Note de bas de page.

Article 98 : loi du 6 août 1849, article 4.

*

.../...

Article 99.

Note de bas de page.

Article 99 : loi du 1er mai 1858, article 1er, § 1er.

*

Article 100.

Note de bas de page.

Article 100 : loi du 6 août 1849, article 5, § 2; les mots "l'un de ces bureaux" sont remplacés par les mots "un bureau ouvert au transit".

*

Article 101.

a) La modification de la subdivision de l'article 97 entraîne la modification des références contenues dans le §1er (article 97, § 2, 1°) et au § 4 (article 97, § 2, 2°) de cet article.

b) Au § 3, les mots "de l'administration des chemins de fer" pourraient être remplacés par les mots au nom de la Société nationale des chemins de fer belges".

.../...

Note de bas de page.

Article 101 : loi du 6 août 1849, article 10; les mots "de l'Etat", sont omis; les mots "du § 2, litt. a, de l'article 3", "acquits de transit","de l'administration du chemin de fer", "employés" et "du § 2, litt. b, de l'article 3" sont remplacés par les mots "de l'article 97, § 2, 1°", "document de transit", "de la Société nationale des chemins de fer belges", "agents" et "de l'article 97, § 2, 2°".

*

Article 102.

Note de bas de page.

Article 102 : loi du 6 août 1849, article 11; les mots "de l'Etat" sont omis; les mots "ou de plombs", "agents" et "agent" sont remplacés respectivement par les mots "ou de scellés", "employés" et "employé".

*

Article 103.

Il convient d'écrire, pour des raisons d'uniformité, "le chef local de la douane".

Note de bas de page.

Article 103 : loi du 6 août 1849, article 12; les mots "le gouvernement", "le chef de la douane dans la station" sont remplacés respectivement par les mots "le Ministre des Finances" et "le chef local de la douane".

*

.../...

Article 104.

Note de bas de page.

Article 104 : loi du 6 août 1849, article 13; les mots "les articles 10, 11 et 12" et "par la section ci-après" sont remplacés respectivement par les mots "les articles 101, 102 et 103" et "par les articles 105 à 111".

*

Article 105.

Note de bas de page.

Article 105 : loi du 6 août 1849, article 14, remplacé par l'arrêté royal du 5 mars 1951, article 1er.

*

Article 106.

Note de bas de page.

Article 106 : loi du 6 août 1849, article 15, remplacé par l'arrêté royal du 5 mars 1951, article 1er.

*

Article 107.

Note de bas de page.

Article 107 : loi du 6 août 1849, article 16, remplacé par l'arrêté royal du 5 mars 1951, article 1er.

*

.../...

Article 108.

Note de bas de page.

Article 108 : loi du 6 août 1849, article 17, remplacé par l'arrêté royal du 5 mars 1951, article 1er; les mots "agents des douanes et accises" sont remplacés par le mot "agents".

*

Article 109.

Note de bas de page.

Article 109 : loi du 6 août 1849, article 18, remplacé par l'arrêté royal du 5 mars 1951, article 1er.

*

Article 110.

Note de bas de page.

Article 110 : loi du 6 août 1849, article 19; remplacé par l'arrêté royal du 5 mars 1951, article 1er.

*

Article 111.

L'article gagnerait en clarté s'il était divisé en paragraphes, le second commençant à "Le Ministre des Finances"

.../...

Note de bas de page.

Article 111 : loi du 6 août 1849, article 20, remplacé par l'arrêté royal du 5 mars 1951, article 1er; les mots "à l'article 15" sont remplacés par les mots "à l'article 106".

*

Article 112.

a) Il convient de donner à la loi du 4 mars 1846 l'intitulé que lui a donné l'article 19 de la loi du 22 juin 1976 : "loi relative aux entrepôts douaniers".

b) Le texte actuel commence par les mots "Sans préjudice de ce qui est établi au n° 1, litt. b, de l'art. 6"; cet article 6 a été abrogé par la loi du 1er mai 1858; la référence contenue dans l'article 21 a été judicieusement omise.

Note de bas de page.

Article 112 : loi du 6 août 1849, article 21; les mots "Sans préjudice de ce qui est établi au n° 1, litt. b, de l'art. 6" sont omis; les mots "relative aux entrepôts douaniers" sont ajoutés après les mots "la loi du 4 mars 1846".

*

.../...

Article 113.

L'article 22 de la loi du 6 août 1849 a été modifié implicitement par l'article 5 de la loi du 20 décembre 1862 qui a supprimé "les rétributions légales perçues par les fonctionnaires et employés à titre de frais de vérification, de jaugeage, de pesage, de mesurage, de convoyage, d'apposition de plombs, scellés ou cachets (...) et, enfin, tous frais quelconques tombant à la charge des contribuables, du chef d'opérations effectuées par lesdits agents dans l'exercice de leurs fonctions".

Les seules dispositions qui restent sont les mots "plus la nourriture, le feu et la lumière pendant l'aller et le retour".

Note de bas de page.

Article 113 : § 1er.- loi du 6 août 1849, article 22, § 1er; les mots "dans les cas du § 2 de l'article 18 et du § 2 du présent article" sont remplacés par les mots "dans le cas prévu par le § 2".

§ 2.- loi du 6 août 1849, article 22, § 2.

§ 3.- loi du 6 août 1849, article 23, modifié implicitement par la loi du 20 décembre 1862, article 5; les mots "des agents-convoyeurs" sont ajoutés.

*

.../...

Article 114.

Après la référence à l'article 108, 2°, le verbe "donne" doit être écrit "donnent".

Note de bas de page.

Article 114 : loi du 6 août 1849, article 24, modifié par l'arrêté royal du 5 mars 1951, article 2; les mots "l'acquit de transit" et "employés" sont remplacés respectivement par les mots "le document de transit" et "agents"; les mots "plombs" et "aux frais de l'intéressé" sont omis.

*

Article 115.

Note de bas de page.

Article 115 : loi du 6 août 1849, article 25; les mots "acquits de transit", "employés" et "l'acquit de transit" sont remplacés respectivement par les mots "documents de transit", "agents" et "document de transit".

*

Article 116.

Note de bas de page.

Article 116 : loi du 30 juin 1951, article 8; les mots "les articles 24 et 25 de la loi du 6 août 1849 sur le transit" sont remplacés par les mots "Les articles 114 et 115".

*

Article 117.

a) Les mots "Les employés de l'administration des chemins de fer de l'Etat" doivent être remplacés par : "Les agents de la Société nationale des chemins de fer belges".

b) Eu égard à la terminologie du Code pénal, il serait opportun de remplacer le mot "contraventions" par le mot "infractions".

Note de bas de page.

Article 117 : loi du 6 août 1849, article 28; les mots "Les employés de l'administration des chemins de fer de l'Etat", "les employés" et "contraventions" sont remplacés respectivement par les mots "Les agents de la Société nationale des chemins de fer belges", "les agents" et "infractions".

*

Article 118.

Note de bas de page.

Article 118 : loi du 6 août 1849, article 29.

*

Article 119.

Note de bas de page.

Article 119 : loi du 13 juillet 1930, article 11.

*

Article 120.

Note de bas de page.

Article 120 : loi du 6 août 1849, article 30.

*

Article 121.

Les mots "Le Gouvernement" doivent être remplacés par les mots "Le Roi".

Note de bas de page.

Article 121 : loi du 1er mai 1858, article 1er, § 3; le mot "Gouvernement" est remplacé par le mot "Roi".

*

Article 122.

Il est proposé d'écrire "qu'il désigne" au lieu de "qu'il désignera".

Note de bas de page.

Article 122 : loi du 6 août 1849, article 31; les mots "désignera" et"l'acquit de transit" sont remplacés respectivement par les mots "désigne" et "le document de transit".

*

Article 123.

Note de bas de page.

Article 123 : loi du 6 août 1849, article 32;les mots "la présente loi" sont remplacés par les mots "le présent chapitre".

*

Article 124.

La loi du 4 mars 1846 doit être désignée par son intitulé nouveau.

Note de bas de page.

Article 124 : loi du 1er mai 1858, article 2; les mots "de la loi du 4 mars 1846 (Moniteur, n° 64) et de la loi du 6 août 1849 (Moniteur, n° 221) sont remplacés par les mots "de la loi du 4 mars 1846 relative aux entrepôts douaniers et de ce chapitre"; les mots "de l'Etat" sont omis.

*

Article 125.

Les mots "Le Gouvernement" doivent être remplacés par les mots "Le Roi".

.../...

Note de bas de page.

Article 125 : loi du 6 août 1849, article 34, remplacé par la loi du 3 mars 1851, article unique; les mots "le gouvernement", et "le chapitre III" sont remplacés respectivement par les mots "le Roi" et "les articles 101 à 112".

*

Article 126.

Note de bas de page.

Article 126 : loi du 6 août 1849, article 35; les mots "La présente loi" sont remplacés par les mots "Le présent chapitre".

*

Article 127.

Pour des raisons de présentation uniforme des références internes, à l'alinéa 2, les mots "l'alinéa précédent" devraient être remplacés par les mots "l'alinéa 1er".

Note de bas de page.

Article 127 : arrêté royal n° 6 du 22 août 1934, article 6; les mots "l'alinéa précédent" sont remplacés par les mots "l'alinéa 1er".

*

Article 128.

Note de bas de page.

Article 128 : arrêté royal n° 6 du 22 août 1934, article 7.

*

Article 129.

Note de bas de page.

Article 129 : arrêté royal n° 6 du 22 août 1934, article 8; les mots "l'article 7" sont remplacés par les mots "l'article 128".

*

Article 130.

Note de bas de page.

Article 130 : arrêté royal n° 6 du 22 août 1934, article 9.

*

Article 131.

Note de bas de page.

Article 131 : arrêté royal n° 6 du 22 août 1934, article 10; les mots "l'article 9" sont remplacés par les mots "l'article 130".

*

Article 132.

Note de bas de page.

Article 132 : arrêté royal n°6 du 22 août 1934, article 11.

*

Article 133.

Note de bas de page.

Article 133 : arrêté royal n° 6 du 22 août 1934, article 12; les mots "l'article 11" sont remplacés par les mots "l'article 132".

*

Article 134.

Note de bas de page.

Article 134 : arrêté royal n° 6 du 22 août 1934, article 13.

*

Article 135.

Il convient d'écrire "exploit d'huissier de justice" conformément à l'article 48, § 4, de la loi du 5 juillet 1963.

Note de bas de page.

Article 135 : arrêté royal n° 6 du 22 août 1934, article 14, modifié par la loi du 5 juillet 1963, article 48, § 4.

*

Article 136.

Note de bas de page.

Article 136 : loi du 26 août 1822, article 119, remplacé par l'arrêté royal n° 6 du 22 août 1934, article 20; les mots "articles2101 et 2102 du Code civil et 191 du Code de commerce" sont remplacés par les mots "articles 19 et 20 de la loi du 16 décembre 1851 sur la revision du régime hypothécaire et à l'article 23 du livre II du Code de commerce".

*

Article 137.

Il convient d'écrire : "l'alinéa ler".

Note de bas de page.

Article 137 : arrêté royal n° 6 du 22 août 1934, article 19; les mots "du présent arrêté" et "l'alinéa précédent" sont remplacés respectivement par les mots "des articles 127 à 136, 188, 189 et 209" et "l'alinéa ler".

*

Article 138.

Note de bas de page.

Article 138 : loi du 26 août 1822, article 118, modifié par l'arrêté royal du 27 mai 1876, article ler, et par la loi du 22 juin 1976, article 3.

*

.../...

Article 139.

Note de bas de page.

Article 139 : loi du 26 août 1822, article 120, modifié par la loi du 16 février 1970, article 6 et par la loi du 22 juin 1976, article 7; les mots "l'article 118" sont remplacés par les mots "l'article 138"; les mots "Et enfin," sont omis.

*

Article 140.

Note de bas de page.

Article 140 : arrêté royal du 16 août 1865, article 3; les mots "l'article 120 de la loi générale de perception du 26 août 1822" sont remplacés par les mots "l'article 139".

*

Article 141.

Note de bas de page.

Article 141 : loi du 19 mars 1951, article 40; les mots "l'article 41" sont remplacés par les mots "l'article 300".

*

Article 142.

Note de bas de page.

Article 142 : loi du 26 août 1822, article 121.

*

Article 143.

Note de bas de page.

Article 143, § ler : loi du 26 août 1822, article 124, modifié par la loi du 17 août 1873, article 3, et par l'arrêté royal du 27 mai 1876, article 4;

§ 2 : loi du 17 août 1873, article 3, première phrase; les mots "Par modification à l'article 124 de la loi générale de perception du 26 août 1822" sont omis.

§ 3 : loi du 17 août 1873, article 3, seconde phrase;

§ 4 : loi du 17 août 1873, article 7; les mots "Les prescriptions établies par les articles 3, 4 et 6 ci-dessus" sont remplacés par les mots "Ces prescriptions".

*

Article 144.

Note de bas de page.

Article 144 : loi du 26 août 1822, article 125, modifié par l'arrêté royal du 27 mai 1876, article 4.

*

Article 145.

Note de bas de page.

Article 145 : loi du 31 décembre 1947, article 5, §§ ler à 4.

*

Article 146.

Note de bas de page.

Article 146 : loi du 26 août 1822, article 127 ; les mots "selon le cas, des passavants à caution, des permis de déchargement ou de changement, des acquits de paiement et des acquits-à-caution ou autres documents" sont remplacés par les mots "des documents".

*

Article 147.

Les mots "l'employé supérieur du lieu" doivent être remplacés par "le chef local de la douane".

Note de bas de page.

Article 147 : loi du 26 août 1822, article 128, modifié par la loi du 16 février 1970, article 1er; les mots "Les permis de déchargement ou les acquits de paiement" et "l'employé supérieur du lieu" sont remplacés respectivement par les mots "Les documents" et "le chef local de la douane".

*

Article 148.

a) Le texte actuel porte : "Les courriers de la malle".

Le courrier est "un préposé de l'administration des postes qui est chargé de porter les lettres d'une ville à une autre, et qui voyage dans une voiture appelée malle-poste ou

malle. Courrier de la malle. Le courrier de Lyon, de Lille, etc. Départ, arrivée du courrier" (Dictionnaire de l'Académie).

La "malle-poste ou simplement malle, voiture par laquelle l'administration des postes envoyait les lettres aux bureaux de destination, et dans laquelle on recevait des voyageurs" (ibidem). Au même mot "malle", on trouve : "Courrier de la malle. Préposé de l'administration des postes chargé d'accompagner les lettres, et de les remettre aux différents bureaux de la route qu'il parcourt".

On pourrait écrire : "les services de la Régie des postes".

b) Pour l'employé supérieur du lieu, voir plus haut.

Note de bas de page.

Article 148 : loi du 26 août 1822, article 129; les mots "des permis, acquits ou autres documents quelconques", "les courriers la malle" et "l'employé supérieur du lieu" sont remplacés respectivement par les mots "des documents", "les services de la Régie des postes", et "le chef local de la douane".

*

Article 149.

Au § 2, la référence à l'article suivant devrait être remplacée par une référence à l'article 150.

Note de bas de page.

Article 149 : loi du 26 août 1822, article 131; les mots "l'article suivant" et "employés" sont remplacés respectivement par les mots "l'article 150" et "agents". .../...

Article 150.

a) Pour les mots "l'employé principal du lieu" voir plus haut.

b) "Le chef de l'autorité communale ou locale" sont des mots qui devraient être remplacés par "le bourgmestre".

Note de bas de page.

Article 150 : loi du 26 août 1822, article 132; les mots "l'employé principal du lieu", "employés" et "le chef de l'autorité communale ou locale" sont remplacés respectivement par les mots "le chef local de la douane de l'endroit", "agents" et "le bourgmestre".

*

Article 151.

Le texte originel est divisé en 3 alinéas et non en 2 paragraphes; au § ler du projet correspond l'alinéa ler; au § 2, première phrase, du projet, correspond l'alinéa 2, au § 2, deuxième phrase, du projet, correspond l'alinéa 3.

La division en paragraphes peut être maintenue mais le § 2 gagnerait en clarté s'il était divisé en deux alinéas.

Note de bas de page.

Article 151 : loi du 26 août 1822, article 133; le mot "employés" est remplacé par le mot "agents".

*

Article 152.

Pour les mots "l'employé supérieur du lieu", voir plus haut.

Note de bas de page.

Article 152 : loi du 26 août 1822, article 134; les mots "bâtiments ou" sont omis; les mots "permission particulière ou" et "l'employé supérieur du lieu" sont remplacés respectivement par les mots "autorisation" et "le chef local de la douane".

*

Article 153.

Note de bas de page.

Article 153 : loi du 26 août 1822, article 136, modifié par l'arrêté royal du 27 mai 1876, article 4.

*

Article 154.

Note de bas de page.

Article 154 : loi du 26 août 1822, article 139; les mots "employés" et "les acquits de transit" sont remplacés respectivement par les mots "agents" et "au transit".

*

Article 155.

Les mots "De même" peuvent être omis.

Note de bas de page.

Article 155 : loi du 26 août 1822, article 140; les mots "les acquits de paiement à l'entrée et les permis de décharge-ment", et "les passavants à caution, les acquits de transit et les acquits-à-caution, permis ou passavants" sont remplacés respectivement par les mots "les documents à l'entrée" et "les documents de transit et les documents"; les mots "De même" sont omis.

*

Article 156.

Pour les mots "l'employé supérieur", voir plus haut.

Note de bas de page.

Article 156 : loi du 26 août 1822, article 141; les mots "permission ou" sont omis, les mots "l'employé supérieur du bureau" sont remplacés par les mots "le chef local de la douane".

*

Article 157.

Note de bas de page.

Article 157 : loi du 26 août 1822, article 143, remplacé par la

.../...

loi du 16 février 1970, article 7; les mots "des articles 118 et 120" sont remplacés par les mots "des articles 138 et 139".

*

Article 158.

Note de bas de page.

Article 158 : loi du 26 août 1822, article 147; le mot "employés" est remplacé par le mot "agents".

*

Article 159.

Note de bas de page.

Article 159 : arrêté royal du 27 mai 1876, article 3, seconde phrase; les mots "ils restent en vigueur pour les" sont remplacés par les mots "Les dispositions des articles 160 à 162 sont uniquement applicables aux".

*

Article 160.

Note de bas de page.

Article 160 : loi du 26 août 1822, article 150; le mot "employé" est remplacé par le mot "agent".

*

Article 161.

a) Les mots "au directeur des accises de la direction où" pourraient être remplacés par les mots "au directeur régional des douanes et des accises dans le ressort duquel".

b) Les mots "l'autorité communale du chef-lieu de la direction" pourraient être remplacés par les mots "le bourgmestre de la commune, siège de la direction".

Note de bas de page.

Article 161 : loi du 26 août 1822, article 151; les mots "au directeur des accises de la direction où" et "l'autorité communale du chef-lieu de la direction" sont remplacés respectivemen par les mots "au directeur régional des douanes et des accises dans le ressort duquel" et "le bourgmestre de la commune, siège de la direction".

*

Article 162.

Note de bas de page.

Article 162 : loi du 26 août 1822, article 152.

*

Article 163.

Note de bas de page.

.../...

Article 163 : loi du 26 août 1822, article 153; les mots "ou plombier" et "hormis dans les cas prévus à l'article suivant" sont omis.

*

Article 164.

Note de bas de page.

Article 164 : loi du 30 juin 1951, article 6.

*

Article 165.

Note de bas de page.

Article 165 : loi du 26 août 1822, article 155; les mots "plombs ou" sont omis.

*

Article 166.

Note de bas de page.

Article 166 : loi du 26 août 1822, article 156; les mots "plombs ou" sont "omis".

*

Article 167.

Note de bas de page.

Article 167 : loi du 7 juin 1832, article ler, remplacé par la loi du 22 juin 1976, article 17.

*

Article 168.

Le myriamètre n'est plus une mesure légale (voir loi du 16 juin 1970, article 3; arrêté royal du 14 septembre 1970, tableau annexé, chapitre ler, 1 et chapitre II, 1); c'est à bon droit que le projet emploie dès lors l'expression "dix kilomètres".

Note de bas de page.

Article 168 : loi du 7 juin 1832, article 2; les mots "préposés" et "d'un myriamètre" sont remplacés par les mots "agents" et "de dix kilomètres".

*

Article 169.

Pour le quart du myriamètre, voir la note sur l'article 168.

Note de bas de page.

Article 169 : loi du 7 juin 1832, article 6; les mots "d'un quart de myriamètre" sont remplacés par les mots "de 2.500 mètres".

*

Article 170.

Note de bas de page.

.../...

Article 170 : loi du 26 août 1822, article 170, remplacé par la loi du 22 juin 1976, article 9.

*

Article 171.

Note de bas de page.

Article 171 : loi du 26 août 1822, article 177, remplacé par la loi du 22 juin 1976, article 10.

*

Article 172.

Note de bas de page.

Article 172 : loi du 26 août 1822, article 180, remplacé par la loi du 22 juin 1976, article 11.

*

Article 173.

Les mots "d'un membre de l'administration communale ou d'une personne publique commise à cet effet par le président de ladite administration" devraient être remplacés par les mots "d'un agent de l'administration communale ou d'un agent de l'autorité publique commis à cet effet par le bourgmestre".

Note de bas de page.

Article 173 : loi du 26 août 1822, article 181, modifié par la loi du 22 juin 1976, articles 5, 12 et 46; les mots "où ils en soup-

.../...

çonneraient l'existence clandestine", "d'un membre de l'administration communale ou d'une personne publique commise à cet effet par le président de ladite administration", "employés" et "employé" sont remplacés respectivement par les mots "où ils soupçonneraient l'existence de magasins et de dépôts interdits", "d'un agent de l'administration communale ou d'un agent de l'autorité publique commis à cet effet par le bourgmestre", "agents" et "agent".

*

Article 174.

Note de bas de page.

Article 174 : loi du 26 août 1822, article 182, remplacé par la loi du 22 juin 1976, article 13; les mots "dans l'article 181" et "de l'article 177" sont remplacés respectivement par les mots "dans l'article 173" et "de l'article 171".

*

Article 175.

Le texte originel porte : "Par extension des dispositions de l'article 182 et par modification de l'article 200 de la loi générale (...) et indépendamment du droit de saisie conféré par l'article 25 de la présente loi; les employés de l'administration".

Quoique la rédaction n'en soit ni élégante, ni harmonieuse, il semble malaisé de s'en écarter, à l'occasion d'une coordination.

.../...

Note de bas de page.

Article 175 : loi du 6 avril 1843, article 15, modifié par la loi du 22 juin 1976, article 18; les mots "l'article 182", "l'article 200 de la loi générale", "l'article 25 de la présente loi" et "les employés de l'administration" sont remplacés respectivement par les mots "l'article 174", "l'article 197", "l'article 224" et "les agents".

*

Article 176.

Note de bas de page.

Article 176 : loi du 26 août 1822, article 183; les mots "employés" "aux articles précédents", et "par l'article 182" sont remplacés respectivement par les mots "agents", "aux articles 173 à 175" et "par l'article 174".

*

Article 177.

a) Il est proposé d'écrire "Le Roi peut", pour des raisons d'uniformité de terminologie.

b) Il est proposé de remplacer les mots "dans le rayon réservé de la douane" par "dans le rayon des douanes", conformément à la terminologie utilisée par la loi du 22 juin 1976, articles 17 et 18.

Note de bas de page.

Article 177 : loi du 18 juin 1887, article 3; les mots "Le gouvernement est autorisé à prescrire par arrêté royal, dans le rayon réservé de la douane" sont remplacés par les mots "Le Roi peut prescrire, dans le rayon des douanes".

*

Article 178.

Il conviendrait d'écrire "celles qui sont mentionnées".

Note de bas de page.

Article 178 : loi du 26 août 1822, article 184, modifié par la loi du 22 juin 1976, article 14; les mots "les articles 177, 181 et 182" et "celles-ci après mentionnées" sont remplacés respectivement par les mots "les articles 171, 173 et 174" et "celles qui sont mentionnées à l'article 179".

*

Article 179.

Note de bas de page.

Article 179 : loi du 26 août 1822, article 186, remplacé par la loi du 22 juin 1976, article 15.

*

Article 180.

a) Il convient d'écrire "le Roi" pour des raisons d'uniformité de la terminologie.

.../...

b) Les mots "le rayon réservé tel qu'il est actuellement délimité en vertu de l'article ler de la loi du 7 juin 1832" pourraient être remplacés par les mots "le rayon des douanes fixé par l'article 167".

Note de bas de page.

Article 180 : loi du 10 avril 1933, article 35; les mots "le Gouvernement", "le rayon réservé tel qu'il est actuellement délimité en vertu de l'article ler de la loi du 7 juin 1832" et "le rayon réservé" sont remplacés respectivement par les mots "le Roi", "le rayon des douanes fixé par l'article 167" et "le rayon des douanes".

*

Article 181.

Il convient d'écrire : "du directeur régional des douanes et accises du ressort".

Note de bas de page.

Article 181 : loi du 22 août 1822, article 312, modifié par la loi du 22 juin 1976, articles 4 et 5, les mots "du directeur de la direction dont il ressort" sont remplacés par les mots "du directeur régional des douanes et accises du ressort.

*

Article 182.

Selon les explications du fonctionnaire délégué, l'expression "navires ou bâtiments sous voile" s'entendrait de bâtiments

.../...

qui font voile, qui naviguent; la présente disposition, au rebours de l'article 190 du projet, ne viserait que les bâtiments naviguant à la voile.

Note de bas de page.

Article 182 : loi du 26 août 1822, article 190, modifié par la loi du 22 juin 1976, article 16; le mot "employés" est remplacé par le mot "agents".

*

Article 183.

Le texte actuel porte : "Parmi les voitures désignées à l'article précédent, sont comprises celles servant aux courriers de la poste; mais les malles ou paquets renfermant les lettres seront exempt de la visite, pourvu qu'ils soient fermés ou scellés par la direction des postes".

a) Les mots "celles servant aux courriers de la poste" pourraient être remplacés par "les véhicules servant à la Régie des postes"

b) Les mots "par la direction des postes" devraient être remplacés par les mots "par les soins de la Régie des postes".

Note de bas de page.

Article 183 : loi du 26 août 1822, article 191; les mots "à l'article précédent "celles servant aux courriers de la poste" et "par la direction des postes"" sont remplacés respectivement par les mots "à l'article 182", "les véhicules servant à la Régie des postes" et "par les soins de la Régie des postes".

*

Article 184.

Il est proposé d'écrire "le directeur régional des douanes et accises dans le ressort duquel".

Note de bas de page.

Article 184 : loi du 26 août 1822, article 192; les mots "employés" "le directeur de la direction dans laquelle", "plombs ou cachets" et "plombs ou scellés" sont remplacés respectivement par les mots "agents", "le directeur régional des douanes et accises dans le ressort duquel", "scellés ou cachets" et "scellés".

*

Article 185.

Note de bas de page.

Article 185 : loi du 26 août 1822, article 193; les mots "aux articles 181 et 182" et "jours de fêtes" sont remplacés respectivement par les mots "aux articles 173 et 174" et "jours fériés légaux".

*

Article 186.

Le texte actuel de l'article commence par "Tous les employés publics, les maréchaussées, les employés de police et ceux des contributions communales, les gardes champêtres et forestiers".

A part des questions de mise en concordance plus formelles que réelles, le problème qui se pose est celui des employés

.../...

des contributions communales.

L'article 84, 1°, originel de la loi communale confiait encore au conseil communal la nomination des "employés de tout grade des taxes municipales". Cette disposition a été abrogée par l'article 16 de la loi du 30 décembre 1887 apportant des modifications aux lois provinciale et communale.

Lors de la discussion à la Chambre des représentants, M. Buls déclara : "En effet, le 1° de cet article est devenu aujourd'hui inutile attendu que les employés de tous grades, des taxes municipales n'existent plus. On faisait allusion, à l'époque où la loi a été votée, aux employés des octrois" (Pasinomie 1887, p. 598).

Il est dès lors proposé d'écrire :

"Les fonctionnaires et agents des administrations publiques, notamment ceux des administrations communales, les membres de la gendarmerie (formule de la loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie, article 15), les membres de la police communale ...".

Note de bas de page.

Article 186 : loi du 26 août 1822, article 194, modifié par la loi du 5 juillet 1963, article 48, § 4; les mots "les employés publics, les maréchaussées, les employés de police et ceux des contributions communales" et "employés" sont remplacés respectivement par les mots "les fonctionnaires et agents des administrations publiques, notamment ceux des administrations communales, les membres de la gendarmerie, les membres de la police communale"et "agents".

*

.../...

Article 187.

Note de bas de page.

Article 187 : loi du 20 décembre 1897, article 4, § 2; les mots "l'article 194 de la loi générale précitée" sont remplacés par les mots "l'article 186".

*

Article 188.

Note de bas de page.

Article 188 : arrêté royal n° 6 du 22 août 1934, article 15; les mots "articles 200 et 201 de la loi générale du 26 août 1822" sont remplacés par les mots "articles 197 et 198".

*

Article 189.

Note de bas de page.

Article 189 : arrêté royal n° 6 du 22 août 1934, article 17.

*

Article 190.

a) l'article 195, alinéa ler, du texte actuel permet aux "employés" d'obliger ou de contraindre les "commandants des navires ou bâtiments", "de diminuer, d'amener ou de baisser les voiles".

.../...

Diminuer les voiles se comprend aisément; amener les voiles, c'est les abaisser; baisser les voiles, c'est les descendre. Au fond, ce qui semble être le but de l'article 195 de la loi du 26 août 1822 est de permettre aux agents des douanes de faire réduire la vitesse des navires ou de les faire arrêter.

Il est dès lors proposé d'écrire : "de diminuer la vitesse de leur navire ou d'arrêter celui-ci";

b) le texte laisse subsister le mot "commandants", alors que l'article 31 a supprimé ce terme pour ne laisser subsister que "capitaines".

Note de bas de page.

Article 190 : loi du 26 août 1822, article 195, modifié par la loi du 22 juin 1976, article 5; les mots "employés" "commandants" et "de diminuer, d'amener ou de baisser les voiles" sont remplacés respectivement par les mots "agents", "capitaines", "de diminuer la vitesse de leur navire ou d'arrêter celui-ci"; les mots "et sur la Meuse supérieure entre Mool et Berg" et "ou bâtiments" sont omis.

*

Article 191.

Le but de la disposition reprise à cet article est de signaler au juge une circonstance qui lui permettra d'apprécier le degré de gravité de l'infraction.

Note de bas de page.

.../...

Article 191 : loi du 6 avril 1843, article 16; les mots "l'article 195 de la loi générale" sont remplacés par les mots "l'article 190".

*

Article 192.

Note de bas de page.

Article 192 : loi du 10 avril 1933, article 34.

*

Article 193.

Note de bas de page.

Article 193 : loi du 26 août 1822, article 196, modifié par la loi du 22 juin 1976, article 12.

*

Article 194.

La référence à l'article précédent pourrait être remplacée par une référence à l'article 193, pour des raisons d'uniformité de présentation des références internes.

Note de bas de page.

Article 194 : loi du 26 août 1822, article 197; les mots "l'article précédent" sont remplacés par les mots "l'article 193"; les mots "vinaigreries et" sont omis.

*

Article 195.

Les mots "d'un membre de l'administration communale ou d'un employé public, à ce commis, par le président de ladite administration" doivent être remplacés comme à l'article 173.

Note de bas de page.

Article 195 : loi du 26 août 1822, article 198, modifié par la loi du 22 juin 1976, article 12; les mots "d'un membre de l'administration communale ou d'un employé public, à ce commis par le président de ladite administration" sont remplacés par les mots "d'un agent de l'administration communale ou d'un agent de l'autorité publique commis par le bourgmestre".

*

Article 196.

Note de bas de page.

Article 196 : loi du 26 août 1822, article 199.

*

Article 197.

L'article 197 contient les mots "son huissier"; il vise par là l'huissier de la justice de paix.

Lorsque la Section de législation a examiné le projet qui est devenu la loi du 10 juillet 1967 (texte néerlandais et toilette

.../...

du texte français du Code d'instruction criminelle), le Conseil d'Etat a eu l'occasion de donner un avis sur le maintien de pareille mention.

En effet, l'article 141 originel du Code d'instruction criminelle était rédigé comme suit : "Dans les communes dans lesquelles il n'y a qu'un juge de paix, il connaîtra seul des affaires attribuées à son tribunal. Les greffiers et les huissiers de la justice de paix feront le service pour les affaires de police".

L'article 1er, 84°, de la loi du 10 juillet 1967 a supprimé les mots "et les huissiers" dans l'article 141 du Code d'instruction criminelle (1), la justification en étant donnée dans l'avis du Conseil d'Etat (Pasinomie 1967, page 866) :

"Depuis la loi du 5 juillet 1963 réglant le statut des huissiers de justice, ceux-ci sont nommés par un arrêté royal qui détermine l'arrondissement judiciaire dans lequel l'huissier de justice instrumentera (articles 5 et 8 de la loi).

Les développements de la proposition de loi relative aux fonctions d'huissier de justice (Doc. parlem., Chambre des représentants 1958-1959, n° 203-1), développements mentionnés dans la proposition de loi relative aux fonctions d'huissier de justice (Doc. parlem., Chambre des représentants, session extraordinaire 1961, n° 73-1), qui est à l'origine de la loi du 5 juillet 1963, disent clairement : "N'étant plus attachés à une cour, à un tribunal ou à une justice de paix, pour le service de leurs audiences, les huissiers ne porteront plus

---

.../...

(1) La loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire a abrogé cet article 141 par son article 2, article 32.

le titre d'huissier près tel tribunal, telle justice de paix ou telle cour d'appel".

Le même raisonnement vaut pour l'article examiné; le juge de paix ne dispose plus d'un huissier de justice qui soit le sien. La mention doit en être omise.

Note de bas de page.

Article 197 : loi du 26 août 1822, article 200, modifié par la loi du 10 octobre 1967, article 3, article 91, § 7 et par la loi du 22 juin 1976, articles 5 et 12; les mots "article 182" et "fonctionnaire" sont remplacés respectivement par les mots "article 174" et "magistrat"; le mot "huissier" est omis.

*

Article 198.

Note de bas de page.

Article 198 : loi du 26 août 1822, article 201, modifié par la loi du 28 décembre 1904, article 10 et par la loi du 10 octobre 1967, article 3, article 91, § 7; le mot "employés" est remplacé par le mot "agents".

*

Article 199.

Note de bas de page.

.../...

Article 199 : loi du 26 août 1822, article 202.

*

Article 200.

Note de bas de page.

Article 200 : loi du 26 août 1822, article 203, modifié par la loi du 22 juin 1976, article 4; les mots "en l'article 196" et "employés" sont remplacés respectivement par les mots "à l'article 193" et "agents".

*

Article 201.

Note de bas de page.

Article 201 : loi du 7 juin 1967, article 6.

*

Article 202.

Note de bas de page.

Article 202 : loi du 7 juin 1967, article 7; les mots "l'article 208 de la loi générale du 26 août 1822 concernant la perception des droits d'entrée, de sortie et de transit et des accises" et "l'article 14 de l'arrêté royal n° 6 du 22 août 1934 établissant de nouvelles mesures pour réprimer la fraude en matière de douane et d'accise, confirmé par la loi du 4 mai 1936" sont remplacés

.../...

respectivement par les mots "l'article 228" et "l'article 135".

*

Article 203.

Note de bas de page.

Article 203 : loi du 7 juin 1967, article 8.

*

Article 204.

Note de bas de page.

Article 204 : loi du 30 avril 1958, article 1er, §§ 1er à 6.

*

Article 205.

Note de bas de page.

Article 205 : loi du 22 juin 1976, article 44.

*

Article 206.

Note de bas de page.

Article 206 : loi du 30 juin 1951, article 5.

*

Article 207.

Note de bas de page.

Article 207 : loi du 13 juillet 1930, article 9.

*

Article 208.

Note de bas de page.

Article 208 : loi du 13 juillet 1930, article 10; les mots "des articles 290 et 291 de la loi du 26 août 1822" sont remplacés par les mots "des articles 313 et 314".

*

Article 209.

Le Comité supérieur de contrôle comprend actuellement un service administratif et un service d'enquêtes (arrêté royal du 29 juillet 1970 portant règlement organique du Comité supérieur de contrôle, article 35).

.../...

La loi du 26 avril 1962 conférant des attributions de police judiciaire à certains agents du Comité supérieur de contrôle (Moniteur belge, 26 janvier 1963), modifiée par la loi du 8 juillet 1969 (Moniteur belge, 30 juillet) a donné aux agents du service d'enquêtes la qualité d'officier de police judiciaire auxiliaire du procureur du Roi et de l'auditeur militaire.

Note de bas de page.

Article 209 : arrêté royal n° 6 du 22 août 1934, article 18; les mots "au personnel de surveillance du comité supérieur de contrôle sont remplacés par les mots "aux agents du service d'enquêtes du Comité supérieur de contrôle".

*

Article 210.

Au § 2, alinéa 2, il y a lieu d'écrire : "au § ler, alinéa 3".

Note de bas de page.

Article 210 : loi du 28 juillet 1938, article ler, remplacé par la loi du 20 août 1947, article 34.

*

Article 211.

Note de bas de page.

.../...

Article 211 : loi du 10 juin 1920, article 5.

*

Article 212.

Note de bas de page.

Article 212 : loi du 10 juin 1920, article 6.

*

Article 213.

Note de bas de page.

Article 213 : loi du 10 juin 1920, article 7; les mots "l'article 5" et "l'article 8" sont remplacés respectivement par les mots "l'article 211" et "l'article 214".

*

Article 214.

a) au § 1er, alinéa 1er, il convient de remplacer les mots "le Gouvernement" par "le Roi";

b) le § 2, alinéa 2, n'est pas en harmonie avec les dispositions de l'article 73 du Code judiciaire qui énonce : "il y a un tribunal d'arrondissement, un tribunal de première instance, un tribunal du travail et un tribunal de commerce par arrondissement judiciaire".

.../...

La seconde phrase du § 2, alinéa 2, doit être omise.

c) au § 5, il y a lieu d'écrire : "Le Roi".

Note de bas de page.

Article 214 : loi du 10 juin 1920, article 8, modifié par la loi du 10 octobre 1967, article 3, article 54;

-au § ler, les mots "le Gouvernement" sont remplacés par les mots "le Roi";
-au § 2, alinéa 2, les mots : "Dans les arrondissements où il n'existe pas de tribunal de commerce, la requête sera adressée au président du tribunal de première instance qui désignera un juge de son siège" sont omis;
-au § 5, les mots "Un arrêté royal" sont remplacés par les mots "Le Roi".

*

Article 215.

Note de bas de page.

Article 215 : loi du 10 juin 1920, article 9; les mots "l'article 12", "l'article 244 de la loi générale du 26 août 1822" et "l'article 5" sont remplacés respectivement par les mots "l'article 218", "l'article 278" et "l'article 211".

*

Article 216.

Note de bas de page.

Article 216 : loi du 10 juin 1920, article 10.

*

Article 217.

Au § 2, il y a lieu de remplacer "le Gouvernement" par "le Roi".

Note de bas de page.

Article 217 : loi du 10 juin 1920, article 11; les mots "aux articles 6 et 9", "directeur provincial" et "Le Gouvernement" sont remplacés respectivement par les mots "aux articles 212 et 215", "directeur régional" et "Le Roi"; les mots "chef de service du contentieux" sont omis.

*

Article 218.

Note de bas de page.

Article 218 : loi du 10 juin 1920, article 12.

*

Article 219.

Les mots "du recours visé dans la finale du § 1er de l'article 217" pourraient être remplacés par les mots "du recours au Conseil du contentieux, prévu à l'article 217, § 1er".

Note de bas de page.

Article 219 : loi du 10 juin 1920, article 13; les mots "directeur provincial" et "du recours visé dans la finale du § 1er de l'article 11" sont remplacés respectivement par les mots "directeur régional" et "du recours au Conseil du contentieux, prévu à l'article 217, § 1er".

*

Article 220.

L'alinéa 3 de l'article 19 énonçait : "En cas de récidive, le condamné pourra de plus être placé par l'arrêt ou le jugement sous la surveillance spéciale de la police pendant deux ans au moins et cinq ans au plus, conformément à la loi du 31 décembre 1836 (Bulletin officiel, n° 651)"; cette disposition est abrogée par la loi du 9 avril 1930 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude, modifiée par la loi du 1er juillet 1964; l'article 31 du texte de 1930 est devenu l'article 32 du texte de 1964.

Note de bas de page.

.../...

Article 220 : loi du 6 avril 1843, article 19, modifié par la loi du 9 avril 1930, remplacé par la loi du 1er juillet 1964, article 32; les mots "et second d'un bâtiment de mer" sont remplacés par les mots "de navire".

*

Article 221.

Les mots "de douanes ou d'accises" sont au pluriel dans le texte originel.

Note de bas de page.

Article 221 : loi du 6 avril 1843, article 22; les mots "l'article 19" sont remplacés par les mots "l'article 220".

*

Article 222.

Note de bas de page.

Article 222 : loi du 6 avril 1843, article 23; au § 2, les mots "n'excédera pas" sont remplacés par les mots "excédera".

*

.../...

Article 223.

Note de bas de page.

Article 223 : loi du 6 avril 1843, article 24; le mot "employés" est remplacé par le mot "agents".

*

Article 224.

Note de bas de page.

Article 224 : loi du 6 avril 1843, article 25; les mots "des articles 19, 22 et 23" sont remplacés par les mots "des articles 220, 221 et 222".

*

Article 225.

Les "libertés accordées à la pêche nationale" consistent notamment dans les dispositions plus favorables que la loi fait aux pêcheurs belges; l'on se reportera à l'article 34 et à l'article 157, alinéa 3, du projet.

Note de bas de page.

Article 225 : loi du 26 août 1822, article 206, modifié par la loi du 6 avril 1843, article 26; les mots "de l'article qui précède seront" et "Les faits prévus par l'article 206 de la loi générale" sont remplacés respectivement par les mots "des articles 220, 221, 222 et 224 sont" et "les faits sont".

*

Article 226.

Note de bas de page.

Article 226 : loi du 26 août 1822, article 207; les mots "des deux premiers paragraphes de l'article 205, et celles de l'article 206" sont remplacés par les mots "des articles 220 et 225".

*

Article 227.

Note de bas de page.

Article 227 : loi du 6 avril 1843, article 28; les mots "article 207 de la loi générale" et "articles 59, 60 et 62" sont remplacés respectivement par les mots "article 226" et "articles 66, 67, 69 et 505".

*

Article 228.

Il convient de remplacer les mots "après le lever et avant le coucher du soleil" par les mots "entre cinq heures du matin et neuf heures du soir", comme la loi du 22 juin 1976 l'a fait, dans son article 12, § 1er, pour les articles 181, 196 et 200 de la loi générale.

Note de bas de page.

Article 228 : loi du 26 août 1822, article 208; les mots "prononcée par le premier paragraphe de l'article 205", "après le lever et avant le coucher du soleil", "au premier paragraphe de l'article 38" et "l'article 229" sont remplacés respectivement par les mots "prévue par l'article 220, § 1er", "entre cinq heures du matin et neuf heures du soir", "à l'article 57, alinéa 1er" et "l'article 263".

*

Article 229.

Note de bas de page.

Article 229 : loi du 6 avril 1843, article 20, alinéa 1er; les mots "l'article 208 de la loi générale" sont remplacés par les mots "l'article 228".

*

.../...

Article 230.

Note de bas de page.

Article 230 : loi du 6 avril 1843, article 21.

*

Article 231.

Note de bas de page.

Article 231 : loi du 20 décembre 1897, article 1er, remplacé par la loi du 30 juin 1951, article 9; les mots "Les articles 19 à 26, 28 et 30 de la loi du 6 avril 1843 sur la répression de la fraude en matière de douane, modifiée par la loi du 31 décembre 1947 concernant les douanes et accises", "à l'alinéa précédent", "Les articles 24 et 25 de la loi du 6 août 1849 sur le transit" et "premier alinéa" sont remplacés respectivement par les mots "Les articles 220 à 225, 227, 229, 230, 248, § 1er, et 227", "au § 1er", "Les articles 114 et 115" et "au § 1er".

*

Article 232.

L'article 10, 2., de la loi du 2 avril 1971 relative à la lutte contre les organismes nuisibles aux végétaux et aux produits végétaux a abrogé l'article 5 de la loi du 30 décembre 1882; il y a lieu dès lors d'omettre la référence à cet article.

.../...

Note de bas de page.

Article 232 : loi du 20 décembre 1897, article 2; les mots "qui précèdent" sont remplacés par les mots "de l'article 231"; la référence à l'article 5 de la loi du 30 décembre 1882 est omise.

*

Article 233.

Note de bas de page.

Article 233 : loi du 26 août 1822, article 209, modifié par la loi du 16 février 1970, articles ler et 4, et par la loi du 22 juin 1976, article 4.

*

Article 234.

Note de bas de page.

Article 234 : loi du 26 août 1822, article 210, modifié par la loi du 16 février 1970, articles 4 et 22; les mots "ci-dessus mentionnée" sont remplacés par les mots "mentionnée à l'article 233".

*

Article 235.

Note de bas de page.

Article 235 : loi du 26 août 1822, article 212, modifié par la loi du 22 juin 1976, article 4; le mot "employés" est remplacé par le mot "agents"; les mots "(sauf le cas spécial prévu par l'article 22)" sont omis.

*

Article 236.

Le mot "soit", qui précède "acquits" doit être omis.

Note de bas de page.

Article 236 : loi du 26 août 1822, article 213, complété par la loi du 24 mai 1876, article 4, § 2; les mots "soit passavants à caution, soit acquit de paiement, soit permis de déchargement" sont remplacés par les mots "acquits de paiement".

*

Article 237.

Les mots "ci-dessus mentionnée" devraient être remplacés par les mots "mentionnée à l'article 236".

.../...

Note de bas de page.

Article 237 : loi du 26 août 1822, article 214, modifié par l'arrêté royal du 16 août 1865, article 10, et par l'arrêté royal du 27 mai 1876, article 4; les mots "ci-dessus mentionnée" sont remplacés par les mots "mentionnée à l'article 236".

*

Article 238.

Il convient d'écrire "directeur régional des douanes et accises dans le ressort duquel".

Note de bas de page.

Article 238 : loi du 26 août 1822, article 215; les mots "directeur dans la direction duquel" sont remplacés par les mots "directeur régional des douanes et accises dans le ressort duquel".

*

Article 239.

Au § 3, les mots "à la température de 15 degrés du thermomètre centigrade" doivent être remplacés par "à la température de 15 degrés celsius", conformément au chapitre Ier, 3°, du tableau joint à l'arrêté royal du 14 septembre 1970 portant mise en vigueur partielle de la loi du 16 juin 1970 sur les unités, étalons et instruments de mesure et fixant les unités de mesure légales et les étalons et les mesures nécessaires à la reproduction de ces unités.

.../...

Note de bas de page.

Article 239 : loi du 26 août 1822, article 216, remplacé par la loi du 30 décembre 1910, article 4; les mots "15 degrés du thermomètre centigrade" sont remplacés par les mots "15 degrés celsius".

*

Article 240.

Note de bas de page.

Article 240 : loi du 26 août 1822, article 217, modifié par la loi du 22 juin 1976, article 4; les mots "l'article 134" sont remplacés par les mots "l'article 152".

*

Article 241.

Au § 2, il convient d'écrire "directeur régional des douanes et accises dans le ressort duquel".

Note de bas de page.

Article 241 : loi du 26 août 1822, article 218, modifié par la loi du 16 février 1970, article 1er, et par la loi du 22 juin 1976, article 4; les mots "article 205", "directeur de la direction dans laquelle" et "articles 209 et 210" sont remplacés respectivement par les mots "article 224", "directeur régional des douanes et accises dans le ressort duquel" et "articles 233 et 234".

*

Article 242.

Pour le directeur, voir l'article précédent.

Note de bas de page.

Article 242 : loi du 26 août 1822, article 219; les mots "sans acquit-à-caution ou passavant", "le 16e chapitre", "l'un ou l'autre de ces documents sont", "directeur de la direction dans laquelle", et "sauf aux employés le droit de préemption, moyennant le simple paiement de la valeur déclarée avec dix pour cent en sus, et en suivant d'ailleurs les dispositions du 22e chapitre de la présente loi" sont remplacés respectivement par les mots "sans passavant", "l'article 170", "ce document est", "directeur régional des douanes et accises dans le ressort duquel", "agents" et "sauf aux agents le droit de contester la valeur déclarée en suivant les dispositions du chapitre XXIII".

*

Article 243.

Note de bas de page.

Article 243 : loi du 26 août 1822, article 220, modifié par la loi du 22 juin 1976, article 4; les mots "passavants sous caution, d'acquits de placement, d'acquits-à-caution, permis ou passavants" sont remplacés par les mots "documents".

*

Article 244.

Note de bas de page.

Article 244 : loi du 26 août 1822, article 221, modifié par la loi du 22 juin 1976, article 4 : le mot "employés" est remplacé par le mot "agents".

*

Article 245.

Note de bas de page.

Article 245 : loi du 26 août 1822, article 222.

*

Article 246.

Le texte actuel écrit : "soit à l'aide de diligences ou de voitures publiques légalement admises, soit par des courriers de la poste ... pour ce qui concerne les diligences et voitures publiques, et au terme de voyage seulement, pour ce qui concerne les courriers de la poste".

*

.../...

Les textes sur les diligences et messageries sont dispersés, voire disparates.

L'arrêté royal du 7 mai 1819 contenant des dispositions contre l'établissement de diligences et de voitures de transport ou la continuation de ces établissements, sans concessions spéciales, et l'arrêté royal du 26 juin 1821 qui fixe le terme dans lequel il devra être fait usage des concessions obtenues pour l'établissement de diligences, et qui défend aux concessionnaires de les céder à d'autres personnes, étaient la base de la matière en 1822.

Ils furent abrogés par l'arrêté royal du 24 novembre 1829, lui-même abrogé par l'article additionnel de la loi du 25 août 1891 portant revision du titre de code de commerce concernant les contrats de transport.

L'article ler de l'arrêté royal du 7 mai 1819 disposait : "Nul tenant-chevaux, voiturier ou autre personne, ne peut établir des voitures ou continuer d'employer des voitures déjà établies, pour transporter à temps fixe d'un lieu déterminé à un autre, des passagers, des marchandises ou des espèces, s'il ne s'est préalablement adressé aux états députés de la province, pour obtenir soit la confirmation d'un établissement antérieurement autorisé, soit la permission de former un nouvel établissement, et avant que notre concession à cet effet n'ait été accordée".

*

La poste aux chevaux est organisée par la loi du 15 ventôse an XIII, les décrets du 30 floréal an XIII, du 10 brumaire an XIV et du 6 juillet 1806. Le tarif en a été fixé pour la

.../...

dernière fois par arrêté royal du 13 mars 1833.

*

Il semble qu'on puisse en conclure que le texte s'applique aux entreprises de transport rémunéré de personnes et de choses, d'une part, et à la Régie des postes, de l'autre.

Dès lors, les adaptations suivantes sont proposées :

1° "à l'aide de diligences ou de voitures publiques légalement admises" peut être remplacé par : "au moyen de véhicules des entreprises de transport rémunéré de personnes et de choses", formule générale qui comprendrait à la fois les transports en commun concédés et les transports autorisés par l'arrêté-loi du 30 décembre 1946, par la loi du 1er août 1960, par la loi du 26 juin 1967 et par la loi du 27 décembre 1974;

2° "des courriers de la poste" = "des agents de la Régie des postes";

3° "les conducteurs ou courriers" = "les conducteurs ou agents";

4° "au plus prochain relais" = "à la plus prochaine station";

5° "pour ce qui concerne les diligences et voitures publiques" = "en ce qui concerne les véhicules précités";

6° "les courriers de la poste" = "les agents de la Régie des postes".

*

Note de bas de page.

Article 246 : loi du 26 août 1822, article 223; les mots "à l'aide de diligences ou de voitures publiques légalement admises", "des courriers de la poste", "les conducteurs ou courriers", "au plus prochain relais", "pour ce qui concerne les diligences et voitures publiques" et "les courriers de la poste" sont remplacés respectivement par les mots "au moyen de véhicules des entreprises de transport rémunéré de personnes et de choses", "des agents de la Régie des postes", "les conducteurs ou agents", "à la plus prochaine station", "en ce qui concerne les véhicules précités", et "les agents de la Régie des postes".

*

Article 247.

Note de bas de page.

Article 247 : loi du 26 août 1822, article 224; les mots "en l'article 205", "l'article 208" et "employés" sont remplacés respectivement par les mots "aux articles 220 et 224", "l'article 228" et "agents".

*

Article 248.

Au § 2, il suffit d'écrire : "Le § ler".

Note de bas de page.

.../...

Article 248. § 1er : loi du 6 avril 1843, article 20, alinéa 2; les mots "l'article 208 de la loi générale" sont remplacés par les mots "l'article 247";

§ 2 : loi du 10 juin 1947, article 19; les mots "Les dispositions du deuxième alinéa de l'article 20 de la loi du 6 avril 1843 sur la répression de la fraude en matière de douane, relatives à l'arrestation préventive des délinquants sont applicables" sont remplacés par les mots "Le § 1er est également applicable".

*

Article 249.

Le § 2 du projet reprend : "Tout individu qui aura été condamné "à une amende pécuniaire, et qui se trouvera hors d'état de l'acquitter, sera puni d'un emprisonnement, dont la durée est laissée à l'arbitrage du juge, mais qui ne pourra être de moins de six jours, ni de plus de deux ans : en cas de paiement de l'amende et des frais de justice, tout emprisonnement ultérieur cessera".

Il a été jugé par arrêt de la Cour de cassation du 22 juillet 1861 (Pasicrisie 1861, I, p. 289) "que la loi du 21 mars 1859, "sur la contrainte par corps, contient dans son article 48, deuxième alinéa, une disposition qui abroge expressément toutes celles relatives à l'exécution par corps des condamnations à l'amende en matières criminelles, correctionnelles et de simple police; qu'une disposition aussi générale comprend

.../...

nécessairement dans l'abrogation qu'elle prononce, celle des dispositions des articles 225, § 2 et 27 des lois précitées, relatives à la contrainte par corps à exercer à défaut de paiement des amendes prononcées en matière de douanes" et plus loin : les articles 225, § 2, de la loi générale de 1822 et 27 de la loi du 6 avril 1843 qui ont perdu le caractère de loi".

Le même arrêt décide que l'arrêt attaqué a justement appliqué "l'article 51 du nouveau Code pénal et les articles 41 et 48 de la loi du 21 mars 1859"; il ne s'agit pas en fait de l'article 51 du nouveau Code pénal (puisque l'arrêt est de 1861 et le nouveau Code pénal de 1867 mais de l'article 51 nouveau du Code pénal, modifié par la loi du 21 mars 1859.

C'est bien à l'heure actuelle l'article 40 du Code pénal de 1867 qui règle la matière.

Note de bas de page.

Article 249 : loi du 26 août 1822, article 225, modifié implicitement par la loi du 21 mars 1859, article 41 et modifié par la loi du 22 juin 1976, article 5; une référence à l'article 40 du Code pénal remplace la partie du texte, implicitement abrogée par la loi du 21 mars 1859, article 41.

*

Article 250.

Note de bas de page.

.../...

Article 250 : arrêté royal du 2 juillet 1824, article 1er; les mots "employés des droits d'entrée, de sortie et des accises", "articles 224 et 225 de la loi générale du 26 août 1822" (Journal officiel, n° 38), "les juges de paix" et "maréchaussée" sont remplacés respectivement par les mots "agents des douanes et accises", "articles 247 à 249", "juge au tribunal de police", et "gendarmerie".

*

Article 251.

Il y a lieu d'écrire : "juge au tribunal de police".

Note de bas de page.

Article 251 : arrêté royal du 2 juillet 1824, article 3; les mots "employés des droits d'entrée, de sortie et des accises" et "juge de paix" sont remplacés respectivement par les mots "agents des douanes et accises" et "juge au tribunal de police".

*

Article 252.

Note de bas de page.

Article 252 : arrêté royal du 2 juillet 1824, article 4; les mots "la maison d'arrêt", "à l'inspecteur d'arrondissement ci-dessus mentionné", "administration des droits d'entrée, de

.../...

sortie et des accises" et "à l'inspecteur d'arrondissement" sont remplacés respectivement par les mots "la prison", "au directeur régional des douanes et accises", "administration des douanes et accises" et "directeur régional".

*

Article 253.

Note de bas de page.

Article 253 : loi du 26 août 1822, article 226.

*

Article 254.

Note de bas de page.

Article 254 : loi du 26 août 1822, article 227, modifié par la loi du 22 juin 1976, article 4.

*

Article 255.

Note de bas de page.

Article 255 : loi du 26 août 1822, article 228, modifié par la loi du 22 juin 1976, article 4.

*

Article 256.

Note de bas de page.

Article 256 : loi du 30 décembre 1939, article 9, § 3.

*

Article 257.

Note de bas de page.

Article 257 : loi du 30 juin 1951, article 7, modifié par la loi du 30 avril 1958, article 11, et par l'arrêté royal du 16 février 1970, article 18; les mots "par l'article 143 de la loi générale du 26 août 1822 concernant la perception des droits d'entrée, de sortie et de transit et des accises, par les articles 19, 22 à 26, 28 et 30 de la loi du 6 avril 1843 sur la répression de la fraude en matière de douane, modifiée par la loi du 31 décembre 1947 concernant les douanes et accises, ou par les articles 1er et 4 de la loi du 20 décembre 1897 relative à la répression de la fraude en matière d'importation, d'exportation et de transit de marchandises prohibées" sont remplacés par les mots "par l'article 157, les articles 220 à 225, 227 et 277 ou par l'article 231".

*

Article 258.

Note de bas de page.

Article 258 : loi du 7 juin 1967, article 4.

*

Article 259.

Note de bas de page.

Article 259 : loi du 7 juin 1967, article 9; les mots "l'article 208 de la loi générale du 26 août 1822 concernant la perception des droits d'entrée, de sortie et de transit et des accises" sont remplacés par les mots "l'article 228".

*

Article 260.

Note de bas de page.

Article 260 : loi du 16 février 1970, article 21.

*

Article 261.

Note de bas de page.

Article 261 : loi du 20 février 1970, article 3; les mots "l'article ler" et "l'article 2, § ler" sont remplacés respectivement par les mots "l'article 10" et "l' article 11, § ler".

*

Article 262.

Cette disposition, ainsi que les articles de la coordination auxquels elle s'applique, devra être modifiée par les chambres législatives à l'occasion de la loi de confirmation proposée par le Conseil d'Etat.

Note de bas de page.

Article 262 : loi du 10 avril 1933, article 33, § 2, remplacé par la loi du 22 juin 1976, article 41.

*

Article 263.

Note de bas de page.

Article 263 : loi du 26 août 1822, article 229.

*

.../...

Article 264.

Note de bas de page.

Article 264 : loi du 26 août 1822, article 230.

*

Article 265.

Note de bas de page.

Article 265 : loi du 26 août 1822, article 231.

*

Article 266.

Note de bas de page.

Article 266 : loi du 26 août 1832, article 232, remplacé par la loi du 31 décembre 1947, article 8.

*

Article 267.

Note de bas de page.

Article 267 : loi du 26 août 1822, article 233; les mots "l'administration des droits d'entrée et de sortie et des accises" sont remplacés par les mots "l'administration des douanes et accises".

*

Article 268.

Note de bas de page.

Article 268 : loi du 26 août 1822, article 234; les mots "l'article 183" sont remplacés par les mots "l'article 176".

*

Article 269.

Note de bas de page.

Article 269 : loi du 26 août 1822, article 235; les mots "jours de fêtes" sont remplacés par les mots "jours fériés légaux".

*

Articles 270 et 271.

a) l'affirmation des procès-verbaux a été supprimée par l'article unique de la loi du 15 décembre 1928 abrogeant les disposition

légales qui prescrivent l'affirmation des procès-verbaux;

b) en tant qu'il est relatif à l'enregistrement des procès-verbaux, le § 1er a été abrogé par l'article 290 de l'arrêté royal n° 64 du 30 novembre 1939 contenant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe. Cet article dispose en effet : "Sous réserve des dispositions fiscales particulières "résultant soit de contrats conclus par l'Etat et approuvés par une loi, soit de conventions internationales, sont abrogées toutes les dispositions légales antérieures concernant les droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe".

Il résulte donc de ces deux lois que l'article 1er, § 1er, de la loi du 28 décembre 1912 est abrogé, ce qui inclut que le § 1er de l'article 270 du projet doit être omis.

Seul, l'article 1er, § 2, peut être repris dans la coordination, avec la précision qui s'impose quant aux procès-verbaux.

c) L'article 271 omet la phrase "en cas d'absence, ou s'il veut faire précéder l'enregistrement, la copie du procès-verbal devra être déposée dans les vingt-quatre heures après le jour de l'enregistrement à la maison communale, ou entre les mains du président de l'administration de la commune dans laquelle la saisie a été faite, pour y rester à la disposition du prévenu".

Sauf les mots "en cas d'absence", la phrase est abrogée implicitement par la loi du 28 décembre 1912, article 1er. Reste le cas des mots "en cas d'absence"; dans cette hypothèse, une copie du procès-verbal doit être transmise

.../...

au contrevenant par lettre recommandée à la poste; c'est ce qu'a décidé la Cour de cassation dans son arrêt du 12 février 1951 (Pasicrisie 1951, I, p. 374).

La solution consiste à reprendre à la fin du présent article, le phrase "ou leur est envoyée par lettre recommandée à la poste" dont l'omission à l'article 270 est proposée et d'écrire "en cas d'absence, une copie du procès-verbal est envoyée au prévenu par lettre recommandée à la poste".

Notes de bas de page.

Article 270 : loi du 28 décembre 1912, article ler, § 2, partim; les mots "de ces actes" sont remplacés par les mots "d'un procès-verbal visé à l'article 267".

Article 271 : loi du 26 août 1822, article 238, modifié implicitement par la loi du 28 décembre 1812, article ler, § 2, partim.

*

Article 272.

Note de bas de page.

Article 272 : loi du 26 août 1822, article 239, modifié par la loi du 28 décembre 1912, article ler, § 3, 3°; les mots "employés" et "employé" sont remplacés respectivement par les mots "agents" et "agent".

*

Article 273.

Note de bas de page.

Article 273 : loi du 26 août 1822, article 240.

*

Article 274.

Note de bas de page.

Article 274 : loi du 26 août 1822, article 241; les mots "ou bâtiments" et "l'article 226" sont remplacés respectivement par les mots "ou bateaux" et "l'article 253".

*

Article 275.

Au § 5, il y a lieu de remplacer les mots "le chef de l'administration communale" par "le bourgmestre".

Note de bas de page.

Article 275 : loi du 26 août 1822, article 242, les mots "le chef de l'administration communale" sont remplacés par les mots "le bourgmestre".

*

Article 276.

Note de bas de page.

Article 276 : loi du 26 août 1833, article 243, modifié par la loi du 6 avril 1843, article 30, alinéa 4, lui-même remplacé par la loi du 31 décembre 1947, article 7, § ler.

*

Article 277.

Par souci d'uniformité, il est proposé d'écrire : "au directeur régional des douanes et accises dans le ressort duquel".

Note de bas de page.

Article 277 : loi du 6 avril 1843, article 30, alinéas 2 et 3, remplacés par la loi du 31 décembre 1947, article 7, § ler; les mots "au directeur des douanes et accises de la région où" sont remplacés par les mots "au directeur régional des douanes et accises dans le ressort duquel".

*

Article 278.

Note de bas de page.

Article 278 : loi du 26 août 1822, article 244.

*

Article 279.

Pour des raisons d'uniformité dans la présentation des références internes, les mots "articles suivants" pourraient être remplacés par "articles 280 à 285".

Note de bas de page.

Article 279 : loi du 26 août 1822, article 245; le mot "provisoirement" est omis; les mots "articles suivants" sont remplacés par les mots "articles 280 à 285".

*

Article 280.

Note de bas de page.

Article 280 : loi du 26 août 1822, article 246, remplacé par la loi du 10 octobre 1967, article 3, article 52, § 1er.

*

Article 281.

L'alinéa 3 originel, devenu alinéa 1er depuis l'abrogation des alinéas 1er et 2 du texte de 1822 par l'article 29 de la loi du 6 avril 1843, et repris au § 1er de la coordination, écrit : "en cas d'appel devant les cours et tribunaux compétents".

.../...

Selon l'article 6 de la loi du 1er mai 1849, qui forme l'article 200 du Code d'instruction criminelle en vertu de la loi du 10 juillet 1967, article 1er, 105°, les appels des jugements correctionnels seront tous portés devant la cour d'appel du ressort.

Les mots "devant les cours et tribunaux compétents" doivent être remplacés par "devant la cour d'appel du ressort".

Note de bas de page.

Article 281 : loi du 26 août 1822, article 247, modifié par la loi du 6 avril 1843, article 29 et par l'arrêté royal n° 6 du 22 août 1934, article 16; les mots "devant les cours et tribunaux compétents" sont remplacés par les mots "devant la cour d'appel du ressort".

*

Article 282.

Note de bas de page.

Article 282 : loi du 26 août 1822, article 248.

*

Article 283.

Note de bas de page.

.../...

Article 283 : loi du 26 août 1822, article 249; les mots "les deux articles précédents" sont remplacés par les mots "les articles 281 et 282".

*

Article 284.

Note de bas de page.

Article 284 : loi du 26 août 1822, article 250.

*

Article 285.

Note de bas de page.

Article 285 : loi du 23 décembre 1907, article 4.

*

Article 286.

Note de bas de page.

Article 286 : loi du 26 août 1822, article 267.

*

Article 287.

Note de bas de page.

Article 287 : loi du 26 août 1822, article 268.

*

Article 288.

Note de bas de page.

Article 288 : loi du 26 août 1822, article 269.

*

Article 289.

Note de bas de page.

Article 289 : loi du 26 août 1822, article 270; les mots "au 1er paragraphe de l'article précédent" sont remplacés par les mots "à l'article 288, § 1er".

*

Article 290.

Note de bas de page.

Article 290 : loi du 26 août 1822, article 271, modifié implicitement par l'arrêté royal n° 150 du 18 mars 1835, articles 1er et 17.

*

Article 291.

Note de bas de page.

Article 291 : loi du 26 août 1822, article 272.

*

Article 292.

Le texte originel porte : "au prix courant hebdomadaire".

Or, chaque mois, comme supplément au Moniteur du 20, ou du jour le plus proche, est publié un document appelé "Prix courant formé par l'Administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines, conformément aux arrêtés royaux des 16 décembre 1926 et 31 mars 1936, pour fixer la valeur des effets publics, actions et obligations"; ce document ajoute : "Le prix courant est publié mensuellement".

En fait, c'est l'article 6 de l'arrêté royal du 31 mars 1936 portant règlement général des droits de succession qui établit cette périodicité ("le 20 de chaque mois par le Moniteur belge").

.../...

Le mot "hebdomadaire" doit être remplacé.

Note de bas de page.

Article 292 : loi du 26 août 1822, article 273; le mot "hebdomadaire" est remplacé par le mot "mensuel".

*

Article 293.

Il y a lieu de remplacer les mots "à l'article précédent" par les mots "à l'article 292".

Note de bas de page.

Article 293 : loi du 26 août 1822, article 274; les mots "à l'article précédent" sont remplacés par les mots "à l'article 292".

*

Article 294.

Note de bas de page.

Article 294 : loi du 26 août 1822, article 275, modifié par la loi du 22 juin 1976, article 4; les mots "au premier paragraphe de l'article 269" sont remplacés par les mots "à l'article 288, § 1er".

*

Article 295.

Note de bas de page.

Article 295 : loi du 26 août 1822, article 278; les mots "sauf les diminutions progressives mentionnées dans l'article précédent" sont omis.

*

Article 296.

Les mots "mais devant néanmoins être enregistrés" sont abrogés par l'article 162, 4°, de l'arrêté royal n° 64 du 30 novembre 1939 contenant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe.

Note de bas de page.

Article 296 : loi du 26 août 1822, article 279, modifié implicitement par l'arrêté royal n° 64 du 30 novembre 1939 contenant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe.

*

Article 297.

Note de bas de page.

Article 297 : loi du 26 août 1822, article 280; les mots "l'administration générale" sont remplacés par les mots "l'administration centrale".

*

Article 298.

Note de bas de page.

Article 298 : loi du 26 août 1822, article 281; les mots "en l'article 49" sont remplacés par les mots "à l'article 69".

*

Article 299.

Note de bas de page.

Article 299 : loi du 16 février 1970, article 17.

*

Article 300.

Note de bas de page.

Article 300 : loi du 19 mars 1951, article 41.

*

Article 301.

Note de bas de page.

Article 301 : loi du 26 août 1822, article 282, alinéa 1er; le mot "employés" est remplacé par le mot "agents".

*

Article 302.

Note de bas de page.

Article 302 : loi du 26 août 1822, article 283.

*

Article 303.

Note de bas de page.

Article 303 : loi du 26 août 1822, article 284.

*

Article 304.

Note de bas de page.

Article 304 : loi du 26 août 1822, article 285; les mots "l'article précédent" sont remplacés par les mots "l'article 303".

*

Article 305.

Note de bas de page.

Article 305 : loi du 26 août 1822, article 282, alinéa 2, modifié par la loi du 22 juin 1976, article 3.

*

.../...

Article 306.

Note de bas de page.

Article 306 : loi du 30 avril 1958, article 4.

*

Article 307.

Le texte originel comprenait les mots : "elles pourront être arrêtées dans leurs personnes"; la loi du 21 mars 1859 sur la contrainte par corps, article 48, et la loi du 27 juillet 1871 sur la contrainte par corps, article 7, ont abrogé ces mots de manière implicite mais certaine.

Note de bas de page.

Article 307 : loi du 26 août 1822, article 286, modifié par la loi du 21 mars 1859, article 48 et par la loi du 27 juillet 1871, article 7.

*

Article 308.

Note de bas de page.

Article 308 : loi du 26 août 1822, article 287.

*

Article 309.

Note de bas de page.

Article 309 : loi du 26 août 1822, article 288.

*

Article 310.

Note de bas de page.

Article 310 : loi du 26 août 1822, article 289.

*

Article 311.

Note de bas de page.

Article 311 : loi du 22 juin 1976, article 43.

*

Article 312.

Note de bas de page.

Article 312 : loi du 31 décembre 1947, article 6, § 1er.

.../...

*

Article 313.

Note de bas de page.

Article 313 : loi du 26 août 1822, article 290, modifié par la loi du 21 mars 1859, article 48, et par la loi du 27 juillet 1871, article 7; les mots "articles 2101 et 2102 du Code civil, et à l'article 191 du Code de commerce" et "en l'article 2153 du Code civil" sont remplacés respectivement par les mots "aux articles 19 et 20 de la loi du 16 décembre 1851 sur la révision du régime hypothécaire et à l'article 23 du livre II du Code de commerce" et "à l'article 89 de la loi du 16 décembre 1851".

*

Article 314.

Note de bas de page.

Article 314 : loi du 26 août 1822, article 291, remplacé par la loi du 10 octobre 1967, article 3, article 52, § 2 et modifié par la loi du 24 juin 1970, article 39.

*

Article 315.

Il y aurait lieu de préciser les mots "président du tribunal" en ajoutant "de première instance".

.../...

Note de bas de page.

Article 315 : loi du 10 avril 1933, article 27; les mots "de première instance" sont ajoutés après le mot "tribunal".

*

Article 316.

Note de bas de page.

Article 316 : loi du 10 avril 1933, article 28; les mots "Ces hypothèques" sont remplacés par les mots "Les hypothèques prévues à l'article 315".

*

Article 317.

Il y aurait lieu de préciser également ici qu'il s'agit du président du tribunal de première instance.

Note de bas de page.

Article 317 : loi du 10 avril 1933, article 29; les mots "l'article 27" sont remplacés par les mots "l'article 315"; les mots "de première instance" sont ajoutés après le mot "tribunal".

*

.../...

Article 318.

a) Il y aurait lieu de préciser qu'il s'agit du tribunal de première instance.

b) Les mots "qui statue comme en matière sommaire" se rapportent à une procédure qui figurait dans le Code de procédure civile napoléonien et qui y a été abrogée par l'arrêté royal n° 300 du 30 mars 1936, article 49, 1°.

Note de bas de page.

Article 318 : loi du 10 avril 1933, article 30; les mots : "des dispositions ci-dessus" sont remplacés par les mots "de l'article 315"; les mots "de première instance" sont ajoutés après le mot "tribunal"; les mots "qui statue comme en matière sommaire" sont omis.

*

Article 319.

Note de bas de page.

Article 319 : loi du 10 avril 1933, article 31.

*

Article 320.

Note de bas de page.

.../...

Article 320 : loi du 26 août 1822, article 317; le mot "employés" est remplacé par le mot "agents".

*

Article 321.

Note de bas de page.

Article 321 : loi du 26 août 1822, article 318, modifié par la loi du 22 juin 1976, article 3; le mot "employés" est remplacé par le mot "agents".

*

Article 322.

Note de bas de page.

Article 322 : loi du 6 avril 1843, article 34; le mot "employé" est remplacé par le mot "agent".

*

Article 323.

Note de bas de page.

Article 323 : loi du 6 avril 1843, article 31; les mots "employé" et "shako" sont remplacés respectivement par les mots "agent" et "képi".

*

.../...

Article 324.

Note de bas de page.

Article 324 : loi du 26 août 1822, article 320 modifié par la loi du 5 juillet 1963, article 48, § 4; le mot "employés" est remplacé par le mot "agents".

*

Article 325.

Note de bas de page.

Article 325 : loi du 16 février 1970, article 20.

*

Article 326.

Les mots "le chef de l'autorité locale" et "les chefs des autorités communales ou locales" visent, dans l'organisation communale de la Belgique, le bourgmestre.

Note de bas de page.

Article 326 : loi du 26 août 1822, article 321; les mots "employé", "chef de l'autorité locale" et "chefs des autorités communales ou locales" sont remplacés respectivement par les mots "agent", "bourgmestre" et "bourgmestres".

*

Article 327.

Les mots "les officiers de justice et de police" sont à rapprocher de l'article 148 du Code pénal qui emploie l'expression "tout officier de justice ou de police".

Cette expression est reprise du Code pénal de 1810, article 184.

Note de bas de page.

Article 327 : loi du 26 août 1822, article 322; le mot "employés" est remplacé par le mot "agents".

*

Article 328.

L'article 35 de la loi du 6 avril 1843 dispose : "L'article 224 du Code pénal est applicable à l'outrage fait par paroles, gestes ou menaces, aux agents de l'administration des douanes et accises dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions".

L'article 224 du Code pénal, auquel se réfère l'article 35 de la loi du 6 avril 1843, est évidemment la disposition du Code pénal de 1810, qui était rédigé comme suit :

"L'outrage fait par paroles, gestes ou menaces à tout officier ministériel, ou agent dépositaire de la force

.../...

publique, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, sera puni d'une amende de seize francs à deux cents francs".

A cet article 224 du Code de 1810, correspond l'article 276 du Code pénal actuellement en vigueur.

Le groupement sous un même article de la coordination projetée de l'article 323 de la loi du 26 août 1822 et de l'article 35 de la loi du 6 avril 1843, fait apparaître le manque de concordance qui existe entre ces deux dispositions législatives.

C'est donc à bon droit qu'il est proposé d'omettre les mots "de les outrager" et "par paroles ou gestes".

Mais, il convient bien de distinguer les outrages (Code pénal, articles 275 à 282) et les menaces (Code pénal, articles 327 à 331, 345 et 483).

L'outrage peut être commis par menaces, mais il peut exister des menaces proprement dites, qui figurent dans l'article 323 de la loi du 26 août 1822 et qui doivent être reprises dans la coordination.

Note de bas de page.

Article 328, § ler : loi du 26 août 1822, article 323; les mots "de les outrager" et "par paroles ou gestes" sont omis;

§ 2 : loi du 6 avril 1843, article 35; les mots "article 224" sont remplacés par les mots "article 276".

*

Article 329.

Note de bas de page.

Article 329 : loi du 26 août 1822, article 324, modifié par la loi du 10 avril 1933, article 3, § ler; le mot "employés" est remplacé par le mot "agents".

*

Article 330.

Note de bas de page.

Article 330 : loi du 26 août 1822, article 325; les mots "les deux articles précédents" sont remplacés par les mots "les articles 328 et 329".

*

VI. Annexes.

A) Plan. (1)

CHAPITRE Ier.- Dispositions préliminaires - Principes.

Articles 1er à 17.

CHAPITRE II.- Détermination du tarif applicable.

Articles 18 et 19.

CHAPITRE III.- Franchises en matière d'accise.

Articles 20 à 22.

CHAPITRE IV.- Importation par mer.

Articles 23 à 37.

CHAPITRE V.- Dépôt provisoire des marchandises et apurement des listes de chargement.

Articles 38 à 43.

CHAPITRE VI.- Navires en relâche.

Articles 44 à 48.

CHAPITRE VII.- Marchandises naufragées et sauvées.

Articles 49 à 55.

CHAPITRE VIII.-Importation par les rivières et par terre.

Articles 56 à 70.

CHAPITRE IX.- De l'exportation par mer.

Articles 71 à 74.

---

(1) Ce plan a été établi et envoyé par le fonctionnaire délégué.

CHAPITRE X.- Exportation par les rivières et par terre.
Articles 75 à 78.

CHAPITRE XI.- Dispositions particulières concernant l'exportation des marchandises d'accises, avec jouissance de décharge et de restitution.

Articles 79 à 84.

CHAPITRE XII.- Des marchandises prohibées, inconnues, non acceptées (1) ou sans consignataire.

Articles 85 à 94.

CHAPITRE XIII.-Transit.

-Section I - Transit en général.

Articles 95 à 100.

-Section II - Transit direct par le chemin de fer.

Articles 101 à 104.

-Section III -Transit direct par toute autre voie que le chemin de fer.

Articles 105 à 111.

-Section IV - Transit par entrepôt.

Article 112.

-Section V - Frais à la charge des déclarants.

Article 113.

-Section VI - Pénalités.

Articles 114 à 116.

-Section VII -Dispositions générales.

Articles 117 à 126.

---

(1) Les mots "non acceptées" n'ont pas leur équivalent dans le texte néerlandais; les deux textes devraient être mis en concordance.

CHAPITRE XIV.- Agents en douane.

Articles 127 à 137.

CHAPITRE XV.- Déclaration en détail.

Articles 138 à 145.

CHAPITRE XVI.- Règlement sur le chargement et le déchargement.

Articles 146 à 157.

CHAPITRE XVII.- Vérification des marchandises d'accises.

Articles 158 à 162.

CHAPITRE XVIII.-Garde et scellement.

Articles 163 à 166.

CHAPITRE XIX.- Rayon des douanes.

Articles 167 à 181.

CHAPITRE XX.- Visites et recensements.

Articles 182 à 192.

CHAPITRE XXI.- Dispositions particulières concernant les visites et recensements en matière d'accises.

Articles 193 à 200.

CHAPITRE XXII.- Mesures de contrôle.

Articles 201 à 210.

CHAPITRE XXIII.-Litiges concernant la valeur des marchandises.

Articles 211 à 219.

CHAPITRE XXIV.- Amendes et peines en général.

Articles 220 à 266.

CHAPITRE XXV.- Procès-verbaux, déclarations en contravention, saisies et poursuites.

Articles 267 à 285.

CHAPITRE XXVI.- Cautionnements, Crédits et paiements.

Articles 286 à 312.

CHAPITRE XXVII.- Exécution parée, privilèges et hypothèque légale.

Articles 313 à 319.

CHAPITRE XXVIII.-Obligations et droits des agents - Protection à leur accorder.

Articles 320 à 330.

B) Tables de concordance.

Ces tables sont établies à partir des textes coordonnés.

Pour la loi du 26 août 1822, les modifications sont indiquées après chaque article; pour les autres textes, les articles repris sont indiqués, même s'ils ont été modifiés ou remplacés par des lois postérieures.

Loi générale du 26 août 1822 relative aux douanes et accises.

Article	1er	: modif. L. 22.VI.1976	article 1er.
"	2	: rempl. L. 22.VI.1976	2
"	3	: rempl. L. 22.VI.1976	3
"	4	: (A) L. 22.VI.1976	-
"	5	: (A) L. 5.IX.1947	-
"	6	: modif. L. 22.VI.1976	23
"	7	: (A) L. 16.II.1970	-
"	8	: modif. L. 16.II.1970	24
"	9	: modif. L. 16.II.1970 et L. 22.VI.1976	25
"	10	: rempl. L. 16.II.1970	26
"	11	: modif. L. 16.II.1970	27
"	12	: modif. L. 16.II.1970	28
"	13	: (A) L. 16.II.1970	-
"	14	: modif. L. 16.II.1970	29

.../...

Article	15	: modif. L. 16.II.1970	article 30
"	16	: (A) L. 16.II.1970	-
"	17	:	31
"	18	: modif. L. 16.II.1970	32
"	19	: (A) L. 16.II.1970	-
"	20	: (A) L. 16.II.1970	-
"	21	: (A) L. 16.II.1970	-
"	22	: (A) L. 16.II.1970	-
"	23	: modif. L. 22.VI.1976	33
"	24	: modif. L. 16.II.1970 et L. 22.VI.1976	34
"	25	: modif. L. 16.II.1970	44
"	26	: modif. L. 16.II.1970	45
"	27	:	46
"	28	:	47
"	29	:	48
"	30	:	49
"	31	:	50
"	32	:	51
"	33	:	52
"	34	: modif. R. 16.VIII.1865	53
"	35	:	54
"	36	:	55
"	37	: modif. L. 22.VI.1976	56
"	38	: modif. L. 22.VI.1976	57
"	39	: (A) L. 22.VI.1976	-
"	40	: modif. R. 17.VIII.1865 et R. 27.V.1876	58
"	41	:	62
"	42	: modif. L. 22.VI.1976	63
"	43	:	64

.../...

Article	44	(A) L. 22.VI.1976	-
"	45		article 65
"	46		66
"	47		67
"	48		68
"	49		69
"	50		70
"	51	(A) L. 22.VI.1976	-
"	52	modif. L. 16.VI.1970 et L. 22.VI.1976	71
"	53	modif. L. 22.VI.1976	72
"	54	rempl. L. 16.II.1970	73
"	55	rempl. L. 16.II.1970	74
"	56	(A) L. 16.II.1970	-
"	57	"	-
"	58	"	-
"	59	"	-
"	60	"	-
"	61	"	-
"	62	"	-
"	63	rempl. L. 22.VI.1976	75
"	64		76
"	65		77
"	66		78
"	67		79
"	68	(A) L. 2.I.1852	
"	69		80
"	70	(A) L. 22.VI.1976	-
"	71	modif. L. 26.IV.1853	81
"	72		82
"	73		83
"	74		84
"	75	(A) L. 6.VIII.1849	-

.../...

Article	76	: (A) L. 6.VIII.1849	-
"	77	: "	-
"	78	: "	-
"	79	: "	-
"	80	: "	-
"	81	: "	-
"	82	: "	-
"	83	: "	-
"	84	: "	-
"	85	: "	-
"	86	: "	-
"	87	: "	-
"	88	: "	-
"	89	: "	-
"	90	: "	-
"	91	: "	-
"	92	: "	-
"	93	: "	-
"	94	: "	-
"	95	: "	-
"	96	: "	-
"	97	: "	-
"	98	: "	-
"	99	: "	-
"	100	: "	-
"	101	: "	-
"	102	: "	-
"	103	: "	-
"	104	: "	-
"	105	: "	-
"	106	: "	-
"	107	: "	-
"	108	:	article 85

.../...

Article	109 :		article 86
"	110 :		87
"	111 :		88
"	112 :		89
"	113 :		90
"	114 :		91
"	115 :		92
"	116 :		93
"	117 :		94
"	118 :	modif. R. 27.V.1876 et L. 22.VI.1976	138
"	119 :		136
"	120 :	modif. L. 16.II.1970 et L. 22.VI.1976	139
"	121 :		142
"	122 :	(A) R. 17.VIII.1865	-
"	123 :	(A) R. 17.VIII.1865	-
"	124 :		143
"	125 :		144
"	126 :	(A) R. 17.VIII.1865	-
"	127 :		146
"	128 :	modif. L. 16.II.1970	147
"	129 :		148
"	130 :	(A) L. 22.VI.1976	-
"	131 :		149
"	132 :		150
"	133 :		151
"	134 :		152
"	135 :	(A) L. 22.VI.1976	-
"	136 :		153
"	137 :	(A) R. 17.VIII.1865	-
"	138 :	(A) L. 16.II.1970	-
"	139 :		154
"	140 :		155

.../...

Article	141 :		article 156
"	142 :	(A) L. 22.VI.1976	-
"	143 :	rempl. L. 16.II.1970	157
"	144 :	(A) R. 27.V.1876	-
"	145 :	(A) L. 22.VI.1976	-
"	146 :	"	-
"	147 :		158
"	148 :	(A) L. 22.VI.1976	-
"	149 :	"	-
"	150 :		160
"	151 :		161
"	152 :		162
"	153 :		163
"	154 :	(A) L. 22.VI.1976	-
"	155 :		165
"	156 :		166
"	157 :	(A) L. 6.IV.1843	-
"	158 :	"	-
"	159 :	"	-
"	160 :	"	-
"	161 :	"	-
"	162 :	rempl. L. 22.VI.1976	170
"	163 :	(A) L. 22.VI.1976	-
"	164 :	"	-
"	165 :	"	-
"	166 :	"	-
"	167 :	"	-
"	168 :	"	-
"	169 :	"	-
"	170 :	"	-
"	171 :	"	-
"	172 :	(A) R. 27.V.1876	-
"	173 :	(A) L. 22.VI.1976	-
"	174 :	"	-
"	175 :	(A) R. 27.V.1876	-

.../...

Article	176 :	(A) L. 16.II.1970	article -
"	177 :	rempl. L. 22.VI.1976	171
"	178 :	(A) L. 22.VI.1976	-
"	179 :	"	-
"	180 :	rempl. L. 22.VI.1976	172
"	181 :	modif. L. 22.VI.1976	173
"	182 :	rempl. L. 22.VI.1976	174
"	183 :		176
"	184 :	modif. L. 22.VI.1976	178
"	185 :	(A) L. 22.VI.1976	-
"	186 :	rempl. L. 22.VI.1976	179
"	187 :	(A) L. 22.VI.1976	-
"	188 :	"	-
"	189 :	"	-
"	190 :	modif. L. 22.VI.1976	182
"	191 :		183
"	192 :		184
"	193 :		185
"	194 :		186
"	195 :	modif. L. 22.VI.1976	190
"	196 :	modif. L. 22.VI.1976	193
"	197 :		194
"	198 :	modif. L. 22.VI.1976	195
"	199 :		196
"	200 :	modif. L. 10.X.1967 + L. 22.VI.1976	197
"	201 :	modif. L. 10.X.1967	198
"	202 :		199
"	203 :	modif. L. 22.VI.1976	200
"	204 :	(A) L. 22.VI.1976	-
"	205 :	(A) L. 6.IV.1843	-
"	206 :		225
"	207 :		226
"	208 :		228

.../...

Article	209 :	modif. L. 16.II.1970 + L. 22.VI.1976	article 233
"	210 :	modif. L. 16.II.1970	234
"	211 :	(A) R. 27.V.1876	-
"	212 :	modif. L. 22.VI.1976	235
"	213 :		236
"	214 :	modif. R. 17.VIII.1865	237
"	215 :		238
"	216 :	rempl. L. 30.XII.1910	239
"	217 :	modif. L. 22.VI.1976	240
"	218 :	modif. L. 16.II.1970 + L. 22.VI.1976	241
"	219 :		242
"	220 :	modif. L. 22.VI.1976	243
"	221 :	modif. L. 22.VI.1976	244
"	222 :		245
"	223 :		246
"	224 :		247
"	225 :	modif. L. 22.VI.1976	249
"	226 :		253
"	227 :		254
"	228 :	modif. L. 22.VI.1976	255
"	229 :		263
"	230 :		264
"	231 :		265
"	232 :	rempl. L. 31.XII.1947	266
"	233 :		267
"	234 :		268
"	235 :		269
"	236 :	(A) L. 28.XII.1912	-
"	237 :	"	-
"	238 :		271
"	239 :	modif. L. 28.XII.1912	272
"	240 :		273
"	241 :		274
"	242 :		275

.../...

Article	243 :		article	276
"	244 :			278
"	245 :			279
"	246 :	rempl. L. 10.X.1967		280
"	247 :			281
"	248 :			282
"	249 :			283
"	250 :			284
"	251 :	(A) L. 22.VI.1976		-
"	252 :	(A) R. 17.VIII.1865		-
"	253 :	"		-
"	254 :	"		-
"	255 :	"		-
"	256 :	"		-
"	257 :	"		-
"	258 :	"		-
"	259 :	"		-
"	260 :	"		-
"	261 :	"		-
"	262 :	"		-
"	263 :	"		-
"	264 :	"		-
"	265 :	"		-
"	266 :	"		-
"	267 :			286
"	268 :			287
"	269 :			288
"	270 :			289
"	271 :			290
"	272 :			291
"	273 :			292
"	274 :			293
"	275 :	modif. L. 22.VI.1976		294
"	276 :	(A) L. 22.VI.1976		-
"	277 :	(A) L. 22.VI.1976		-

.../...

Article	278 :		article	295
"	279 :			296
"	280 :			297
"	281 :			298
"	282 :	modif. L. 22.VI.1976		301 305
"	283 :			302
"	284 :			303
"	285 :			304
"	286 :			307
"	287 :			308
"	288 :			309
"	289 :			310
"	290 :			313
"	291 :	rempl. L. 10.X.1967 + L. 24.VII.1970		314
"	292 :	(A) L. 20.VI.1863 + R. 21.VII.1863		-
"	293 :	"		-
"	294 :	"		-
"	295 :	"		-
"	296 :	"		-
"	297 :	"		-
"	298 :	"		-
"	299 :	"		-
"	300 :	"		-
"	301 :	"		-
"	302 :	"		-
"	303 :	"		-
"	304 :	"		-
"	305 :	"		-
"	306 :	"		-
"	308 :	"		-
"	309 :	"		-
"	310 :	"		-

.../...

Article	311 :	article	4
"	312 : modif. L. 22.VI.1976		181
"	313 : rempl. L. 30.IV.1958		5
"	314 :		7, § 1er
"	315 :		7, § 2
"	316 : rempl. L. 30.IV.1958		6
"	317 :		320
"	318 : modif. L. 22.VI.1976		321
"	319 :		14
"	320 :		324
"	321 :		326
"	322 :		327
"	323 :		328
"	324 :		329
"	325 :		330

*

* *

Arrêté royal du 2 juillet 1824 contenant des dispositions pour assurer la stricte exécution des articles 224 et 225 de la loi générale du 26 août 1822 concernant la perception des droits d'entrée, de sortie et des accises.

Article	1er	article	250
	3		251
	4		252

*

* *

.../...

Loi du 7 juin 1832 qui établit un rayon unique de douane

Article 1er	article 167
2	168
3	169
5	disposition non reprise

*

* *

Loi du 6 avril 1843 sur la répression de la fraude en matière de douane

Article 2	disposition non reprise
15	article 175
16	191
18	disposition non reprise
19	article 220
20, al. 1er	229
20, al. 2	248, § 1er
21	230
22	221
23	222
24	223
25	224
26	225
28	227
29	281
30	276 277
31	323
32	15 62
33	16

.../...

34
35
36

322
328, § 2
disposition non reprise

*

* *

Loi du 6 août 1849 sur le transit

article 1er
2
3
4
5, § 1er
§ 2
6
7
8
9
10
11
12
13
14
15
16
17
18
19
20
21
22, § 1er, 3° pp.
23
24

article 95
96
97
98
(A) L. 30.IV.1958
100
)
(
)(A) L. 1.V.1858
(
101
102
103
104
105
106
107
108
109
110
111
112
113, § 3
113, §§ 1er et 2
114

.../...

Article 25	article 115
26	(A) L. 21.VIII.1903
27	(A) L. 30.VI.1951
28	117
29	118
30	120
31	122
32	123
33	(A) R. 17.VIII.1865
34	125
35	126
36	disposition non reprise
37	disposition non reprise

*

* *

Loi du 3 mars 1851 substituant un nouvel article à l'article 34 de la loi du 6 août 1849 sur le transit

article 1er	article 125

*

* *

Loi du 1er mai 1858 portant révision des lois relatives au transit

article 1er, § 1er	article 99
§ 2	(A) R. 16.VIII.1865
§ 3	121
article 2	(97 (124

*

* * .../...

Loi du 21 mars 1859 sur la contrainte par corps.

Article 48	article 307 313

*

* *

Loi du 20 décembre 1862 contenant le budget des voies et moyens pour l'exercice 1863.

Article 5, al. 1er	(article 32 (113, § 3 (114

*

* *

Arrêté royal du 16 août 1865 - généralisation des tarifs et des dispositions de douane résultant des traités de commerce et de navigation.

Article 1er	(A) 30.III.1866
2	(A) RR 10.VI.1920 et 8.V.1924
3	article 140
5	(A) R. 8.V.1924
6	)
7	(
8	)(A) R. 10.VI.1920
9	(
10, § 1er, 1°	articles 53, 58, 67, 237, 242.
§ 1er, 2°	disposition non reprise
11	disposition non reprise

*

* * .../...

Loi du 27 juillet 1871 sur la contrainte par corps.

Article 7	article 307
	313

*

* *

Loi du 17 août 1873 relative à la prescription en matière fiscale ou disciplinaire.

Article 3	article 143
7	143

*

* *

Loi du 24 mai 1876 relative au régime des sucres.

Article 4, § 1er	article 12
§ 2	236

*

* *

.../...

Arrêté royal du 27 mai 1876 - extension aux marchandises d'accise, du régime d'importation des marchandises de douane.

art. 1er	art. 58 138
2	(A) L. 22.VI.1976
3 (pp)	159
4, al. 1er.	143 144 153 237
4, al. 2.	disposition non reprise.

*

* *

Loi du 18 juin 1887 établissant un droit d'entrée sur les bestiaux et les viandes.

art. 3	art. 177

*

* *

Loi du 20 décembre 1897 relative à la répression de la fraude en matière d'importation, d'exportation et de transit des marchandises prohibées.

.../...

art. 1er	art. 231
2	232
3	(A) L. 22.VII.1974
4, § 1er	disposition non reprise
§ 2	187
5	disposition non reprise

*

* *

Loi du 28 décembre 1904 contenant le budget des voies et moyens pour l'exercice 1905.

art. 10	art. 198

*

* *

Loi du 23 décembre 1907 contenant le budget des voies et moyens pour l'exercice 1908 ainsi que des dispositions relatives au tarif des douanes et à la restitution des amendes de condamnation.

art. 4	art. 285
6	disposition non reprise

*

* *

Loi du 30 décembre 1910 contenant le budget des voies et moyens pour l'exercice 1911 ainsi que des dispositions relatives au droit de patente, au tarif des douanes et à l'exportation des marchandises d'accise avec décharge des droits, etc.

Art. 4 art. 239

*

* *

Loi du 28 décembre 1912 contenant le budget des voies et moyens pour l'exercice 1913, ainsi que diverses dispositions relatives aux procès-verbaux en matière fiscale, à la fabrication des alcools, au service postal des comptes courants, chèques et virements, au fonds communal et au fonds spécial.

Art. 1er, § 3, 3° art. 270
271
272

*

* *

.../...

Loi du 10 juin 1920 relative à l'application du tarif des douanes.

Art. 5	art. 211
6	212
7	213
8	214
9	215
10	216
11	217
12	218
13	219
14	disposition non reprise

*

* *

Loi du 9 avril 1930 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude.

Art. 32	art. 220

*

* *

Loi du 13 juillet 1930 concernant les douanes et accises.

Art. 7, I, IV.	disposition non reprise
9	art. 207
10	208
11	119

*

* *

Loi du 10 avril 1933 portant modification provisoire de certains droits de douane, d'accise et taxes spéciales de consommation et instituant de nouvelles mesures pour empêcher la fraude.

Art. 27	art. 315
28	316
29	317
30	318
31	319
32	(A) L. 31.XII.1947
33, § 1er	224
§ 2	262
34	192
35	180

*

* *

.../...

Arrêté royal n° 6 du 22 août 1934 établissant de nouvelles mesures pour réprimer la fraude en matière de douane et d'accise.

Art.	6	art.	127
	7		128
	8		129
	9		130
	10		131
	11		132
	12		133
	13		134
	14		135
	15		188
	16		281
	17		189
	18		209
	19		137
	20		136

*

* *

Arrêté royal n° 150 du 18 mars 1935 coordonnant les lois relatives à l'organisation et au fonctionnement de la Caisse des dépôts et consignations et y apportant des modifications en vertu de la loi du 31 juillet 1934.

.../...

Art. ler	art. 290
17	290

*

* *

Loi du 27 juin 1937 portant revision de la loi du 16 novembre 1919 relative à la réglementation de la navigation aérienne.

Art. 8, al. ler.	art. 8

*

* *

Loi du 28 juillet 1938 tendant à assurer l'exacte perception des impôts.

Art. ler.	art. 210

*

* *

Loi du 30 décembre 1939 concernant les douanes et accises.

Art. 9, § 3	art. 256
11, § 1er (pp)	disposition non reprise

*

* *

Arrêté royal du 30 novembre 1939 contenant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe.

Art. 162, 4°	art. 296

*

* *

Loi du 10 juin 1947 concernant les douanes et accises.

Art. 19	art. 248, § 2
24, § 3 (pp)	disposition non reprise

*

* *

Loi du 20 août 1947 apportant des modifications : a) aux lois et arrêtés relatifs aux impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise; b) aux lois et arrêtés relatifs aux taxes spéciales assimilées aux impôts directs.

.../...

Art. 34	art. 210

*

* *

Loi du 31 décembre 1947 concernant les douanes et accises.

Art. 5 (pp)	art. 145
6, § 1er	312
7, § 1er § 2	(art. 276, 277 (disposition non reprise
8	art. 266
9	disposition non reprise

*

* *

Arrêté royal du 5 mars 1951 modifiant la loi du 6 août 1849 sur le transit.

Art. 1er	art. 105
	106
	107
	108
	109
	110
	111
Art. 2	114

*

* *

.../...

Loi du 19 mars 1951 concernant les accises.

Art. 39	art. 13
40	141
41	300
42	disposition non reprise

*

* *

Loi du 30 juin 1951 concernant les douanes et accises.

Art. 1er	art. 17
2	(A) L. 16.II.1970
3	21
4	9
5	206
6	164
7	257
8	116
9	231
10, 2°	disposition non reprise

*

* *

Arrêté royal du 18 février 1952 relatif à la déclaration et au déchargement des marchandises importées par rivières et canaux

.../...

et par mer.

Art. ler	art. 59
2	36, 60
3	61
4	35
5	36
6	37
7	38
8	39
9	40
10	41
11	42
12	43

*

* *

Loi du 30 avril 1958 concernant les douanes et accises.

Art. ler, §§ ler à 6	art. 204
§ 7	disposition non reprise
2	22
3	20
4	306
5	5, 103
6	6
11, 2°, 4°, 6°	disposition non reprise
12	disposition non reprise

.../...

13	disposition non reprise

*

* *

Loi du 7 juin 1967 concernant les douanes et accises.

Art.	4	art. 258
	5	18
	6	201
	7	202
	8	203
	9	259
	10	disposition non reprise
	11, 2°, 5°	disposition non reprise
	12 (pp)	disposition non reprise

*

* *

Loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire.

Art. 3.	art. 52,	§ 1er	art. 280
		§ 2	291
	art. 54		214
	art. 91,	§ 7	197, 198

*

* *

.../...

Loi du 16 février 1970 concernant les douanes et accises.

Art. Ier	art. 24, 25, 27, 28, 30, 32, 33, 34, 44, 147, 233, 241
2	24
3	26
4	24, 28, 32, 44, 233, 234
5	73, 74
6	139
7	157
15	35, 36, 37
116	41
17	299
18	257
19	18
20	324
21	260
22 (pp) (pp)	(29, 71, 234 (disposition non reprise
23	disposition non reprise

*

* *

Loi du 20 février 1970 concernant les douanes et accises.

Art. ler	art. 10
2	11
3	261
4	19

*

* * .../...

Loi du 24 juin 1970 modifiant la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire et certaines dispositions relatives à la compétence des cours et tribunaux et à la procédure civile.

Art. 39 art. 314

*

* *

Loi du 22 juin 1976 concernant les douanes et accises.

Art. 1er	int.
2	art. 1er, 2, 3
3	23, 25, 56, 57, 63, 71, 138, 305, 321
4	33, 34, 72, 181, 200, 233, 235, 240, 241, 243, 244, 254, 255, 294
5	75, 173, 181, 190, 197, 249
6	
7	139
8	
9	170
10	171
11	172
12	173, 195, 197
13	174
14	178
15	179
16	182, 193
17	167
18	175

.../...

41	262
42	18
43	311
44	205
46 (pp)	(173, 295
(pp)	disposition non reprise)

*

* *

C) Dispositions non reprises.

A la mention de l'arrêté royal du 27 mai 1876, il y a lieu d'écrire : "Article 4, alinéa 2".

*

Il n'y a pas lieu de citer, dans les dispositions non reprises, l'article 45 de la loi du 22 juin 1976, puisque cet article constitue le fondement de l'arrêté royal de coordination, dans lequel il est cité intégralement.

I. Inleiding.

II. Grondproblemen.

A. Probleemstelling.
B. Voorgestelde oplossing.

III. Bijzondere problemen.

A. Teksten van vóór de wet van 26 augustus 1822.

B. Teksten van na de wet van 26 augustus 1822.

IV. Onderzoek van de coördinatie in het algemeen.

A. Opschrift.
B. Coördinatiebesluit.
C. Voetnoten en aantekeningen ter verantwoording.
D. Algemeen onderzoek.

V. Artikelsgewijs onderzoek van de coördinatie.

VI. Bijlagen.

A. Plan.
B. Concordantietabellen.
C. Niet overgenomen bepalingen.

.../...

I. Inleiding.

De wetgeving inzake douane en accijnzen is zo overvloedig, en is zo in bijzonderheden uitgewerkt, dat zij het Koninkrijk der Nederlanden wel heel in het bijzonder ter harte moet zijn gegaan.

Verscheidene wetten van 15 september 1816, 3 oktober 1816, 6 en 12 maart 1818 hebben plaats gemaakt voor de wet van 12 mei 1819 "op de ophef der inkomende en uitgaande rechten en van de accijnzen", die niet minder dan 384 artikelen telde.

Een aantal bijzondere wetten zijn van dezelfde datum, 12 mei, andere van 21 mei 1819.

De wet van 12 juli 1821 "houdende het stelsel van 's Rijks belastingen" met ingang van het jaar 1822 (Stelselwet), bevatte inzake douane en accijnzen een aantal richtlijnen welke de wetgever zichzelf voorschreef.

Die richtlijnen heeft hij dan uitgewerkt in de wet van 26 augustus 1822, waarmee hij niet alleen concrete vorm wilde geven aan het bepaalde in de wet van 12 juli 1821, maar die hij ook in de plaats wilde doen komen van de vroegere algemene teksten en van een aantal bijzondere wetten.

*

De redactie van de tekst die de wet van 1822 is geworden, is het werk van Jean Henri APPELIUS. Geboren te Middelburg in 1767, werd hij raadpensionaris van Zeeland in

.../...

1795 en Minister van Financiën onder Lodewijk Napoleon, Koning van Holland krachtens het verdrag van 5 juni 1806. De reorganisatie van de departementen van Holland, ingevolge het decreet van 18 oktober 1810, schijnt er de aanleiding toe geweest te zijn dat J.H. APPELIUS bij de keizerlijke Conseil d'Etat werd benoemd, samen met drie van zijn landgenoten. Hij komt voor op de lijst van de staatsraden in gewone dienst, van 1810 tot 1814, in welke periode hij verbonden was aan de afdeling financiën. Hij keerde naar de Nederlanden terug in 1814 en werd belast met de financiën van de Zuidelijke Nederlanden.

Het gemak waarmee hij het Frans en het Nederlands hanteerde, stelde hem in staat zich zowel van de ene als van de andere taal te bedienen voor het opstellen van het ontwerp van algemene wet.

In 1824 werd hij andermaal tot Minister van Financiën benoemd. Hij overleed te 's-Gravenhage op 12 april 1828.

*

De wet van 26 augustus 1822 blijft een van de belangrijkste teksten van ons recht van vóór de Belgische onafhankelijkheid.

Dit neemt niet weg dat zij heel wat problemen oplevert.

.../...

Meer nog dan de Wetboeken van Napoleon - waarvoor de Raad van State een aanpassing aan de huidige tijd heeft geadviseerd naar aanleiding van het vaststellen van een Nederlandse tekst - vertoont de wet van 26 augustus 1822 de sporen van het verleden.

Meer namelijk dan enig Wetboek weerspiegelt de algemene wet de technische beschaving waarin zij tot stand is gekomen. Er valt uit af te lezen hoe het vervoer geschiedde in het begin van de XIXe eeuw; in de scheepvaart waren alleen zeilen bekend, goederen werden over banen en wegen vervoerd (1). Dat mag geen verwondering wekken. Eerst in 1835 immers verbindt het Britse schip, de "Enterprise", zonder zeilen, Liverpool met Indië; op 5 mei 1835 wordt de eerste spoorlijn tussen Brussel en Mechelen in gebruik genomen.

"Zeilende schepen", "postwagens", "postkoeriers", "brievenmalen", van dat alles is iets overgebleven in het aan de afdeling wetgeving voorgelegde ontwerp.

*

De wet van 26 augustus 1822, die de verandering in het staatsbestel en de technische vooruitgang heeft getrotseerd, heeft alles samen slechts weinig uitdrukkelijke wijzigingen

.../...

---

(1) De terminologie welke het Burgerlijk Wetboek gebruikt in zijn artikelen 1782 tot 1786, is even verouderd als die van de wet van 26 augustus 1822, maar het bezoldigd goederenvervoer is door hedendaagse teksten geregeld.

ondergaan. De wetten van 1846 en 1849 hebben er de hoofdstukken betreffende de doorvoer en de entrepots uit gelicht. Naderhand zijn nog enige artikelen gewijzigd, maar gesteld mag worden dat algehele vervanging en gedeeltelijke wijziging van artikelen minder vaak zijn voorgekomen dan het procédé van de rechtstreekse wijziging (waarbij gewerkt wordt met de formule : "Bij wijziging van artikel ...", of waarbij een artikel dat in zijn tekst zelf betrekking had op accijnsvrije goederen, toepasselijk wordt verklaard op accijnsgoederen).

Het laat zich verstaan dat methodes van "indirecte" wetgeving of verordening niet bevorderlijk zijn geweest voor de volkomen rechtszekerheid.

*

De wetten van na de oorlog 1940-1945 bevatten bepalingen die niet opgenomen zijn in de wet van 26 augustus 1822, maar niettemin algemene teksten zijn.

*

Benevens de wet van 16 februari 1970 moet worden vermeld de wet van 22 juni 1976. Deze heeft de wet van 26 augustus 1822 in ruime mate "opgefrist" door talrijke verouderde bepalingen uitdrukkelijk op te heffen en, zoals terecht in overweging was gegeven, de geldboeten in guldens te vervangen door in franken omgerekende geldsommen.

De wet van 22 juni 1976 heeft de weg geëffend voor de coördinatie, waartoe zij ook de vereiste machtiging aan de Koning heeft verleend.

.../...

Dat het Parlement een coördinatie van de douanewetgeving wenste, is tot uiting gekomen in de Kamer van Volksvertegenwoordigers (gedr. st. 709 (1975-1976 - N 2, blz. 3) en in de Senaat (ibid. 833 (1975-1976) - N 2).

*

* *

II. Grondproblemen.

A. Probleemstelling.

Het coördinatieontwerp stelt een drievoudig grondprobleem, in die zin dat de ontworpen coördinatie de door de wet van 22 juni 1976 aan de Koning verleende bevoegdheid in drieërlei opzicht overschrijdt :

1° de ontworpen coördinatie beperkt zich niet tot de "wetsbepalingen inzake douane en accijnzen"; zij bevat ook verordeningsbepalingen, zoals het koninklijk besluit van 2 juli 1824 en andere die op bijzondere wetten gegrond zijn;

2° het ontwerp beperkt zich niet tot het vaststellen van een Nederlandse tekst voor de bepalingen die na het Hollandse tijdvak en vóór de wet van 18 april 1898 tot stand zijn gekomen en dus geen ambtelijke Nederlandse versie hebben; het verbetert de ambtelijke Nederlandse versie, met name van de wet van 26 augustus 1822;

.../...

3° het brengt in beide versies wijzigingen aan die verder lijken te gaan dan de aan de Koning verleende bevoegdheid, verder ook dan hetgeen de coördinatietechniek toestaat; zo formuleert het in artikel 222 van de Franse tekst positief wat in de oorspronkelijke Franse tekst negatief was geformuleerd.

Voor elk van die punten is er evenwel een antwoord :

1° het is begrijpelijk dat de stellers van het ontwerp naar een volledig en ordelijk geheel hebben gestreefd;

2° de Nederlandse tekst van de wet van 26 augustus 1822 is verouderd en soms onjuist; toch zijn bij de coördinatie heel wat minder veranderingen aangebracht dan verwacht had kunnen worden;

3° de wijzigingen die in beide teksten zijn aangebracht, zijn steeds verantwoord.

*

* *

B. Voorgestelde oplossing.

Met het oog op een constructieve oplossing verdient het aanbeveling dat aan de wetgever wordt voorgesteld, de door de Koning vast te stellen coördinatie te bekrachtigen.

Die werkwijze is gevolgd :

.../...

voor het besluit van de Regent van 26 juni 1947 houdende het Wetboek der zegelrechten (Belgisch Staatsblad van 14 augustus 1947), dat bekrachtigd is door de wet van 14 juli 1951;

voor het koninklijk besluit van 10 december 1970 houdende de Huisvestingscode (Belgisch Staatsblad van 17 december 1970) dat, op datum van 27 december 1970, bekrachtigd is door de wet van 2 juli 1971.

*

In zijn advies van 23 juni 1975 betreffende het ontwerp dat de wet van 22 juni 1976 inzake douane en accijnzen geworden is, heeft de Raad van State opgemerkt :

"Wanneer het in de bedoeling van de Regering mocht liggen, naar aanleiding van de voorgenomen coördinatie de thans geldende teksten te wijzigen wat de grond betreft, zou die coördinatie ter bekrachtiging aan de wetgever moeten worden voorgelegd, zoals onder meer voor de "Huisvestingscode" is gedaan" (gedr. st., Kamer van Volksvertegenwoordigers, 709 (1975-1976) - nr. 1, blz. 9) en "de Raad van State moge erop wijzen dat indien de Nederlandse tekst volgens de Regering rechtsgeldig moet zijn zoals de Franse tekst, de coördinatie ter bekrachtiging aan de wetgever moet worden voorgelegd" (ibidem, blz. 15).

Als dan eenmaal een ontwerp van bekrachtigingswet aan de Wetgevende Kamers moet worden voorgelegd, is het geraden dat het zich niet beperkt tot het bekrachtigen van de Nederlandse tekst alleen.

.../...

Anders krijgt immers alleen de Nederlandse tekst het karakter van een wet, en blijft de Franse een hybridisch samenstel van wets- en verordeningsbepalingen.

Bekrachtiging door de Wetgevende Kamers zou aan de gecoördineerde tekst een onbetwistbare rechtszekerheid verlenen wat de grond van de tekst zelf, zowel de Franse als de Nederlandse, betreft.

*

Mocht die oplossing worden aanvaard, dan kan van de gelegenheid gebruik worden gemaakt om een groot aantal slecht geredigeerde artikelen te verbeteren.

Voorbeelden van slecht geredigeerde teksten zijn de artikelen 175, 181 en 190.

Wegens de wijzigingen die zullen worden voorgesteld, behoort in het koninklijk besluit houdende de coördinatie te worden bepaald dat deze eerst in werking zal treden op de dag die vastgesteld wordt in de wet waardoor ze zal worden bekrachtigd.

*

Raadzaam is ook dat de bekrachtigingswet de bepalingen die in de coördinatie zijn opgenomen of erdoor overbodig worden gemaakt uitdrukkelijk opheft, zoals de reeds vermelde wet van 2 juli 1971 heeft gedaan in haar artikel 2.

*

* *

.../...

III. Bijzondere problemen.

A. Teksten van vóór de wet van 26 augustus 1822.

1. Van de wetsbepalingen van vóór de wet van 26 augustus 1822 is er geen enkele overgenomen in het coördinatieontwerp.

De wet van 26 augustus 1822 heeft in haar oorspronkelijke artikelen 1 en 2 alleen uitdrukkelijk opgeheven "de voorgeschrevene algemeene en bijzondere wetten", zoals artikel 2 zegt onder verwijzing naar de in artikel 1 genoemde algemene en bijzondere wetten.

Het gaat dus niet aan, te zeggen dat de wet van 26 augustus 1822 met alle vroegere teksten zou hebben afgerekend.

Een argument is ook, dat het koninklijk besluit van 16 augustus 1865 een aantal bepalingen van de wet van 12 juli 1821 "houdende het stelsel van 's Rijks belastingen" (met ingang van het jaar 1822) uitdrukkelijk gewijzigd en opgeheven heeft.

Er moet dus verder in het verleden worden teruggegaan.

*

.../...

2. Onder de wetsbepalingen van vóór de wet van 26 augustus 1822 moet in de eerste plaats worden vermeld de wet van 9 floréal jaar VII "sur le tarif des douanes".

Zijn de bepalingen van die wet door latere wetteksten vervangen, dat lijkt niet het geval te zijn met de tweede volzin van artikel 16 van titel IV ("De la législation") : "Il est expressément défendu aux juges d'excuser les contrevenants sur l'intention".

In een noot onder het cassatiearrest van 26 januari 1925 (Pasicrisie 1925, I, blz. 117 tot 119) schrijft Procureur-Generaal Paul LECLERCQ dat de wet van 9 floreal jaar VIII (lees VII) een regel is die door de huidige wetgeving is gehandhaafd.

Hoe staat het in het huidige strafrecht met de verschoningsgrond ?

Het Strafwetboek bepaalt in artikel 78 : "Geen misdaad of wanbedrijf is verschoonbaar dan in de gevallen bij de wet bepaald", en in artikel 100 : "Bij gebreke van andersluidende bepalingen in bijzondere wetten en verordeningen, worden de bepalingen van het eerste boek van dit wetboek toegepast op de misdrijven die bij die wetten en verordeningen strafbaar zijn gesteld, met uitzondering van hoofdstuk VII (...) en van artikel 85.

.../...

Die toepassing vindt niet plaats, wanneer zij zou leiden tot vermindering van geldstraffen, gesteld om de inning van fiscale rechten te verzekeren (1)".

Artikel 282 van het coördinatieontwerp verwijst naar de "bestaande algemene wetten op het strafrecht" en, bijgevolg, naar de hier aangehaalde artikelen van het Strafwetboek.

Concluderend kan worden gezegd dat de tweede volzin van artikel 16 van titel IV van de wet van 9 floreal jaar VII niet afwijkt van en niets toevoegt aan de geldende strafbepalingen.

Ondanks het hiervoren aangehaalde advies en niettegenstaande de "Recueil de la législation générale en vigueur en Belgique" de bewuste volzin uit de wet van 9 floreal jaar VII overneemt, lijkt het in feite zo te zijn dat de Gouverneur-Generaal voor België, met zijn besluit van 20 juni 1814 "portant organisation d'une ligne de douanes sur un partie des frontières de la Belgique" (een opschrift dat op verre na niet de hele inhoud dekte), in de volheid van de bevoegdheid waarover hij beschikte de Franse wetten terzake (douane en accijnzen) door een soepeler wetgeving heeft willen vervangen.

.../...

---

(1) Deze bepaling is a fortiori van toepassing op de bepalingen waarvan de toepassing tot gevolg zou hebben dat de fiscale geldboeten worden afgeschaft (Cassatie 30 juni 1913, Pasicrisie 1913, I, 362).

Zou nog betwist kunnen worden dat de aangehaalde volzin uit de wet van 9 floreal jaar VII opgeheven is door de - algemene maar vage - formule van de gouverneur-generaal, opgeheven is hij zonder enige twijfel doordat hij vervangen is door artikel 106 van het besluit van de Souvereine Vorst van 26 oktober 1814, hetwelk een nieuw douanetarief in de plaats heeft gesteld voor dat van 20 juni 1814.

De Souvereine Vorst oefende de wetgevende macht uit en artikel 106 van zijn besluit van 26 oktober 1814, dat bepaalde : "Les juges ne pourront sous aucun prétexte excuser les contrevenants sur l'intention", heft wel degelijk datgene op wat van de wet van 9 floreal jaar VII geacht wordt nog van kracht te zijn.

Het besluit van 26 oktober 1814 is op zijn beurt - en wel uitdrukkelijk - opgeheven bij artikel 1 van de wet van 3 oktober 1816 betreffende de in- en uitgaande rechten, gevolgd door het tarief van die rechten.

*

Uit de wet van 9 floreal jaar VII is derhalve niets over te nemen.

*

De tweede tekst van vóór de wet van 26 augustus 1822 is de wet van 12 juli 1821 houdende het stelsel van 's Rijks belastingen met ingang van het jaar 1822.

.../...

Enkele bepalingen van die wet zijn misschien nog van kracht, met name : a) het gedeelte van artikel 2 onder het opschrift "III. Accijnzen, i", dat betrekking heeft op de "doorlopende kredieten die onder behoorlijke borgtocht kunnen worden gegeven aan de handelaars in het groot, en de wijnkopers"; dit gedeelte zou nochtans kunnen worden geacht stilzwijgend opgeheven te zijn bij artikel 3, § e van de wet van 24 december 1825; en b) het gedeelte van hetzelfde artikel "V. De in- en uitgaande rechten" (dat gewijzigd is bij het koninklijk besluit van 16 augustus 1865); dat gedeelte bevat meer richtlijnen die de wetgever voor zichzelf stelt, dan regelende bepalingen; hier zou een uitdrukkelijke opheffing moeten komen, die echter niet in het ontwerp overgenomen lijkt te moeten worden.

B. Teksten van na de wet van 26 augustus 1822.

In de ontworpen coördinatie zijn overgenomen de artikelen 1, 3 en 4 uit het koninklijk besluit van 2 juli 1824 "houdende bepalingen ter verzekering van de rigtige uitvoering van de artikelen 224 en 225 der algemeene wet van 26 augustus 1822 over de heffing van de regten van in- uit- en doorvoer, en van de accijsen".

Deze aangelegenheid zou in ons grondwettelijk bestel niet meer door de Koning geregeld kunnen worden, wat wel kon in het Hollandse tijdvak.

.../...

Artikel 22 van de wet van 22 april 1874 betreffende de voorlopige hechtenis bepaalt : "De wetten betreffende de bestraffing van bedrog inzake douane blijven ongewijzigd". De artikelen 113 tot 126 van het Wetboek van Strafvordering, de artikelen 224 en 225 van de algemene wet en artikel 20, tweede lid van de wet van 6 april 1943 op de beteugeling van de sluikhandel inzake douane blijven dus van toepassing op de voorlopige hechtenis inzake douane; dat is ook steeds zo geweest met het koninklijk besluit van 2 juli 1824 dat de artikelen 224 en 225 van de algemene wet uitvoert en deze in feite aanvult (1).

Gelet op het voorstel om de onderhavige coördinatie door de wetgever te doen bekrachtigen, is er geen enkel bezwaar om het besluit daarin op te nemen.

Toch is daarmee het probleem van artikel 2 van het koninklijk besluit van 2 juli 1824 niet opgelost.

.../...

---

(1) cfr. P. VANGERVEN, "La détention préventive et la mise en liberté provisoire en matière de douanes et accises", Journal des tribunaux, 4 juni 1966, nr. 4535.

Dat artikel 2 bepaalt :

"Wanneer het aan den vrederegter, officier van de maréchaussée of naderhand aan den officier van justitie mogt blijken, dat die aangehoudene persoon wezenlijk in dit rijk is gedomicilieerd, zal het aan genoemde ambtenaren vrijstaan, zoodanigen persoon uit zijn arrest te ontslaan, mits daarvan dadelijk, en met opgave der redenen, kennis gevende aan den inspecteur van de in- en uitgaande regten en accijsen, in het arrondissement waarin de arrestatie is geschied".

Het is nooit uitdrukkelijk opgeheven en komt zowel in de "Recueil de la législation générale en vigueur en Belgique" als in de gebruikelijke wetboeken voor.

De administratie der douane en accijnzen lijkt dit artikel 2 te beschouwen als opgeheven door artikel 20, tweede lid, van de wet van 6 april 1843, hetwelk bepaalt : "Par extension de l'article 224 de la loi générale, les fraudeurs pourront toujours être mis en état d'arrestation préventive, lorsque la contravention devra entraîner l'application de la peine d'emprisonnement"; maar als niet opgeheven beschouwt zij de tussenzin van artikel 224 van de algemene wet, die bepaalt : "wanneer zij geen bij de ambtenaren bekend domicilium binnen het Rijk hebben".

Uit artikel 224 van de algemene wet juncto artikel 20, tweede lid van de wet van 6 april 1843 volgt dat smokkelaars voorlopig aangehouden kunnen worden :

.../...

1° wanneer op de overtreding gevangenisstraf staat;

2° wanneer op de overtreding slechts geldboete staat en de overtreders in België geen bekende woonplaats hebben.

Artikel 2 van het koninklijk besluit van 2 juli 1824 blijkt inderdaad bezwaarlijk te kunnen samengaan én met artikel 224 van de algemene wet én met artikel 20, tweede lid, van de wet van 6 april 1843.

*

Volgens artikel 224 van de algemene wet dienen de overtreders "terstond aan de rechter te worden overgeleverd".

In de wet van 26 augustus 1822 is het dus zaak van de "rechter", al dan niet een beslissing tot vrijheidsbeneming uit te vaardigen na de voorlopige aanhouding. In dat geval zou artikel 2 van het koninklijk besluit van 2 juli 1824 niet stroken met artikel 224 van de algemene wet; het zou niet toepasbaar zijn.

In zijn hiervoren in voetnoot vermelde artikel schrijft P. VANGERVEN : "Dès lors que la légalité de l'arrestation est établie, le procureur du Roi n'a pas le pouvoir d'ordonner, de sa propre initiative, la mise en liberté du prévenu dans le cas où l'arrestation lui paraîtrait inopportune ou injustifiée. Il doit, en toute hypothèse, faire

.../...

comparaître l'intéressé devant le juge d'instruction" (12, eerste alinea). Als dat de opvatting is die thans algemeen wordt aanvaard, dan geldt ze evenzeer of des te meer voor de vrederechter en de "officier van de maréchaussée" (1).

Artikel 2 van het koninklijk besluit van 2 juli 1824 kan dus wettelijk niet in de coördinatie worden opgenomen; het zou echter zeer dienstig zijn die bepaling uitdrukkelijk op te heffen.

*

* *

.../...

---

(1) De procureur-generaal bij het Hof van beroep te Brussel is in zijn vordering, die door het Hof is overgenomen in zijn arrest van 22 augustus 1893 (Pasicrisie 1894, II, blz. 36) van oordeel : "que le droit conféré par l'article 2 au juge de paix, à l'officier de la maréchaussée et au procureur du Roi, de relâcher dans certains cas l'inculpé, n'a rien d'incompatible avec l'intervention du juge d'instruction, si, au contraire, le procureur du Roi estime que l'arrestation doit être maintenue"; daaruit kan met stelligheid worden afgeleid dat te dien tijde, en voor het bedoelde geval, geoordeeld werd dat artikel 2 van het koninklijk besluit van 2 juli 1824 niet opgeheven was door de wet van 6 april 1843; toch zijn de woorden "si, au contraire" niet van die aard dat ze volle zekerheid geven over het in stand blijven van het artikel.

Vervolgens moeten worden vermeld :

1° De wet van 24 december 1829 die de middelen bepaalt ter bestrijding van de uitgaven begrepen in het eerste deel van de met ingang van 1830 vastgestelde begroting.

Van deze wet is alleen nog van kracht artikel 2, dat de accijns op het gemaal afschaft.

Die tekst hoeft in het ontwerp niet overgenomen te worden.

2° De wet van 31 juli 1834 "portant modification au tarif actuel des douanes en ce qui concerne la toile de lin, de chanvre et d'étoupes, etc ...".

Deze wet verwijst onder meer naar de artikelen 85, 120, 122, 213, 214, 218 van de algemene wet.

Zij zou uitdrukkelijk opgeheven moeten worden.

3° De wet van 26 april 1853 "portant suppression des droits et des prohibitions de sortie".

Artikel 1 van deze wet bepaalt : "A partir du 1er juillet 1853 et sauf les exceptions indiquées à l'article suivant, tous les droits et toutes les prohibitions de sortie sont supprimés".

Artikel 2 is opgeheven.

Artikel 3 bepaalt : "Les dispositions relatives aux exportations et notamment celles qui sont prescrites par l'article 143 de la loi générale du 26 août 1822, ainsi que les mesures de police concernant les armes et la poudre

.../...

à tirer, continueront à sortir tous leurs effets" (het genoemde artikel 143 is vervangen door de wet van 16 februari 1970, artikel 7).

Inzover artikel 1 van die wet de uitvoerrechten afschaft, zou het op het eerste gezicht in de coördinatie opgenomen moeten worden en zou de vermelding van de uitvoerrechten moeten worden geschrapt in alle artikelen waar zij in het ontwerp voorkomt.

Toch blijkt, dat artikel 12 van de wet van 13 juli 1930 machtigt tot het heffen van uitvoerrechten op beenderen. Die bepaling is niet opgeheven.

Men kan dus niet concluderen dat er geen uitvoerrechten meer bestaan in het huidige recht, ook al heeft artikel 12 van de wet van 13 juli 1930 geen toepassing gekregen.

*

4° Artikel 4 van het koninklijk besluit van 16 augustus 1865 dat betrekking heeft op de veralgemening van de tarieven en van de bepalingen inzake douane volgend uit handels- en zeevaartverdragen.

Die bepaling luidt : "Les droits de douane ou d'accise ne subiront aucune réduction du chef d'avarie ou de détérioration quelconque des marchandises".

.../...

De Administratie der douane en accijnzen is de mening toegedaan dat deze tekst stilzwijgend ingetrokken is door artikel 17 van de bijlage bij het Protocol van 15 juni 1970 tot vaststelling van een Benelux-tarief van invoerrechten, zoals zij vervangen is door de beslissing van 21 oktober 1975 van het Comité van Ministers van de Benelux Economische Unie (Belgisch Staatsblad van 31 maart 1976). Het protocol van 15 juni 1970 is goedgekeurd bij de wet van 26 maart 1973 (...). Ook valt op te merken dat artikel 4 van de wet van 30 arpil 1958 inzake douane en accijnzen (artikel 306 van het coördinatieontwerp) ook in tegenspraak is met het voorschrift van artikel 4 van het eerdervermelde koninklijk besluit van 16 augustus 1865 (brief van 15 oktober 1976 van de gemachtigde ambtenaar).

Uitdrukkelijke opheffing ware gewenst.

*

5° de wet van 11 juni 1887 houdende opheffing van de wet van 26 augustus 1883 op het zegel der verzekeringspolissen en wijziging van het tarief der rechten op de azijn en op het azijnzuur.

Artikel 3, dat betrekking heeft op het buitenlandse azijnzuur bestemd om in de nijverheid te worden gebruikt, dat vrij van ingaande rechten mag worden afgeleverd, blijkt niet uitdrukkelijk te zijn opgeheven.

In die opheffing moet worden voorzien.

6° Artikel 4 van de wet van 10 juni 1920 betreffende de toepassing van het toltarief.

.../...

Dit artikel stelt : "Tot de verevening van de rechten naar de waarde is de aan te geven waarde diegene welke de koopwaren hebben ter plaatse en op het ogenblik dat zij bij de toldienst worden aangeboden, de invoerrechten niet inbegrepen".

De douanewaarde van de goederen is geregeld door de verordening EEG nr. 803/68 van 27 juni 1968; de Administratie der douane en accijnzen is van mening dat artikel 4 gekoppeld is aan artikel 1, waarvan de toepassing tot één jaar beperkt was.

De genoemde bepaling van het gemeenschapsrecht heeft de bedoelde bepaling in elk geval overbodig gemaakt.

7° Artikel 8 van de wet van 27 juni 1937 houdende herziening van de wet van 16 november 1919 betreffende de regeling der luchtvaart.

Bij het lezen van het coördinatieontwerp rijst de vraag of het geldende recht, dat door middel van de algemene wet en de daarbij aansluitende wetten een regeling treft ten aanzien van de verrichtingen over land- en waterwegen, het stilzwijgen bewaart wanneer het gaat om luchtvervoer, en of de misdrijven gepleegd aan boord of door middel van luchtvaartuigen (dat zijn "alle toestellen die in de dampkring kunnen gehouden worden ten gevolge van de reactiekrachten welke de lucht er op uitoefent") ongestraft blijven.

De zaak is dat moet worden teruggegrepen naar de wet van 27 juni 1937 houdende herziening van de wet van 16 november 1919 betreffende de regeling der luchtvaart.

.../...

Artikel 8 van de wet van 27 juni 1937 is tweeledig. Het eerste lid is een algemene bepaling betreffende de in-, uit- en doorvoer van goederen "over de luchtweg", het tweede handelt over het voorlopig tolvrij toelaten van luchtvaartuigen en over de vrijstelling van rechten voor bepaalde luchtvaartuigen.

Is het tweede lid een bijzondere bepaling, het eerste is dat niet. Het bepaalt : "Luchtvaartuigen die voor een tijdelijk verblijf op het grondgebied van het Rijk gebezigd worden, kunnen voorlopig tolvrij worden toegelaten onder door de Minister van Financiën te bepalen voorwaarden. Deze Minister bepaalt insgelijks onder welke voorwaarden luchtvaartuigen gebezigd voor reizen naar het buitenland tolvrij kunnen heringevoerd worden".

Als zodanig beperkt deze bepaling zich niet tot douane- en accijnsaangelegenheden; zij heeft ook betrekking op de economische en gezondheidsreglementering en op de politie in handelszaken.

Aangezien het geen twijfel lijdt dat het aangehaalde lid betrekking heeft op de douane en accijnzen, verdient het aanbeveling het in de coördinatie op te nemen, maar alleen voor zover het de douane en accijnzen betreft.

Daarvoor is gezorgd in het hierna voorgestelde artikel 8.

*

* *

.../...

IV. Onderzoek van de coördinatie in het algemeen.

A. Opschrift.

Het coördinatieontwerp heeft een tweevoudig opschrift :

1° het eerste luidt : "Gecoördineerde wetsbepalingen";

2° het tweede : "Algemene wet inzake douane en accijnzen".

Bij het onderzoek van het coördinatieontwerp betreffende de private spaarkassen heeft de Raad van State in zijn advies, dat bekendgemaakt is in het Belgisch Staatsblad van 30 juni 1967, bezwaar gemaakt tegen het gebruik van de term "wettelijke bepalingen" in een geval waarin het ontwerp bestond uit "bepalingen die door de wetgever bekrachtigd waren" en (...)"bepalingen die niet aan die procedure onderworpen waren".

Overeenkomstig dat advies heeft de coördinatie het opschrift gekregen : "Bepalingen betreffende de controle op de private spaarkassen, gecoördineerd op 23 juni 1967".

In het onderhavige geval lijkt het niet wenselijk voor te stellen dat gewerkt wordt met de formule : "Bepalingen betreffende de douane en accijnzen, gecoördineerd op ...". Het lijkt dienstig te laten uitkomen dat de in het coördinatieontwerp opgenomen bepalingen een algemeen karakter vertonen, in tegenstelling met de ter zake geldende bijzondere bepalingen.

.../...

Derhalve wordt als opschrift boven de coördinatie voorgesteld : "Algemene wet inzake douane en accijnzen".

B. Coördinatiebesluit.

Voor enkele teksten moet duidelijk worden aangegeven dat ze slechts gecoördineerd worden voor zover ze betrekking hebben op de douane en accijnzen.

In de hierna voorgestelde tekst is de volzin waaruit het beperkte karakter van de coördinatie voor die teksten blijkt, onderstreept.

"KONINKLIJK BESLUIT HOUDENDE COORDINATIE VAN DE ALGEMENE BEPALINGEN INZAKE DOUANE EN ACCIJNZEN.

... (aanhef zoals in het ontwerp).

Artikel 1. Overeenkomstig de bij dit besluit gevoegde tekst, worden gecoördineerd voor zover ze nog van kracht zijn :

1° de artikelen 1 tot 3, 6, 8 tot 12, 14, 15, 17, 18, 23 tot 38, 40 tot 43, 45 tot 50, 52 tot 55, 63 tot 67, 69, 71 tot 74, 108 tot 121, 124, 125, 127 tot 129, 131 tot 134, 136, 139 tot 141, 143, 147, 150 tot 153, 155, 156, 162, 177, 180 tot 184, 186, 190 tot 203, 206 tot 210, 212 tot 235, 238 tot 250, 267 tot 275, 278 tot 291, 311 tot 325 van de algemene wet van 26 augustus 1822 inzake douane en accijnzen;

.../...

2° de artikelen 1, 3 en 4 van het koninklijk besluit van 2 juli 1824 houdende bepalingen ter verzekering van de rigtige uitvoering van artikel 224 en 225 der algemeene wet van de 26 augustus 1822 over de heffing van de regten van in- uit- en doorvoer, en van de accijsen;

3° de artikelen 1 tot 3 van de wet van 7 juni 1832 waarbij een enige tolkring wordt opgericht;

4° de artikelen 15, 16, 19 tot 26, 28 tot 35 van de wet van 6 april 1843 op de beteugeling van de sluikhandel inzake douane;

5° de artikelen 1 tot 5, 10 tot 25, 28 tot 32, 34 en 35 van de wet van 6 augustus 1849 op de doorvoer;

6° artikel 1 van de wet van 3 maart 1851 die een nieuw artikel in de plaats stelt van artikel 34 van de wet van 6 augustus 1849 op de doorvoer;

7° de artikelen 1 en 2 van de wet van 1 mei 1858 houdende herziening van de wetten op de doorvoer;

8° artikel 5, § 1, van de wet van 20 december 1862 houdende de begroting van 's Lands middelen voor het dienstjaar 1863, in zover die bepaling betrekking heeft op de douane en accijnzen;

9° de artikelen 3 en 10 van het koninklijk besluit van 16 augustus 1865 dat betrekking heeft op de veralgemening van de tarieven en van de bepalingen inzake douane volgend uit handels- en zeevaartverdragen;

.../...

10° de artikelen 3 en 7 van de wet van 17 augustus 1873, betrekkelijk de verjaring in fiscale of tuchtzaken, inzover die bepalingen betrekking hebben op de douane en accijnzen;

11° artikel 4 van de wet van 24 mei 1876 op het regime van suikers;

12° de artikelen 1, 3 en 4 van het koninklijk besluit van 27 mei 1876 dat betrekking heeft op de uitbreiding tot de accijnsgoederen van het invoerregime van de douane-goederen;

13° artikel 3 van de wet van 18 juni 1887 houdende instelling van een inkomrecht op het vee en het vlees;

14° de wet van 20 december 1897 betrekkelijk de beteugeling van de sluikhandel in zake van goederen waarvoor de in-, uit- en doorvoer verboden is;

15° artikel 10 van de wet van 28 december 1904 houdende de begroting van 's Lands middelen voor het dienstjaar 1905;

16° artikel 4 van de wet van 23 december 1907 houdende de begroting van 's Lands middelen voor het dienstjaar 1908 alsmede bepalingen betrekkelijk het toltarief en de teruggave der boeten ten gevolge van veroordelingen, inzover die bepaling betrekking heeft op de douane en accijnzen;

.../...

17° artikel 4 van de wet van 30 december 1910 houdende de begroting van 's Lands middelen voor het dienstjaar 1911 alsmede bepalingen betreffende het patentrecht, het toltarief en de uitvoer der accijnsgoederen met afschrijving der rechten, enz. ...;

18° artikel 1, § 2, van de wet van 28 december 1912 houdende de begroting van 's Lands middelen voor het dienstjaar 1913, alsmede verscheidene bepalingen betreffende de processen-verbaal in fiscale zaken, de alcoholfabricage, de postdienst der lopende rekeningen, checks en overdrachten, het gemeentefonds en het bijzonder fonds, inzover die bepaling betrekking heeft op de douane en accijnzen;

19° de artikelen 5 tot 13 van de wet van 10 juni 1920 betreffende de toepassing van het toltarief;

20° de artikelen 9 tot 11 van de wet van 13 juli 1930 betreffende de douane en accijnzen;

21° de artikelen 27 tot 31, 33 tot 35 van de wet van 10 april 1933 houdende voorlopige wijziging van sommige douanerechten, accijnzen en bijzondere verbruikstaxes en invoering van nieuwe maatregelen om de sluikhandel te beletten;

22° de artikelen 6 tot 20 van het koninklijk besluit nr. 6 van 22 augustus 1934 tot vaststelling van nieuwe maatregelen om sluikerij op het stuk van douane en accijnzen te beteugelen;

.../...

23° artikel 8, eerste lid, van de wet van 27 juni 1937 houdende herziening van de wet van 16 november 1919 betreffende de regeling der luchtvaart;

24° artikel 1 van de wet van 28 juli 1938 tot verzekering van de juiste heffing van belastingen, inzover die bepaling betrekking heeft op de douane en accijnzen;

25° artikel 9, § 3, van de wet van 30 december 1939 betreffende de accijnzen en douanen;

26° artikel 19 van de wet van 10 juni 1947 betreffende accijnzen en douanen;

27° artikel 34 van de wet van 20 augustus 1947 waarbij wijzigingen worden gebracht : a) aan de wetten en besluiten betreffende de inkomstenbelastingen en de nationale crisisbelasting; b) aan de wetten en besluiten betreffende de met de directe belastingen gelijkgestelde speciale taxes, inzover die bepaling betrekking heeft op de douane en accijnzen;

28° de artikelen 5 tot 8 van de wet van 31 december 1947 inzake douanen en accijnzen;

29° de artikelen 1 en 2 van het koninklijk besluit van 5 maart 1951 tot wijziging van de wet van 6 augustus 1849 op de doorvoer

.../...

30° de artikelen 39 tot 41 van de wet van 19 maart 1951 inzake accijnzen;

31° de artikelen 1 en 3 tot 9 van de wet van 30 juni 1951 inzake douanen en accijnzen;

32° de artikelen 1 tot 12 van het koninklijk besluit van 18 februari 1952 betreffende de aangifte en de lossing van goederen ingevoerd langs rivieren en kanalen en uit zee;

33° de artikelen 1 tot 6 van de wet van 30 april 1958 inzake douanen en accijnzen;

34° de artikelen 4 tot 9 van de wet van 7 juni 1967 inzake douanen en accijnzen;

35° de artikelen 52 en 54 en artikel 91, § 7, van de wijzigingsbepalingen die voorkomen in artikel 3 van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek;

36° de artikelen 1 tot 7 en 15 tot 22 van de wet van 16 februari 1970 inzake douanen en accijnzen;

37° de artikelen 1 tot 4 van de wet van 20 februari 1970 inzake douanen en accijnzen;

38° artikel 39 van de wet van 24 juni 1970 tot wijziging van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek en van sommige bepalingen betreffende de bevoegdheid van de hoven en rechtbanken en de burgerlijke rechtspleging;

..../....

39° de artikelen 1 tot 18, 41 tot 44 en 46 van de wet van 22 juni 1976 inzake douane en accijnzen".

*

* *

Artikel 2. Gelet op het door de Raad voorgestelde opschrift kan artikel 2 vervallen.

*

* *

C. Voetnoten en aantekeningen ter verantwoording.

De voetnoten zijn zo ingericht dat ze tweeërlei oogmerk dienen :

a) de lezer in staat stellen de oorspronkelijke tekst van elke gecoördineerde bepaling terug te vinden;

b) duidelijk maken welke wijzigingen door de coördinatie in de oorspronkelijke tekst zijn aangebracht.

Meer dan in enige andere coördinatie zijn de voetnoten hier van groot belang; artikel 262 van de coördinatie bepaalt immers : "De fiscale geldboeten inzake douanen en accijnzen, die zijn vastgesteld door de wetten van vóór 1 april 1926 en na deze datum niet zijn herzien, worden verhoogd met 190 opdecimes".

*

.../...

Wanneer van een artikel geen ambtelijke versie in het Nederlands bestaat, worden de wijzigingen die door de coördinatie in de Franse tekst van dat artikel worden aangebracht, niet in de Nederlandse voetnoot vermeld.

*

De wijzigingen die door de coördinatie worden aangebracht in de oorspronkelijke tekst, behoeven soms verantwoording; aangezien het niet dienstig lijkt die verantwoording in de voetnoten op te nemen, behoort 's Raads advies samen met het coördinatiebesluit te worden bekendgemaakt.

*

De hierna onder elk artikel voorgestelde voetnoten maken de "algemene opmerking" die in het ontwerp op het coördinatiebesluit volgt, overbodig.

*

* *

D. Algemeen onderzoek.

Opmerking bij verscheidene artikelen.

Er moet eenheid zijn :

- in de formulering van de geldboeten;
- in de schikking van de artikelen in beide versies;
- in de onderverdeling binnenin de artikelen :

"§ 1, 1°, a, b, ... § 2, 1°, a, b, ...";

- in de wijze waarop de tussenzinnen worden ingevoegd : tussen streepjes, tussen komma's, of tussen haakjes.

.../...

V. Artikelsgewijs onderzoek van de coördinatie.

Artikel 1.

Voetnoot.

Artikel 1 : wet van 26 augustus 1822, artikel 1, vervangen door de wet van 22 juni 1976, artikel 2.

*

Artikel 2.

Voetnoot.

Artikel 2 : wet van 26 augustus 1822, artikel 2, vervangen door de wet van 22 juni 1976, artikel 2.

*

Artikel 3.

Voetnoot.

Artikel 3 : wet van 26 augustus 1822, artikel 3, vervangen door de wet van 22 juni 1976, artikel 2.

*

.../...

Artikel 4.

Tweede lid.

Het tweede lid van artikel 311 van de Algemene Wet eindigt met de woorden "en zonder het additioneel voor het sijndikaat".

Die bepaling betreffende het "additioneel voor het sijndikaat" moet vervallen, want zij slaat op een instelling die eigen is aan Nederland.

Voetnoot.

Artikel 4 : wet van 26 augustus 1822, artikel 311;

- in het eerste lid zijn de woorden "algemeene administratie der in- en uitgaande regten en accijsen", "dat vak" en "kantoren en wachten voor de in- en uitgaande regten en accijsen" onderscheidenlijk vervangen door de woorden "administratie der douane en accijnzen", "zij" en "kantoren en wachten der douane en accijnzen"; de verwijzing naar artikel 194 is vervangen door een verwijzing naar de artikelen 186 en 209;
- in het tweede lid zijn de woorden "zonder opcente en zonder het additioneel voor het sijndikaat" vervangen door de woorden "zonder opdecimes".

*

.../...

Artikel 5.

Voetnoot.

Artikel 5 : wet van 26 augustus 1822, vijfde lid, vervangen door de wet van 30 april 1958, artikel 5.

*

Artikel 6.

Voetnoot.

Artikel 6 : wet van 26 augustus 1822, artikel 6, vervangen door de wet van 30 april 1958, artikel 6.

*

Artikelen 7 en 8 van het ontwerp;
artikel 7 van de voorgestelde tekst.

Deze twee artikelen van het ontwerp kunnen worden samengevoegd tot één, in paragrafen onderverdeeld artikel, zodat de plaats van artikel 8 van het ontwerp vrijkomt :

§ 1, artikel 7 (van het ontwerp)
§ 2, artikel 8 (van het ontwerp).

Voetnoot.

Artikel 7 : § 1, wet van 26 augustus 1822, artikel 314.
§ 2, wet van 26 augustus 1822, artikel 315.

*

.../...

Artikel 8.

Voorgestelde tekst :

"Alle wetsbepalingen betreffende de in-, uit- en doorvoer van de goederen te water en te land zijn toepasselijk op de in-, uit- en doorvoer over de luchtweg. Bijzondere reglementsvoorschriften betreffende het luchtverkeer kunnen door de Koning vastgesteld worden".

Dit artikel zou onder nummer 8 komen, nu de artikelen 7 en 8 van het ontwerp samengevoegd zijn.

Voetnoot.

Artikel 8 : wet van 27 juni 1937, artikel 8, eerste lid; de woorden "al de van kracht zijnde wetsbepalingen" en "bij koninklijk besluit uitgevaardigd" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "alle wetsbepalingen" en "door de Koning vastgesteld".

*

Artikel 9.

Voetnoot.

Artikel 9 : wet van 30 juni 1951, artikel 4.

*

.../...

Artikel 10.

Voetnoot.

Artikel 10 : wet van 20 februari 1970, artikel 1.

*

Artikel 11.

Voetnoot.

Artikel 11 : wet van 20 februari 1970, artikel 2; de verwijzing naar artikel 1 is vervangen door een verwijzing naar artikel 10.

*

Artikel 12.

Voorgesteld wordt het woord "Regering" te vervangen door het woord "Koning".

Voetnoot.

Artikel 12 : wet van 24 mei 1876, artikel 4, § 1.

*

Artikel 13.

Voetnoot.

Artikel 13 : wet van 19 maart 1951, artikel 39.

*

Artikel 14.

"Schatkist" moet met of zonder hoofdletter maar in het hele ontwerp op dezelfde wijze worden geschreven.

Voetnoot.

Artikel 14 : wet van 26 augustus 1822, artikel 319.

*

Artikel 15.

In zijn advies L. 12.559/2, betreffende het ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 30 juni 1976 tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 juli 1847 houdende algemeen reglement op de dienst van de douane-entrepots, heeft de Raad van State voor artikel 361 van dat koninklijk besluit een tekst voorgesteld waarin de woorden "werklieden, dragers en sjouwers" en de woorden "die altijd het recht heeft hen te ontzetten" zijn vervangen door de woorden "werklieden" en "deze kan de erkenning te allen tijde intrekken".

Het weglaten van de woorden "dragers en sjouwers" is verantwoord, onder meer gelet op de wetgeving inzake arbeidsovereenkomst; dragers en sjouwers zijn immers werklieden.

.../...

Met het behoud van het werkwoord "révoquer" (ontzetten) volgt het ontwerp getrouw de terminologie van de wet van 6 april 1843; indien het ontwerp, zoals voorgesteld is, ter bekrachtiging aan de wetgever wordt voorgelegd, lijkt de dubbelzinnigheid te kunnen worden ondervangen. Wat de bevoegde directeurs kunnen doen is inderdaad niet eenzijdig een einde maken aan de arbeidsovereenkomst, maar wel de erkenning van de werklieden intrekken.

De tekst zou alsdan eindigen met de woorden : "moeten door de directeurs erkend zijn; deze kunnen de erkenning te allen tijde intrekken".

Voetnoot.

Artikel 15 : wet van 6 april 1843, artikel 33.

*

Artikel 16.

In de oorspronkelijke tekst staan na "déballage" de woorden "et de plombs"; de vergoedingen voor het loden zijn inderdaad afgeschaft door de wet van 10 december 1862 houdende de begroting van 's Lands middelen voor het dienstjaar 1863.

.../...

Voetnoot.

Artikel 16 : wet van 6 april 1843, artikel 32, impliciet gewijzigd bij de wet van 20 december 1862, artikel 5, eerste lid.

*

Artikel 17.

Voetnoot.

Artikel 17 : wet van 30 juni 1951, artikel 1.

*

Artikel 18.

Voetnoot.

Artikel 18 : wet van 7 juli 1967, artikel 5, gewijzigd bij de wet van 16 februari 1970, artikel 19, en bij de wet van 22 juni 1976, artikel 42.

*

Artikel 19.

Voetnoot.

Artikel 19 : wet van 20 februari 1970, artikel 4.

*

.../...

Artikel 20.

Voetnoot.

Artikel 20 : wet van 30 april 1958, artikel 3.

*

Artikel 21.

Voetnoot.

Artikel 21 : wet van 30 juni 1951, artikel 3.

*

Artikel 22.

Voetnoot.

Artikel 22 : wet van 30 april 1958, artikel 2.

*

Artikel 23.

a) In de oude Franse tekst was, zoals in de Nederlandse, het meervoud gebruikt : "Aucunes marchandises ne pourront être exportées"; dit moet worden hersteld.

b) In de Franse tekst kunnen de woorden "permis ou" vervallen.

.../...

Voetnoot.

Artikel 23 : wet van 26 augustus 1822, artikel 6, gewijzigd bij de wet van 22 juni 1976, artikel 3; het woord "anders" is geschrapt.

*

Artikel 24.

In het derde lid van de Franse tekst moet worden gelezen "et jours fériés légaux", zoals onder meer in artikel 185 van het ontwerp staat.

Voetnoot.

Artikel 24 : wet van 26 augustus 1822, artikel 8, gewijzigd bij de wet van 16 februari 1970, artikelen 2 en 4; het woord "opzeilen" is vervangen door de woorden "verder varen"; de woorden "ten langste" zijn als overbodig geschrapt.

*

Artikel 25.

Voetnoot.

Artikel 25 : wet van 26 augustus 1822, artikel 9, gewijzigd bij de wet van 22 juni 1976, artikel 3.

*

.../...

Artikel 26.

Voetnoot.

Artikel 26 : wet van 26 augustus 1822, artikel 10, vervangen door de wet van 16 februari 1970, artikel 3.

*

Artikel 27.

Voetnoot.

Artikel 27 : wet van 26 augustus 1822, artikel 11; de woorden "derzelve" en "opzeiling" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "van die generale verklaring" en "opvaring".

*

Artikel 28.

Voetnoot.

Artikel 28 : wet van 26 augustus 1822, artikel 12, gewijzigd bij de wet van 16 februari 1970, artikel 4; de woorden "overgifte", en "dien onverminderd" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "afgifte", en "tevens".

*

.../...

Artikel 29.

Voetnoot.

Artikel 29 : wet van 26 augustus 1822, artikel 14, gewijzigd bij de wet van 16 februari 1970, artikel 22; de woorden "directeur in de directie", "op volgbrieven, in zoo verre op de voet van het hoofdstuk VI" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "gewestelijke directeur der douane en accijnzen" en "met een document onder de voorwaarden bepaald in hoofdstuk VII".

*

Artikel 30.

De oude Franse tekst bestaat uit twee alinea's, waarvan de tweede begint met de woorden "Les plombs ou scellés ne seront pas apposés". De tekst zou duidelijker zijn met die indeling.

Voetnoot.

Artikel 30 : wet van 26 augustus 1822, artikel 15; het woord "koopmanschappen" is vervangen door "koopwaren". De woorden "gelood" en "looden of" zijn geschrapt.

*

.../...

Artikel 31.

Zoals uit de voetnoot blijkt treedt het ontwerp hier buiten het kader van de coördinatie.

Dat in de Franse tekst de woorden "ou commandant" zijn weggelaten is hierdoor verantwoord dat de wet van 16 februari 1970 in haar bepalingen die de wet van 26 augustus 1822 wijzigen, alleen het woord "capitaine" gebruikt en in verscheidene artikelen van de algemene wet de vermelding van de "second" achterwege heeft gelaten.

Voorgesteld wordt de woorden "en verplicht is de rivier of het vaarwater op te zeilen" te schrappen.

Voetnoot.

Artikel 31 : wet van 26 augustus 1822, artikel 17; de woorden "en verplicht is de rivier of het vaarwater op te zeilen" zijn gechrapt, en het woord "dezelve" is vervangen door "hij".

Artikel 32.

In de huidige tekst staat : "al datgene verrichten, hetwelk hierboven, ten aanzien der generale verklaring, is bepaald"; door weglating van het woord "hierboven" wordt de draagwijdte van het voorschrift niet verruimd.

.../...

Voetnoot.

Artikel 32 : wet van 26 augustus 1822, artikel 18, gewijzigd bij de wet van 16 februari 1970, artikel 4; de woorden "in dat geval" zijn vervangen door de woorden "in het bij artikel 31 bedoelde geval". Het woord "hierboven" is geschrapt.

*

Artikel 33.

a) In de Franse versie moet het oorspronkelijke "bâtiment de mer" behouden worden.

b) In het eerste lid moeten de woorden "zon- en wettige feestdagen" worden vervangen door "zondagen en wettelijke feestdagen".

c) De huidige tekst bevat een verwijzing die luidt : "als in het hoofdstuk XIII en verder in deze wet is voorgeschreven"; de verwijzing kan niet nader worden gepreciseerd; vooral in hoofdstuk XV is de aangelegenheid geregeld, maar de omstandige opgave kan aanleiding geven tot toepassing van andere hoofdstukken.

d) In het tweede lid vervange men de woorden "directeur in de directie waaronder hij behoort" door de woorden "gewestelijke directeur der douane en accijnzen (van het gebied)" zoals in artikel 29 van het ontwerp (voor het begrip "gebied", zie het Wetboek van de inkomstenbelastingen, artikel 26).

.../...

e) In het derde lid wordt met "administratie" bedoeld "hoofdbestuur".

f) In het Nederlands is de indeling van de oorspronkelijke tekst behouden. De Franse tekst bestond slechts uit twee alinea's, waarvan de tweede begint met "On pourra ...". Acht men het verkieslijk dat tweede lid te splitsen, dan lette men erop dat beide versies op dezelfde wijze worden ingedeeld.

Voetnoot.

Artikel 33 : wet van 26 augustus 1822, artikel 23, gewijzigd bij de wet van 22 juni 1976, artikel 4 :

- in het eerste lid zijn de woorden "zon- en wettige feestdagen" en "als in het hoofdstuk XIII" onderscheidenlijk vervangen door de woorden "zondagen en wettelijke feestdagen" en "als in hoofdstuk XV";

- in het tweede lid zijn de woorden "voorgeschrevene" en "directeur in de directie waaronder hij behoort" onderscheidenlijk vervangen door de woorden "voormelde", en "gewestelijke directeur der douane en accijnzen onder wie hij ressorteert";

- in het derde lid zijn de woorden "ingeval van twijfeling" en "der administratie", onderscheidenlijk vervangen door de woorden "in geval van twijfel" en

.../...

"van het hoofdbestuur"; de woorden "En zal in steden, alwaar een directeur is" en "denzelven" zijn onderscheidenlijk vervangen door "In steden waar een directeur is, zal" en "hem".

*

Artikel 34.

Voetnoot.

Artikel 34 : wet van 26 augustus 1822, artikel 4, gewijzigd bij de wet van 22 juni 1976, artikel 4; de woorden "schepen van de grote visserij of haringvangst", "dezer landen" en "tot" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "vissersschepen", "uit België" en "voor". Het woord "geschiktelijk" is als overbodig geschrapt.

*

Artikel 35.

Voetnoot.

Artikel 35 : koninklijk besluit van 18 februari 1952, artikel 4; de woorden "artikel 127 van de algemene wet van 26 augustus 1822" en "artikel 8 van die wet" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "artikel 146" en "artikel 24".

*

.../...

Artikel 36.

Voetnoot.

Artikel 36 : § 1 : koninklijk besluit van 18 februari 1952, artikel 5, § 1; in het tweede lid is het woord "koopmanschappen" vervangen door het woord "koopwaren";

§ 2 : koninklijk besluit van 18 februari 1952, artikel 5, § 2, eerste lid; de woorden "overeenkomstig artikel 2" zijn geschrapt;

§ 3 : koninklijk besluit van 18 februari 1952, artikel 2; het lidwoord "een" is vervangen door "de";

§ 4 : koninklijk besluit van 18 februari 1952, artikel 5, § 2, tweede lid; de woorden "in hoofdstuk III bepaald" zijn vervangen door de woorden "bepaald in de artikelen 38 tot 43".

*

Artikel 37.

Voetnoot.

Artikel 37 : koninklijk besluit van 18 februari 1952, artikel 6.

*

.../...

Artikel 38.

Voetnoot.

Artikel 38 : koninklijk besluit van 18 februari 1952, artikel 7.

*

Artikel 39.

Voetnoot.

Artikel 39 : koninklijk besluit van 18 februari 1952, artikel 8.

*

Artikel 40.

Voetnoot.

Artikel 40 : koninklijk besluit van 18 februari 1952, artikel 9; in het derde lid is het woord "douane-loodjes" vervangen door het woord "douanezegels".

*

Artikel 41.

Voetnoot.

Artikel 41 : koninklijk besluit van 18 februari 1952, artikel 10, vervangen door de wet van 16 februari 1970,

.../...

artikel 16; in het tweede lid zijn de woorden "artikel 117 van de algemene wet van 26 augustus 1822 over de heffing der rechten van in-, uit- en doorvoer en van de accijnzen" vervangen door de woorden "artikel 94".

*

Artikel 42.

Voetnoot.

Artikel 42 : koninklijk besluit van 18 februari 1952, artikel 11.

*

Artikel 43.

Men schrijve "tweede lid" ter wille van de eenvormigheid van de interne verwijzingen.

Voetnoot.

Artikel 43 : koninklijk besluit van 18 februari 1952, artikel 12; de woorden "hoofdstuk XIII van de algemene wet van 26 augustus 1822" en "artikel 10, tweede lid, van dit besluit" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "hoofdstuk XV" en "artikel 41, tweede lid".

*

.../...

Artikel 44.

Voetnoot.

Artikel 44 : wet van 26 augustus 1822, artikel 25, gewijzigd bij de wet van 16 februari 1970, artikel 4; de woorden "binnen valt" zijn vervangen door het woord "komt".

*

Artikel 45.

Voorgesteld wordt, vooraan in het artikel te schrijven "... met de schepen bedoeld in artikel 44".

Voetnoot.

Artikel 45 : wet van 26 augustus 1822, artikel 26; in het eerste lid zijn de woorden "met deze schepen" vervangen door de woorden "met de schepen bedoeld in artikel 44"; in het tweede lid is het woord "zeilen" vervangen door het woord "varen".

*

Artikel 46.

Voetnoot.

Artikel 46 : wet van 26 augustus 1822, artikel 27; de woorden "om het onderworpene der goederen aan accijnzen" zijn vervangen door de woorden "omdat het accijnsgoederen betreft".

*

Artikel 47.

Voetnoot.

Artikel 47 : wet van 26 augustus 1822, artikel 28.

*

Artikel 48.

Voorgesteld wordt de vermelding van "de eerste ambtenaar ter plaatse" te vervangen door "het plaatselijk hoofd der douane"; deze term is niet nieuw : hij komt voor in de wet van 10 juni 1920, in het koninklijk besluit nr. 6 van 22 augustus 1934, artikel 9, § 3 (in het coördinatieontwerp overgenomen in artikel 130, § 3) en onder meer ook nog in de artikelen 7, 9 en 11 van het ministerieel besluit van 19 oktober 1971 betreffende de douane-expediteurs (plaatselijk hoofd van de douane).

Voetnoot.

Artikel 48 : wet van 26 augustus 1822, artikel 29; de woorden "de eerste ambtenaar ter plaatse" zijn vervangen door de woorden "het plaatselijk hoofd der douane".

*

.../...

Artikel 49.

Voetnoot.

Artikel 49 : wet van 26 augustus 1822, artikel 30; de woorden "doen kennis bekomen" en "En" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "kennis geven" en "Er".

*

Artikel 50.

Voetnoot.

Artikel 50 : wet van 26 augustus 1822, artikel 31; de woorden "het voorgaande artikel" zijn vervangen door de woorden "artikel 49".

*

Artikel 51.

Voetnoot.

Artikel 51 : wet van 26 augustus 1822, artikel 32.

*

.../...

Artikel 52.

Voetnoot.

Artikel 52 : wet van 26 augustus 1822, artikel 33; het woord "transito-paspoorten" is vervangen door het woord "transito-documenten".

*

Artikel 53.

Voorgesteld wordt het woord "bovengemelde" te vervangen door de woorden "in artikel 52 bedoelde".

Voetnoot.

Artikel 53 : wet van 26 augustus 1822, artikel 34, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 augustus 1865, artikel 10; de woorden "bovengemelde" en "tenzij in dit Rijk afgeladen geweest" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "in artikel 52 bedoelde" en "tenzij ze uit het Rijk uitgevoerd werden".

*

Artikel 54.

De huidige Franse tekst bestaat uit twee alinea's; de tweede begint met de woorden "Quant aux ...". Duidelijkheidshalve behoude men die indeling en splitse men ook de Nederlandse tekst.

.../...

Voetnoot.

Artikel 54 : wet van 26 augustus 1822, artikel 35; de woorden "getransieerd hebbende" zijn vervangen door de woorden "in doorvoer".

*

Artikel 55.

Voetnoot.

Artikel 55 : wet van 26 augustus 1822, artikel 36; het woord "Nederlandse" is vervangen door "nationale".

*

Artikel 56.

Voetnoot.

Artikel 56 : wet van 26 augustus 1822, artikel 37, gewijzigd bij de wet van 22 juni 1976, artikel 3; het woord "gemeen" is vervangen door "algemeen".

*

Artikel 57.

Voetnoot.

Artikel 57 : wet van 26 augustus 1822, artikel 38, gewijzigd bij de wet van 22 juni 1976, artikel 3; de

.../...

woorden "tot", "van", "expresselijk", "daargesteld", "verder door te stellen", "hoedanige" en "hiertoe" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "voor", "op", "speciaal", "opgericht", "nog op te richten", "deze" en "zullen".

*

Artikel 58.

Voetnoot.

Artikel 58 : wet van 26 augustus 1822, artikel 40, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 augustus 1865, artikel 10, en bij het koninklijk besluit van 27 mei 1876, artikel 1; de woorden "hoofdstuk XIII", "kwantiteit", "kwaliteit", "zullende", "volgbrieven" en "volgbrief" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "hoofdstuk XV", "hoeveelheid", "soort", "zullen", "documenten" en "document".

*

Artikel 59.

Voetnoot.

Artikel 59 : koninklijk besluit van 18 februari 1952, artikel 1; de woorden "artikel 40 van de algemene wet van 26 augustus 1822 over de heffing der rechten van in-, uit- en doorvoer, van de accijnzen alsmede van het

.../...

tonnegeld der zeeschepen" en "hoofdstuk III van dit besluit" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "artikel 58" en "hoofdstuk V".

*

Artikel 60.

Voetnoot.

Artikel 60 : koninklijk besluit van 18 februari 1952, artikel 2.

*

Artikel 61.

Het ontwerp laat de woorden "van dit besluit" aan het slot van de huidige tekst weg; het koninklijk besluit bevat geen enkele strafbepaling, zodat die weglating geen gevolgen heeft.

Voetnoot.

Artikel 61 : koninklijk besluit van 18 februari 1952, artikel 3; de woorden "van dit besluit" zijn geschrapt.

*

.../...

Artikel 62.

Voetnoot.

Artikel 62 : wet van 26 augustus 1822, artikel 41, stilzwijgend gewijzigd bij de wet van 6 april 1843, artikel 32; het woord "plombering" is geschrapt.

*

Artikel 63.

Voetnoot.

Artikel 63 : wet van 26 augustus 1822, artikel 42, gewijzigd bij de wet van 22 juni 1976, artikel 3.

*

Artikel 64.

Voetnoot.

Artikel 64 : wet van 26 augustus 1822, artikel 43; de woorden "inkomende paspoorten" en "paspoorten" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "invoerdocumenten" en "documenten"; de woorden "in stede van volgbrieven" en "evenals" de volgbrieven" zijn geschrapt.

*

.../...

Artikel 65.

Voetnoot.

Artikel 65 : wet van 26 augustus 1822, artikel 45; de woorden "artikel 43", "transito-paspoorten", "hoofdstuk X" en "transito-paspoort" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "artikel 64", "transito-documenten", "hoofdstuk XIII" en "transito-document".

*

Artikel 66.

Voetnoot.

Artikel 66 : wet van 26 augustus 1822, artikel 46; de woorden "volgbrieven", "geval artikel 43 gemeld", "paspoorten" en "staat te" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "documenten", "geval van artikel 64", "invoerdocumenten" en "moet".

*

Artikel 67.

Voetnoot.

Artikel 67 : wet van 26 augustus 1822, artikel 47, stilzwijgend gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 augustus 1865, artikel 10; de woorden "volg-

.../...

brieven", "paspoorten", "specie", en "het volgende artikel" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "documenten", "invoerdocumenten", "soort" en "artikel 68".

*

Artikel 68.

Voetnoot.

Artikel 68 : wet van 26 augustus 1822, artikel 48; de woorden "volgbrieven", "transito-paspoorten", "gemeen" en "als de gunst van entrepot zal genieten" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "documenten", "transitodocumenten", "algemeen" en "waar een entrepot bestaat".

*

Artikel 69.

Voetnoot.

Artikel 69 : wet van 26 augustus 1822, artikel 49; de woorden "volgbrieven" en "in het geval, artikel 92 omschreven" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "documenten" en "in het geval van opslag in fictief entrepot".

*

.../...

Artikel 70.

Voetnoot.

Artikel 70 : wet van 26 augustus 1822, artikel 50; de woorden "volgbrieven" en "de volgbrief" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "documenten" en "het document".

*

Artikel 71.

Voetnoot.

Artikel 71 : wet van 26 augustus 1822, artikel 52, gewijzigd bij de wet van 16 februari 1970, artikel 22, en bij de wet van 22 juni 1976, artikel 3; de woorden "buiten 's lands" en "voorschreven" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "het buitenland" en "vorenbedoeld".

*

Artikel 72.

De woorden "de eerste ambtenaar ter plaatse" behoren te worden vervangen door de woorden "het plaatselijk hoofd der douane" (zie zelfde voorstel voor artikel 48).

.../...

Voetnoot.

Artikel 72 : wet van 26 augustus 1822, artikel 53, gewijzigd bij de wet van 22 juni 1976, artikel 4; de woorden "permissie van de eerste ambtenaar ter plaatse" zijn vervangen door de woorden "toelating van het plaatselijk hoofd der douane".

*

Artikel 73.

Voetnoot.

Artikel 73 : wet van 26 augustus 1822, artikel 54, vervangen door de wet van 16 februari 1970, artikel 5; de woorden "artikel 8" zijn vervangen door de woorden "artikel 24".

*

Artikel 74.

Voetnoot.

Artikel 74 : wet van 26 augustus 1822, artikel 55, vervangen door de wet van 16 februari 1970, artikel 5.

*

.../...

Artikel 75.

Voetnoot.

Artikel 75 : wet van 26 augustus 1822, artikel 63, vervangen door de wet van 22 juni 1976, artikel 6.

*

Artikel 76.

Niet naar "het tweede lid van laatstgemeld artikel" moet worden verwezen, maar naar "artikel 57, tweede lid".

Voetnoot.

Artikel 76 : wet van 26 augustus 1822, artikel 64; de woorden "artikel 53 dezer wet", "artikel 38" en "het tweede lid van laatstgemeld artikel" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "artikel 72", "artikel 57" en "artikel 57, tweede lid".

*

Artikel 77.

Voetnoot.

Artikel 77 : wet van 26 augustus 1822, artikel 65; de woorden "tegen","buiten 's lands" en "renversaal" zijn

.../...

onderscheidenlijk vervangen door de woorden "met", "het buitenland" en "ontvangbewijs".

*

Artikel 78.

Voetnoot.

Artikel 78 : wet van 26 augustus 1822, artikel 66; de woorden "artikel 37 dezer wet" zijn vervangen door de woorden "artikel 56".

*

Artikel 79.

Voetnoot.

Artikel 79 : wet van 26 augustus 1822, artikel 67; de woorden "in de route" zijn vervangen door de woorden "op de weg".

*

Artikel 80.

Voetnoot.

Artikel 80 : wet van 26 augustus 1822, artikel 69.

*

.../...

Artikel 81.

Voetnoot.

Artikel 81 : wet van 26 augustus 1822, artikel 71; de woorden "het konsent", "verleend", "hetzelve", "artikel 281", "plombs of zegels" en "uitgaande rechten" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "de aangifte", "afgegeven", "die aangifte", "artikel 298", "zegels" en "uitvoerrechten".

*

Artikel 82.

Voetnoot.

Artikel 82 : wet van 26 augustus 1822, artikel 72; de woorden "het konsent tot uitvoer" zijn vervangen door de woorden "de aangifte ten uitvoer".

*

Artikel 83.

Voetnoot.

Artikel 83 : wet van 26 augustus 1822, artikel 73.

*

.../...

Artikel 84.

Men leze "in artikel 83" in plaats van "in het voorgaande artikel".

Voetnoot.

Artikel 84 : wet van 26 augustus 1882, artikel 74; de woorden "het voorgaande artikel", "singuliere" en "ontlossing" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "artikel 83", "bijzondere" en "lossing".

*

Artikel 85.

In de Franse tekst vervange men de woorden "les magasins du gouvernement ou de l'administration" door "les magasins de l'Etat".

Voetnoot.

Artikel 85 : wet van 26 augustus 1822, artikel 108; de woorden "gebracht", "koopmanschappen" en "mocht kunnen" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "vervuld", "koopwaren" en "kon".

*

.../...

Artikel 86.

De woorden "zon- en wettige feestdagen" kunnen worden vervangen door "zondagen en wettelijke feestdagen".

Voetnoot.

Artikel 86 : wet van 26 augustus 1822, artikel 109; de woorden "zon- en wettige feestdagen" zijn vervangen door de woorden "zondagen en wettelijke feestdagen".

*

Artikel 87.

De huidige tekst is in twee alinea's ingedeeld, maar niet op dezelfde wijze in het Frans en in het Nederlands. Een indeling in alinea's, maar dan gelijk in beide versies, kan de tekst alleen maar duidelijker maken. Het tweede lid zou moeten beginnen met "In beide gevallen ...".

Voetnoot.

Artikel 87 : wet van 26 augustus 1822, artikel 110.

*

.../...

Artikel 88.

a) Met "de president der rechtbank" wordt in dit artikel bedoeld de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg; dat kan beter zo worden gezegd, daar er in ieder gerechtelijk arrondissement meer dan een rechtbank met een voorzitter is.

b) Luidens artikel 1026 van het Gerechtelijk Wetboek moet het verzoekschrift vermelden : "5° de handtekening van de advocaat van de partij, tenzij de wet anders bepaalt"; in het onderhavige geval wordt het verzoekschrift ondertekend door de directeur; dat zou in de wet moeten worden gezegd, om de nietigheid te ontgaan.

c) Het woord "nieuwspapieren" zou moeten worden vervangen door het woord "nieuwsbladen", dat onder meer in artikel 1265 van het Gerechtelijk Wetboek is gebruikt.

d) "Door Ons te bepalen" betekent in de algemene wet "door de Koning"; het zou beter met de economie van deze bepaling stroken die taak aan de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg op te dragen.

Voetnoot.

Artikel 88 : wet van 26 augustus 1822, artikel 111; de woorden "autorisatie", "president der rechtbank", "op

.../...

eenvoudig rekwest en summier onderzoek", "in de daartoe door Ons te bepalen nieuwspapieren" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "machtiging", "voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg", "op verzoekschrift, ondertekend door de directeur, en na summier onderzoek", en "in de nieuwsbladen aangewezen door de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg".

*

Artikel 89.

Voetnoot.

Artikel 89 : wet van 26 augustus 1822, artikel 112.

*

Artikel 90.

Voetnoot.

Artikel 90 : wet van 26 augustus 1822, artikel 113.

*

Artikel 91.

Voetnoot.

Artikel 91 : wet van 26 augustus 1822, artikel 114; het woord "definitievelijk" is vervangen door het woord "definitief".

*

.../...

Artikel 92.

Voetnoot.

Artikel 92 : wet van 26 augustus 1822, artikel 115; de woorden "autorisatie", "artikel 111" en "definitievelijk" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "machtiging", "artikel 88" en "definitief".

*

Artikel 93.

a) In de Franse tekst moeten de woorden "magasin du gouvernement ou de l'administration" worden vervangen zoals in artikel 85.

b) De woorden "de hoogste ambtenaar ter plaatse" moeten worden vervangen zoals reeds eerder is gezegd.

Voetnoot.

Artikel 93 : wet van 26 augustus 1822, artikel 116; de woorden "voorzeide" en "de hoogste ambtenaar ter plaatse" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "voormelde" en "het plaatselijk hoofd der douane".

*

.../...

Artikel 94.

Voetnoot.

Artikel 94 : wet van 26 augustus 1822, artikel 117; de woorden "mocht verkiezen", "buiten 's lands", "en anderszins worden" en "artikel 113" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "wenst", "het buitenland", "zo niet worden ze" en "als in artikel 90".

*

Artikel 95.

Voetnoot.

Artikel 95 : wet van 6 augustus 1849, artikel 1.

*

Artikel 96.

Voetnoot.

Artikel 96 : wet van 6 augustus 1849, artikel 2.

*

Artikel 97.

In § 3 van de Franse tekst vervange men de woorden "de la Hollande" door de woorden "des Pays-Bas".

.../...

Voetnoot.

Artikel 97 : wet van 6 augustus 1849, artikel 3.

*

Artikel 98.

Voetnoot.

Artikel 98 : wet van 6 augustus 1849, artikel 4.

*

Artikel 99.

Voetnoot.

Artikel 99 : wet van 1 mei 1858, artikel 1, § 1.

*

Artikel 100.

Voetnoot.

Artikel 100 : wet van 6 augustus 1849, artikel 5, § 2.

*

Artikel 101.

a) De wijziging in de onderverdeling van artikel 97 brengt aanpassing mee van de verwijzingen in § 1 (artikel 97,

.../...

§ 2, 1°) en in § 4 (artikel 97, § 2, 2°) van dit artikel.

b) In § 3 kunnen de woorden "het Bestuur der Spoorwegen" worden vervangen door "de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen".

Voetnoot.

Artikel 101 : wet van 6 augustus 1849, artikel 10.

*

Artikel 102.

Voetnoot.

Artikel 102 : wet van 6 augustus 1849, artikel 11.

*

Artikel 103.

Ter wille van de eenvormigheid leze men : "le chef local de la douane" ("het plaatselijk hoofd der douane").

Voetnoot.

Artikel 103 : wet van 6 augustus 1849, artikel 12.

*

Artikel 104.

Voetnoot.

Artikel 104 : wet van 6 augustus 1849, artikel 13.

*

Artikel 105.

Voetnoot.

Artikel 105 : wet van 6 augustus 1849, artikel 14, vervangen door het koninklijk besluit van 5 maart 1951, artikel 1.

*

Artikel 106.

Voetnoot.

Artikel 106 : wet van 6 augustus 1849, artikel 15, vervangen door het koninklijk besluit van 5 maart 1951, artikel 1.

*

Artikel 107.

Voetnoot.

Artikel 107 : wet van 6 augustus 1849, artikel 16, vervangen door het koninklijk besluit van 5 maart 1951, artikel 1.

*

Artikel 108.

Voetnoot.

Artikel 108 : wet van 6 augustus 1849, artikel 17, vervangen door het koninklijk besluit van 5 maart 1951, artikel 1; de woorden "agenten der douanen of der accijnzen" zijn vervangen door het woord "ambtenaren".

*

Artikel 109.

Voetnoot.

Artikel 109 : wet van 6 augustus 1849, artikel 18, vervangen door het koninklijk besluit van 5 maart 1951, artikel 1.

*

Artikel 110.

Voetnoot.

Artikel 110 : wet van 6 augustus 1849, artikel 19, vervangen door het koninklijk besluit van 5 maart 1951, artikel 1.

*

.../...

Artikel 111.

Het artikel zou duidelijker zijn indien het in paragrafen werd ingedeeld; de tweede kan beginnen met "De Minister van Financiën".

Voetnoot.

Artikel 111 : wet van 6 augustus 1849, artikel 20, vervangen door het koninklijk besluit van 5 maart 1951, artikel 1; de woorden "artikel 15" zijn vervangen door de woorden "artikel 106".

*

Artikel 112.

a) Het opschrift van de wet van 4 maart 1846 moet luiden zoals het gesteld is in artikel 19 van de wet van 22 juni 1976 : "Wet betreffende de douane-entrepots".

b) De huidige Franse tekst begint met de woorden "Sans préjudice de ce qui est établi au n° 1, littera b, de l'article 6"; dat artikel 6 is opgeheven bij de wet van 1 mei 1858; de verwijzing in artikel 21 van de wet van 4 maart 1846 is terecht vervallen.

Voetnoot.

Artikel 112 : wet van 6 augustus 1849, artikel 21.

*

.../...

Artikel 113.

Artikel 22 van de wet van 6 augustus 1849 is impliciet gewijzigd door artikel 5 van de wet van 20 december 1862 dat een einde heeft gemaakt aan de "rétributions légales perçues par les fonctionnaires et employés à titre de frais de vérification, de jaugeage, de pesage, de mesurage, de convoyage, d'opposition de plombs, scellés ou cachets (...) et, enfin, tous frais quelconques tombant à la charge des contribuables, du chef d'opérations effectuées par lesdits agents dans l'exercice de leurs fonctions".

Alleen blijven over de woorden "plus la nourriture, le feu et la lumière pendant l'aller et le retour".

Voetnoot.

Artikel 113 : § 1. - wet van 6 augustus 1849, artikel 22, § 1.

§ 2. - wet van 6 augustus 1849, artikel 22, § 2.

§ 3. - wet van 6 augustus 1849, artikel 23, impliciet gewijzigd bij de wet van 20 december 1862, artikel 5.

*

.../...

Artikel 114.

In de Franse tekst moet na de verwijzing naar artikel 108, 2°, het meervoud "donnent" staan.

Voetnoot.

Artikel 114 : wet van 6 augustus 1849, artikel 24, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 5 maart 1951, artikel 2.

*

Artikel 115.

Voetnoot.

Artikel 115 : wet van 6 augustus 1849, artikel 25.

*

Artikel 116.

Voetnoot.

Artikel 116 : wet van 30 juni 1951, artikel 8; de woorden "Artikelen 24 en 25 van de wet van 6 augustus 1849 op de doorvoer" zijn vervangen door de woorden "De artikelen 114 en 115".

*

.../...

Artikel 117.

a) De woorden "Les employés de l'administration des chemins de fer de l'Etat" moeten worden vervangen door "Les agents de la Société nationale des chemins de fer belges" ("De beambten van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen").

b) Gelet op de terminologie van het Strafwetboek kan het woord "contraventions" gevoeglijk worden vervangen door "infractions" ("misdrijven").

Voetnoot.

Artikel 117 : wet van 6 augustus 1849, artikel 28.

*

Artikel 118.

Voetnoot.

Artikel 118 : wet van 6 augustus 1849, artikel 29.

*

Artikel 119.

Voetnoot.

Artikel 119 : wet van 13 juli 1930, artikel 11; de woorden "inkomen uit" en "stukken" zijn onderscheiden-

.../...

lijk vervangen door de woorden "inkomen in" en "documenten".

*

Artikel 120.

Voetnoot.

Artikel 120 : wet van 6 augustus 1849, artikel 30.

*

Artikel 121.

De woorden "De Regering mag" vervange men door "De Koning kan".

Voetnoot.

Artikel 121 : wet van 1 mei 1858, artikel 1, § 3.

*

Artikel 122.

Voorgesteld wordt te schrijven "De Minister ... kan" in plaats van "De Minister ... mag".

Voetnoot.

Artikel 122 : wet van 6 augustus 1849, artikel 31.

*

Artikel 123.

Voetnoot.

Artikel 123 : wet van 6 augustus 1849, artikel 32.

*

Artikel 124.

De wet van 4 maart 1846 moet met haar nieuwe opschrift worden vermeld. Men schrijve dus : "Alle bepalingen van de wet van 4 maart 1846 betreffende de douane-entrepots en van dit hoofdstuk ...".

Voetnoot.

Artikel 124 : wet van 1 mei 1858, artikel 2.

*

Artikel 125.

De woorden "De Regering" vervange men door "De Koning".

Voetnoot.

Artikel 125 : wet van 6 augustus 1849, artikel 34, vervangen door de wet van 3 maart 1851, enig artikel.

*

Artikel 126.

Voetnoot.

Artikel 126 : wet van 6 augustus 1849, artikel 35.

*

Artikel 127.

Ter wille van de eenvormigheid in de interne verwijzingen, vervange men in het tweede lid de woorden "vorenstaand lid" door de woorden "het eerste lid".

Voetnoot.

Artikel 127 : koninklijk besluit nr. 6 van 22 augustus 1934, artikel 6; de woorden "grensexpediteur" en "vorenstaand lid" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "douane-expediteur" en "het eerste lid".

*

Artikel 128.

Voetnoot.

Artikel 128 : koninklijk besluit nr. 6 van 22 augustus 1934, artikel 7; de woorden "het bestuur der douanen en accijnzen", "grensexpediteur" en "het bestuur" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "de administratie der douane en accijnzen", "douane-expediteur" en "de administratie".

*

Artikel 129.

Voetnoot.

Artikel 129 : koninklijk besluit nr. 6 van 22 augustus 1934, artikel 8; de woorden "artikel 7" zijn vervangen door de woorden "artikel 128".

*

Artikel 130.

Voetnoot.

Artikel 130 : koninklijk besluit nr. 6 van 22 augustus 1934, artikel 9; het woord "grensexpediteur" is vervangen door het woord "douane-expediteur".

*

Artikel 131.

In het tweede lid vervange men de oorspronkelijke woorden "Alle overtreding" niet door "Alle overtredingen" maar door "Elke overtreding".

Voetnoot.

Artikel 131 : koninklijk besluit nr. 6 van 22 augustus 1934, artikel 10; de woorden "grensexpediteur", "alle" en "artikel 9" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "douane-expediteur", "elke" en "artikel 130".

*

Artikel 132.

Voetnoot.

Artikel 132 : koninklijk besluit nr. 6 van 22 augustus 1934, artikel 11; het woord "grensexpediteur" is vervangen door "douane-inspecteur".

*

Artikel 133.

Voetnoot.

Artikel 133 : koninklijk besluit nr. 6 van 22 augustus 1934, artikel 12; de woorden "grensexpediteur" en "artikel 11" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "douane-expediteur" en "artikel 132".

*

Artikel 134.

Voetnoot.

Artikel 134 : koninklijk besluit nr. 6 van 22 augustus 1934, artikel 13; het woord "grensexpediteur" is vervangen door "douane-expediteur".

*

Artikel 135.

De term "deurwaardersexploot" moet overeenkomstig artikel 48, § 4, van de wet van 5 juli 1963 worden vervangen door "gerechtsdeurwaardersexploot".

Voetnoot.

Artikel 135 : koninklijk besluit nr. 6 van 22 augustus 1934, artikel 14, gewijzigd bij de wet van 5 juli 1963, artikel 48, § 4; de woorden "grensexpediteur" en "deurwaardersexploot" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "douane-expediteur" en "gerechtsdeurwaardersexploot".

*

Artikel 136.

Voetnoot.

Artikel 136 : wet van 26 augustus 1822, artikel 119, vervangen door het koninklijk besluit nr. 6 van 22 augustus 1934, artikel 20; de woorden "grensexpediteurs" en "onder de artikelen 2101 en 2102 van het Burgerlijk Wetboek en 191 van het Wetboek van koophandel" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "douane-expediteur" en "in de artikelen 19 en 20 van de wet van 16 december 1851 tot herziening van de rechtsregeling der hypotheken en in artikel 23 van boek II van het Wetboek van koophandel".

*

.../...

Artikel 137.

Men leze "van het eerste lid".

Voetnoot.

Artikel 137 : koninklijk besluit nr. 6 van 22 augustus 1934, artikel 19; de woorden "dit besluit" en "vorenstaand lid" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "de artikelen 127 tot 136, 188, 189 en 209" en "het eerste lid".

*

Artikel 138.

Voetnoot.

Artikel 138 : wet van 26 augustus 1822, artikel 118, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 27 mei 1876, artikel 1, en bij de wet van 22 juni 1976, artikel 3; het woord "dezelve" is vervangen door de woorden "de goederen".

*

Artikel 139.

Voetnoot.

Artikel 139 : wet van 26 augustus 1822, artikel 120, gewijzigd bij de wet van 16 februari 1970, artikel 6,

en bij de wet van 22 juni 1976, artikel 7; de woorden "dezelve", "zoo veel de", "derzelver", "waarheen", "hetzelve", "evenwel" en "van" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "ze", "zo het", "hun", "waarvoor", "dat kantoor", "zowel" en "voor". Het woord "Eindelijk" is geschrapt.

*

Artikel 140.

Voetnoot.

Artikel 140 : koninklijk besluit van 16 augustus 1865, artikel 3.

*

Artikel 141.

Voetnoot.

Artikel 141 : wet van 19 maart 1951, artikel 40; de woorden "artikel 41" zijn vervangen door de woorden "artikel 300".

*

Artikel 142.

Voetnoot.

Artikel 142 : wet van 26 augustus 1822, artikel 121;

.../...

de woorden "evenals van" zijn vervangen door de woorden "zoals voor".

*

Artikel 143.

Voetnoot.

Artikel 143, § 1 : wet van 26 augustus 1822, artikel 124, gewijzigd bij de wet van 17 augustus 1873, artikel 3, en bij het koninklijk besluit van 27 mei 1876, artikel 4;

§ 2 : wet van 17 augustus 1873, artikel 3, eerste volzin;

§ 3 : wet van 17 augustus 1873, artikel 3, tweede volzin;

§ 4 : wet van 17 augustus 1873, artikel 7.

*

Artikel 144.

Voetnoot.

Artikel 144 : wet van 26 augustus 1822, artikel 125, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 27 mei 1876, artikel 4.

*

.../...

Artikel 145.

Voetnoot.

Artikel 145 : wet van 31 december 1947, artikel 5, §§ 1 tot 4.

*

Artikel 146.

Voetnoot.

Artikel 146 : wet van 26 augustus 1822, artikel 127; de woorden "worden afgegeven volgbrieven, paspoorten, konsenten tot lossing of lading of anderszins, naar mate het geval is," en de woorden "En zal naar gelegenheid der zaak" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "documenten worden afgegeven" en "Naar gelegenheid der zaak zal".

*

Artikel 147.

De woorden "de eerste ambtenaar ter plaatse" moeten worden vervangen door "het plaatselijk hoofd der douane".

.../...

Voetnoot.

Artikel 147 : wet van 26 augustus 1822, artikel 128; de woorden "De konsenten tot lossing of paspoorten", "zullende de aangever" en "de eerste ambtenaar ter plaatse" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "De documenten", "de aangever zal", en "het plaatselijk hoofd der douane".

*

Artikel 148.

a) In de huidige tekst is sprake van postkoeriers.

Volgens Van Dale's Groot Woordenboek der Nederlandse Taal, 10e druk, 1976, is een "koerier" een "bode belast met het overbrengen van depêches of mondelinge berichten, inzonderheid zulke van staats- of krijgsbelang" of een "persoon die de materiële details van iemands reis regelt".

De woorden "met postkoeriers" kunnen gevoeglijk worden vervangen door de woorden "door de diensten van de Regie der Posterijen".

b) Voor "de eerste ambtenaar ter plaatse", zie hiervoren.

Voetnoot.

Artikel 148 : wet van 26 augustus 1822, artikel 129; de woorden "paspoorten, konsenten of andere dokumenten",

.../...

"met post-kouriers" en "op expres konsent van de eerste ambtenaar ter plaatse" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "documenten", "door de diensten van de Regie der Posterijen", en "met uitdrukkelijke toestemming van het plaatselijk hoofd der douane".

*

Artikel 149.

In § 2 zou de verwijzing naar "het volgend artikel" moeten worden vervangen door een verwijzing naar artikel 150.

Voetnoot.

Artikel 149 : wet van 26 augustus 1822, artikel 131; de woorden "dezelve" en "het volgend artikel" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "ze" en "artikel 150".

*

Artikel 150.

a) Voor "de opperste ambtenaar ter plaatse" zie hiervoren.

b) De woorden "het hoofd van het plaatselijk bestuur" vervange men door de woorden "de burgemeester".

.../...

Voetnoot.

Artikel 150 : wet van 26 augustus 1822, artikel 132; de woorden "de opperste ambtenaar, ter plaatse", "het hoofd van het plaatselijk bestuur" en "zullende de reden van oponthoud" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "het plaatselijk hoofd der douane van de plaats", "de burgemeester" en "de reden van oponthoud zal".

*

Artikel 151.

De oorspronkelijke Nederlandse tekst bestaat uit twee alinea's en niet uit twee paragrafen.

De indeling in paragrafen kan behouden blijven maar ter wille van de duidelijkheid kan § 2 in twee alinea's worden gesplitst, waarvan de tweede begint met de woorden : "zo de lading of lossing wordt aangevangen".

Voetnoot.

Artikel 151 : wet van 26 augustus 1822, artikel 133; de woorden "gekommitteerd", "staande" en "kunnende de administratie" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "aangewezen", "tijdens" en "de administratie kan".

*

.../...

Artikel 152.

Voor de woorden "de eerste ambtenaar ter plaatse", zie hiervoren.

Voetnoot.

Artikel 152 : wet van 26 augustus 1822, artikel 134; de woorden "permissie van de eerste ambtenaar ter plaatse" zijn vervangen door de woorden "toelating van het plaatselijk hoofd der douane".

*

Artikel 153.

Voetnoot.

Artikel 153 : wet van 26 augustus 1822, artikel 136, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 27 mei 1876, artikel 4; de woorden "staan te" zijn als overbodig geschrapt.

*

Artikel 154.

Voetnoot.

Artikel 154 : wet van 26 augustus 1822, artikel 139; de woorden "transito-paspoorten" en "dezelve" zijn

.../...

onderscheidenlijk vervangen door de woorden "transito-documenten" en "ze".

*

Artikel 155.

De woorden "zo ook" kunnen vervallen.

Voetnoot.

Artikel 155 : wet van 26 augustus 1822, artikel 140; de woorden "zo ook zullen de inkomende paspoorten en konventen tot lossing" en "volgbrieven", alsmede van transito- en binnenlandse paspoorten en gelei-biljetten" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "De inkomende documenten zullen", en "transito-documenten en documenten".

*

Artikel 156.

De woorden "de eerste ambtenaar ten naastbij gelegen kantore" kunnen worden vervangen door de woorden "het plaatselijk hoofd der douane".

Voetnoot.

Artikel 156 : wet van 26 augustus 1822, artikel 141; de woorden "konvent" en "de eerste ambtenaar ten naast-

.../...

bij gelegen kantore" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "toestemming" en "het plaatselijk hoofd der douane".

*

Artikel 157.

Voetnoot.

Artikel 157 : wet van 26 augustus 1822, artikel 143, vervangen door de wet van 16 februari 1970, artikel 7; de woorden "artikelen 118 en 120" zijn vervangen door de woorden "artikelen 138 en 139".

*

Artikel 158.

Voetnoot.

Artikel 158 : wet van 26 augustus 1822, artikel 147; het woord "expresselijk" is vervangen door het woord "uitdrukkelijk".

*

Artikel 159.

Men schrijve "160 tot 162" in plaats van "160 t/m 162".

.../...

Voetnoot.

Artikel 159 : koninklijk besluit van 27 mei 1876, artikel 3, tweede volzin.

*

Artikel 160.

Voetnoot.

Artikel 160 : wet van 26 augustus 1822, artikel 150.

*

Artikel 161.

a) De woorden "de directeur der directie in welke" zouden kunnen worden vervangen door "de gewestelijke directeur der douane en accijnzen in wiens gebied".

b) De woorden "het gemeentebestuur der plaats" zouden kunnen worden vervangen door "de burgemeester van de gemeente".

Voetnoot.

Artikel 161 : wet van 26 augustus 1822, artikel 151; de woorden "de directeur der directie in welke" en

.../...

"het gemeentebestuur der plaats" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "de gewestelijke directeur der douane en accijnzen in wiens gebied" en "de burgemeester van de gemeente".

*

Artikel 162.

Voetnoot.

Artikel 162 : wet van 26 augustus 1822, artikel 152.

*

Artikel 163.

Voetnoot.

Artikel 163 : wet van 26 augustus 1822, artikel 153; de woorden "harentwege", "plomberen" en "behalve in de gevallen, bij het volgende artikel omschreven" zijn geschrapt; het woord "wakers" is vervangen door "bewakers".

*

Artikel 164.

Voetnoot.

Artikel 164 : wet van 30 juni 1951, artikel 6.

*

.../...

Artikel 165.

Voetnoot.

Artikel 165 : wet van 16 augustus 1822, artikel 155; de woorden "plombs of" zijn geschrapt; de woorden "emballagiën" en "die geene verdenking van fraude kunnen aan de hand geven" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "verpakkingen" en "die tot geen verdenking van fraude aanleiding kunnen geven".

*

Artikel 166.

Voetnoot.

Artikel 166 : wet van 26 augustus 1822, artikel 156; de woorden "Het ongeschondene der plombs of zegels, of het aanwezen van wakers", "specie" "als wordende het alsdan daarvoor gehouden" en "soustractie of kollusie" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "De ongeschonden staat der zegels, of de aanwezigheid van bewakers", "soort", "alsdan wordt aangenomen" en "onttrekking of samenheuling".

*

Artikel 167.

Voetnoot.

Artikel 167 : wet van 7 juni 1832, artikel 1, vervangen door de wet van 22 juni 1976, artikel 17.

*

Artikel 168.

De myriameter is geen wettelijke maat meer (zie de wet van 16 juni 1970, artikel 3; koninklijk besluit van 14 september 1970, bijgevoegde tabel, hoofdstuk I, 1, en hoofdstuk II, 1); terecht wordt nu in het ontwerp gezegd "10 kilometer".

Het woord "aangestelden" vervange men door "ambtenaren".

Voetnoot.

Artikel 168 : wet van 7 juni 1832, artikel 2.

*

Artikel 169.

Wat de myriameter betreft, zie de opmerking bij artikel 168.

Voetnoot.

Artikel 169 : wet van 7 juni 1832, artikel 6.

*

.../...

Artikel 170.

Voetnoot.

Artikel 170 : wet van 26 augustus 1822, artikel 170, vervangen door de wet van 22 juni 1976, artikel 9.

*

Artikel 171.

Voetnoot.

Artikel 171 : wet van 26 augustus 1822, artikel 177, vervangen door de wet van 22 juni 1976, artikel 10.

*

Artikel 172.

Voetnoot.

Artikel 172 : wet van 26 augustus 1822, artikel 180, vervangen door de wet van 22 juni 1976, artikel 11.

*

Artikel 173.

De woorden "een lid van het gemeentebestuur of publiek persoon door de voorzitter van hetzelve aan te wijzen" zouden moeten worden vervangen door "een ambtenaar van het gemeentebestuur of een overheidsambte-

.../...

naar, daartoe aangesteld door de burgemeester".

Voetnoot.

Artikel 173 : wet van 26 augustus 1822, artikel 181, gewijzigd bij de wet van 22 juni 1976, artikelen 5, 12 en 46; de woorden "het aanwezen", "nederlagen", "een lid van het gemeentebestuur of publiek persoon, door te voorzitter van hetzelve te komitteren, ten perikule der ambtenaren", "mindere bedienden", "superieuren", "autorisatie", "superieuren", "vescatie" en "zijnde de ambtenaren" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "de aanwezigheid", "opslagplaatsen", "een ambtenaar van het gemeentebestuur of een overheidsambtenaar, daartoe aangesteld door de burgemeester, op risico van de ambtenaren", "lagere ambtenaren", "meerderen", "machtiging", "hogere ambtenaar", "plagerij" en "de ambtenaren zijn".

*

Artikel 174.

Voetnoot.

Artikel 174 : wet van 26 augustus 1822, artikel 182, vervangen door de wet van 22 juni 1976, artikel 13; de woorden "artikel 181", "autorisatie" en "artikel 177" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "artikel 173", "machtiging" en "artikel 171".

*

Artikel 175.

De oorspronkelijke tekst luidt : "Par extension des dispositions de l'article 182 et par modification de l'article 200 de la loi générale (...) en indépendamment du droit de saisie conféré par l'article 25 de la présente loi; les employés de l'administration".

Is deze redactie weinig sierlijk en welluidend, toch kan er naar aanleiding van een coördinatie bezwaarlijk van afgeweken worden.

Voetnoot.

Artikel 175 : wet van 6 april 1843, artikel 15, gewijzigd bij de wet van 22 juni 1976, artikel 18.

*

Artikel 176.

Voetnoot.

Artikel 176 : wet van 26 augustus 1822, artikel 183; de woorden "beide voorgaande artikelen", "achtervolgd", "artikel 182" en "voorschrevene" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "artikelen 173 tot 175", "gevolgd", "artikel 174" en "bedoelde".

*

Artikel 177.

a) Ter wille van de eenvormigheid in de terminologie leze men : "De Koning kan in de tolkring de maatregelen voorschrijven welke Hij ...".

b) Voorgesteld wordt in de Franse tekst de woorden "dans le rayon réservé à la douane" te vervangen door de woorden "dans le rayon des douanes", overeenkomstig de terminologie gebruikt in de artikelen 17 en 18 van de wet van 22 juni 1976.

Voetnoot.

Artikel 177 : wet van 18 juni 1887, artikel 3.

*

Artikel 178.

In de Franse tekst zou moeten worden gelezen : "celles qui sont mentionnées".

Voetnoot.

Artikel 178 : wet van 26 augustus 1822, artikel 184, gewijzigd bij de wet van 22 juni 1976, artikel 14; de woorden "de artikelen 177, 181 en 182" en "bepaald

.../...

het volgende" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "de artikelen 171, 173 en 174" en "het bepaalde in artikel 179 van toepassing".

*

Artikel 179.

Voetnoot.

Artikel 179 : wet van 26 augustus 1822, artikel 186, vervangen door de wet van 22 juni 1976, artikel 15.

*

Artikel 180.

a) Ter wille van de eenvormigheid in de terminologie leze men "de Koning" in plaats van "de Regering".

b) De woorden "de voorbehouden tolkring zoals deze thans is omlijnd krachtens artikel 1 der wet van 7 juni 1832" zouden kunnen worden vervangen door de woorden "de tolkring bepaald in artikel 167".

Voetnoot.

Artikel 180 : wet van 10 april 1933, artikel 35; de woorden "zij", "de Regering", "de voorbehouden tolkring zoals deze thans is omlijnd krachtens artikel 1 der wet van 7 juni 1832" en "de voorbehouden kring" zijn onder-

.../...

scheidenlijk vervangen door de woorden "hij", "de Koning", "de tolkring bepaald in artikel 167" en "de tolkring".

*

Artikel 181.

Er dient te worden gelezen : "de gewestelijke directeur der douane en accijnzen van het gebied".

Voetnoot.

Artikel 181 : wet van 22 augustus 1822, artikel 312, gewijzigd bij de wet van 22 juni 1976, artikelen 4 en 5; de woorden "sluikerijen", "zal niemand vermogen", "autorisatie" en "de directeur in de directie", zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "sluikerij", "mag niemand", "machtiging" en "de gewestelijke directeur der douane en accijnzen van het gebied".

*

Artikel 182.

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, zouden met de woorden "zeilende schepen" worden bedoeld zeilschepen die aan het varen zijn; in tegenstelling met artikel 190 van het ontwerp zou deze bepaling alleen slaan op zeilschepen.

.../...

Voetnoot.

Artikel 182 : wet van 26 augustus 1822, artikel 190, gewijzigd bij de wet van 22 juni 1976, artikel 16; het woord "mede" is vervangen door "tevens".

*

Artikel 183.

De huidige tekst luidt : "Onder de bij het voorgaande artikel bedoelde rijtuigen zijn mede begrepen die der postkouriers, doch de brievenmalen of pakketten zijn vrij van visitatie, mits door de postdirectie gesloten of verzegeld".

a) De woorden "die der post-kouriers" zouden kunnen worden vervangen door "de voertuigen gebruikt door de Regie der Posterijen".

b) De woorden "mits door de postdirectie gesloten of verzegeld" zouden moeten worden vervangen door "mits zij door toedoen van de Regie der Posterijen gesloten of verzegeld zijn".

Voetnoot.

Artikel 183 : wet van 26 augustus 1822, artikel 191; de woorden "die der post-kouriers" en "mits door de postdirectie gesloten of verzegeld" zijn onderschei-

denlijk vervangen door de woorden "de voertuigen gebruikt door de Regie der Posterijen" en "mits zij door toedoen van de Regie der Posterijen gesloten of verzegeld zijn".

*

Artikel 184.

Voorgesteld wordt te lezen : "de gewestelijke directeur der douane en accijnzen in wiens gebied".

Voetnoot.

Artikel 184 : wet van 26 augustus 1822, artikel 192; de woorden "gekommitteerde", "pene", "de directeur in wiens directie", "transiërende" en "berekenen" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "aangewezen", "straf", "de gewestelijke directeur der douane en accijnzen in wiens gebied", "doorvoergoederen" en "aanrekenen". De woorden "geplombeerde of" en "plombs of" zijn geschrapt.

*

Artikel 185.

Voetnoot.

Artikel 185 : wet van 26 augustus 1822, artikel 193; de woorden "artikelen 181 en 182" en "zon- en feest-

.../...

dagen" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "de artikelen 173 en 174" en "zondagen en wettelijke feestdagen".

*

Artikel 186.

De huidige tekst begint met de woorden : "Met de ambtenaren of gekommissioneerden der in- en uitgaande regten en accijsen kunnen alle andere 's rijks bedienden, de maréchaussées, de ambtenaren der politie en die bij de stedelijke of plaatselijke belastingen, de 's rijks of plaatselijke bosch- en veldwachters ...".

Benevens de problemen inzake overeenstemming, die meer de vorm dan de grond betreffen, is er het vraagstuk van de ambtenaren bij de stedelijke of plaatselijke belastingen.

Het oorspronkelijke artikel 84, 1°, van de gemeentewet gelastte de gemeenteraad nog met de benoeming van de "employés de tout grade des taxes municipales". Die bepaling is opgeheven bij artikel 16 van de wet van 30 december 1887 die de provinciewet en de gemeentewet gewijzigd heeft.

Bij de bespreking in de Kamer heeft volksvertegenwoordiger Buls verklaard : "En effet, le 1° de cet article est devenue aujourd'hui inutile attendu que les

.../...

employés de tous grades, des taxes municipales n'existent plus. On faisait allusion, à l'époque où la loi a été votée, aux employés des octrois" (Pasinomie 1887, blz. 598).

Derhalve wordt voorgesteld de tekst als volgt te redigeren :

"Met de ambtenaren of aangestelden der in- en uitgaande rechten en accijnzen kunnen alle ambtenaren en beambten van de openbare besturen, inzonderheid die van de gemeentebesturen, de leden van de Rijkswacht (term uit de wet van 2 december 1957 op de Rijkswacht, artikel 15), de leden van de gemeentelijke politie ...".

Voetnoot.

Artikel 186 : wet van 26 augustus 1822, artikel 194, gewijzigd bij de wet van 5 juli 1963, artikel 48, § 4; de woorden "gekommissioneerden", "'s Rijks bedienden, de maréchaussées, de ambtenaren der politie en die bij de stedelijke of plaatselijke belastingen", "tot" en "het bewijs hunner publieke kwaliteit" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "aangestelden", "ambtenaren en beambten van de openbare besturen, inzonderheid die van de gemeentebesturen, de leden van de Rijkswacht, de leden van de gemeentelijke politie", "aan" en "hun aanstellingsbewijs".

*

.../...

Artikel 187.

Voetnoot.

Artikel 187 : wet van 20 december 1897, artikel 4, § 2.

*

Artikel 188.

Voetnoot.

Artikel 188 : koninklijk besluit nr. 6 van 22 augustus 1934, artikel 15; de woorden "artikelen 200 en 201 der algemene wet van 26 augustus 1822" zijn vervangen door de woorden "artikelen 197 en 198".

*

Artikel 189.

Voetnoot.

Artikel 189 : koninklijk besluit nr. 6 van 22 augustus 1934, artikel 17.

*

Artikel 190.

a) Krachtens artikel 195, eerste lid, van de huidige tekst zijn de ambtenaren bevoegd om "de bevelvoerders der schepen te doen zeil minderen of bijdraaien".

"Zeil minderen" is duidelijk; "bijdraaien" is "de zeilen zo brassen dat het schip niet meer vooruitgaat". Artikel 195 van de wet van 26 augustus 1822 lijkt de ambtenaren der douane te machtigen om de schepen te doen vertragen of stoppen.

Derhalve wordt voorgesteld te lezen : "te doen vertragen of stoppen".

b) In de Franse tekst is het woord "commandants" behouden, terwijl in artikel 31 die term weggelaten is en alleen "capitaines" is behouden.

Voetnoot :

Artikel 190 : wet van 26 augustus 1822, artikel 195, gewijzigd bij de wet van 22 juni 1976, artikel 5; de woorden "mede", "zeil minderen of bijdraaien", "mochten bestaan", "voorschreven", "al", en "wetboek op het strafrecht" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "ook", "vertragen of stoppen", "pogen", "voormeld", "elk" en "strafwetboek"; de woorden "en op de boven Maas, tusschen Mook en Berg" zijn geschrapt.

*

Artikel 191.

De in dit artikel overgenomen bepaling heeft tot doel de rechter te wijzen op omstandigheden die hem in staat moeten stellen te oordelen over de ernst van het misdrijf.

.../...

Voetnoot.

Artikel 191 : wet van 6 april 1843, artikel 16.

*

Artikel 192.

Voetnoot.

Artikel 192 : wet van 10 april 1933, artikel 34.

*

Artikel 193.

Voetnoot.

Artikel 193 : wet van 26 augustus 1822, artikel 196, gewijzigd bij de wet van 22 juni 1976, artikel 12; de woorden "tot welker bezit of gebruik de admissie of kennisdraging van de administratie der accijsen vereischt wordt" en "de ophef van de accijs" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "waarvan het bezit of gebruik onderworpen is aan een aangifte bij of een aanvaarding van de administratie der accijnzen" en "een accijns".

*

Artikel 194.

Ter wille van de eenvormigheid in de interne verwijzingen zou de verwijzing naar "het voorgaande artikel" kunnen worden vervangen door een verwijzing naar artikel 193.

Voetnoot.

Artikel 194 : wet van 26 augustus 1822, artikel 197; de woorden "het voorgaande artikel", "wordende", "bij welke", "beginnen en aflopen", "in welke" en "als" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "artikel 193", "wordt", "waarvoor", "het begin en het einde", "waarvoor" en "zoals"; het woord "azijnmakerijen" is geschrapt.

*

Artikel 195.

De woorden "van een lid van het plaatselijk bestuur of van een publiek persoon, welke daartoe door de voorzitter van het plaatselijk bestuur zal worden gekommitteerd" moeten worden vervangen zoals in artikel 173.

Voetnoot.

Artikel 195 : wet van 26 augustus 1822, artikel 198, gewijzigd bij de wet van 22 juni 1976, artikel 12; de woorden "vermogen te" en "van een lid van het plaatselijk bestuur of van een publiek persoon, welke daartoe door de voorzitter van het plaatselijk bestuur zal worden gekommitteerd" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "mogen" en "van een ambtenaar van het gemeentebestuur of een overheidsambtenaar, daartoe aangesteld door de burgemeester".

*

.../...

Artikel 196.

Voetnoot.

Artikel 196 : wet van 26 augustus 1822, artikel 199; het woord "in" is vervangen door het woord "aanwezig".

*

Artikel 197.

In artikel 197 staan de woorden "zijn deurwaarder", doelend op de deurwaarder van het vredegerecht.

Bij het onderzoek van het ontwerp dat de wet van 10 juli 1967 (Nederlandse tekst en aanpassing van de Franse tekst van het Wetboek van strafvordering) is geworden, heeft de afdeling wetgeving van de Raad van State de gelegenheid gehad om te adviseren over het behoud van zodanige vermelding.

Artikel 141 van de "Code d'instruction criminelle" luidde immers oorspronkelijk als volgt : "Dans les communes dans lesquelles il n'a a qu'un juge de paix, il connaîtra seul des affaires attribuées à son tribunal. Les greffiers et les huissiers de la justice de paix feront le service pour les affaires de police".

.../...

Artikel 1, 84°, van de wet van 10 juli 1967 heeft de woorden "et les huissiers" in artikel 141 van de "Code d'instruction criminelle" geschrapt (1). Die schrapping is verantwoord in het advies L. 9062/2 van de Raad van State :

"Sedert de wet van 5 juli 1963 tot regeling van het statuut der gerechtsdeurwaarders, worden deze benoemd bij een koninklijk besluit dat bepaalt "in welk rechterlijk arrondissement de gerechtsdeurwaarder zijn ambt zal uitoefenen" (artikelen 5 en 8 van de wet).

De toelichting bij het wetsvoorstel betreffende het ambt van gerechtelijk officier (Gedr. St. Kamer van Volksvertegenwoordigers, zitting 1958-1959, nr. 203-1), die wordt vermeld in het wetsvoorstel betreffende het ambt van gerechtsdeurwaarder (Gedr. St., Kamer van Volksvertegenwoordigers, buit. zitt. 1961, nr. 73-1), dat aan de basis ligt van de wet van 5 juli 1963, zegt duidelijk : "Daar zij niet meer aan een hof, een rechtbank of een vredegerecht verbonden zijn voor de dienst van hun terechtzittingen, zullen de deurwaarders voortaan niet meer de titel voeren van deurwaarder bij een bepaalde rechtbank, een bepaald vredegerecht of een bepaald hof van beroep".

Die redenering geldt ook voor het onderhavige artikel; de vrederechter heeft geen eigen gerechtsdeurwaarder meer; de desbetreffende vermelding moet vervallen.

.../...

---

(1) De wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek heeft dat artikel 141 opgeheven in haar artikel 2, artikel 32.

Voetnoot.

Artikel 197 : wet van 26 augustus 1822, artikel 200, gewijzigd bij artikel 3, artikel 91, § 7, van de wet van 10 oktober 1967, en bij de wet van 22 juni 1976, artikelen 5 en 12; de woorden "artikel 182", "en op autorisatie" en "welke ambtenaar" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "artikel 174", "met machtiging" en "die ambtenaar"; het woord "deurwaarder" is geschrapt.

*

Artikel 198.

Voetnoot.

Artikel 198 : wet van 26 augustus 1822, artikel 201, gewijzigd bij de wet van 28 december 1904, artikel 10, en bij artikel 3, artikel 91, § 7, van de wet van 10 oktober 1967; de woorden "voorschrevene", "plaatselijk bestuur" ten perikule der" en "autorisatie" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "voormelde", "gemeentebestuur", "op risico van de" en "machtiging".

*

Artikel 199.

Voetnoot.

Artikel 199 : wet van 26 augustus 1822, artikel 202.

*

Artikel 200.

Voetnoot.

Artikel 200 : wet van 26 augustus 1822, artikel 203, gewijzigd bij de wet van 22 juni 1976, artikel 4; de woorden "artikel 196" en "verbeurte" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "in artikel 193" en "straffe".

*

Artikel 201.

Voetnoot.

Artikel 201 : wet van 7 juni 1967, artikel 6.

*

Artikel 202.

Voetnoot.

Artikel 202 : wet van 7 juni 1967, artikel 7; de woorden "grensexpediteur", "artikel 208 van de algemene wet van 26 augustus 1822 over de heffing der rechten van in-, uit- en doorvoer en van de accijnzen" en "artikel 14 van het koninklijk besluit nr. 6 van 22 augustus 1934 tot vaststelling van nieuwe maatregelen om de sluikerij op het stuk van douanen en accijnzen te beteugelen, bekrachtigd door de wet van 4 mei 1936" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "douane-expediteur", "artikel 228" en "artikel 135".

*

Artikel 203.

Voetnoot.

Artikel 203 : wet van 7 juni 1967, artikel 8.

*

Artikel 204.

Voetnoot.

Artikel 204 : wet van 30 april 1958, artikel 1, §§ 1 tot 6.

*

Artikel 205.

Voetnoot.

Artikel 205 : wet van 22 juni 1976, artikel 44.

*

Artikel 206.

Voetnoot.

Artikel 206 : wet van 30 juni 1951, artikel 5.

*

.../...

Artikel 207.

Voetnoot.

Artikel 207 : wet van 13 juli 1930, artikel 9; de woorden "het beheer" zijn vervangen door de woorden "de administratie".

*

Artikel 208.

Voetnoot.

Artikel 208 : wet van 13 juli 1930, artikel 10; de woorden "artikelen 290 en 291 der wet van 26 augustus 1822" zijn vervangen door de woorden "artikelen 313 en 314".

*

Artikel 209.

Het Hoog Comité van toezicht omvat thans een administratieve dienst en een dienst enquêtes (koninklijk besluit van 29 juli 1970 houdende organiek reglement van het Hoog Comité van toezicht, artikel 35).

De wet van 26 april 1962 tot verlening der bevoegdheden van de gerechtelijke politie aan sommige personeelsleden van het Hoog Comité van toezicht (Belgisch Staatsblad, 6 januari 1963), gewijzigd bij de wet van 8 juli 1969 (Belgisch Staatsblad, 30 juli 1969) heeft aan de personeelsleden van de dienst enquêtes de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings en van de krijgsauditeur verleend.

.../...

Voetnoot.

Artikel 209 : koninklijk besluit nr. 6 van 22 augustus 1934, artikel 18; de woorden "Het toezichtspersoneel van het Hoog Comité van toezicht heeft" en "het bestuur" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "De personeelsleden van de dienst enquêtes van het Hoog Comité van toezicht hebben" en "de administratie".

*

Artikel 210.

In § 2, tweede lid, moet worden gelezen : "in § 1, derde lid".

Voetnoot.

Artikel 210 : wet van 28 juli 1938, artikel 1, vervangen door de wet van 20 augustus 1947, artikel 34.

*

Artikel 211.

Voetnoot.

Artikel 211 : wet van 10 juni 1920, artikel 5; de woorden "toldienst" en "het beheer" zijn onderscheidenlijk vervangen door "douane" en "de administratie".

*

.../...

Artikel 212.

Voetnoot.

Artikel 212 : wet van 10 juni 1920, artikel 6; de woorden "Hij beloopt geen straf" zijn vervangen door de woorden "Hij loopt geen straf op".

Artikel 213.

Voetnoot.

Artikel 213 : wet van 10 juni 1920, artikel 7; de woorden "artikel 5" en "artikel 8" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "artikel 211" en "artikel 214".

*

Artikel 214.

a) in § 1, eerste lid, vervange men de woorden "de Regering" door "de Koning";

b) § 2, tweede lid, is niet in overeenstemming met hetgeen artikel 73 van het Gerechtelijk Wetboek bepaalt : "Er is in ieder gerechtelijk arrondissement een arrondissementsrechtbank, een rechtbank van eerste aanleg, een arbeidsrechtbank en een rechtbank van koophandel".

De tweede volzin van § 2, tweede lid, moet vervallen.

.../...

c) in § 5 moet worden gelezen : "de Koning".

Voetnoot.

Artikel 214 : wet van 10 juni 1920, artikel 8, gewijzigd bij artikel 3, artikel 54 van de wet van 10 oktober 1967;

- in § 1 zijn de woorden "de Regering" vervangen door de woorden "de Koning";
- in § 2, tweede lid zijn de woorden "In de arrondissementen waar geen rechtbank van koophandel bestaat, wordt het verzoek gericht tot de voorzitter der rechtbank van eerste aanleg, die een rechter van zijn standplaats aanwijst" geschrapt;
- in § 5 zijn de woorden "Een koninklijk besluit" vervangen door de woorden "De Koning".

*

Artikel 215.

Voetnoot.

Artikel 215 : wet van 10 juni 1920, artikel 9; de woorden "artikel 12", "artikel 244 der algemene wet van 26 augustus 1822" en "artikel 5" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "artikel 218", "artikel 278" en "artikel 211".

*

.../...

Artikel 216.

Voetnoot.

Artikel 216 : wet van 10 juni 1920, artikel 10.

*

Artikel 217.

In § 2 vervange men de woorden "de Regering" door "de Koning".

Voetnoot.

Artikel 217 : wet van 10 juni 1920, artikel 11, de woorden "onder artikelen 6 en 9", "gewichtigheid", "algemene bestuurder", "provinciale bestuurder", "verhaal", "betwiste zaken" en "de Regering" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "in de artikelen 212 en 215", "ernst", "directeur-generaal", "gewestelijke directeur", "beroep", "geschillen" en "de Koning"; de woorden "hoofd van de dienst der betwiste zaken" zijn geschrapt.

*

Artikel 218.

Voetnoot.

Artikel 218 : wet van 10 juni 1920, artikel 12; het woord "tolontvanger" is vervangen door de woorden "ontvanger der douane"; het woord "slechts" is geschrapt.

*

Artikel 219.

De woorden "het verhaal bedoeld in de slotbepaling van § 1 van artikel 217" zouden kunnen worden vervangen door de woorden "het beroep bij de Raad voor geschillen, bedoeld in artikel 217, § 1".

Voetnoot.

Artikel 219 : wet van 10 juni 1920, artikel 13; de woorden "provinciale bestuurder", "het verhaal bedoeld in de slotbepaling van § 1 van artikel 11" en "de toldienst" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "gewestelijk directeur", "het beroep bij de Raad voor geschillen, bedoeld in artikel 227, § 1" en "de douane".

*

Artikel 220.

Het derde lid van artikel 19 van de wet van 6 april 1843 bepaalde : "En cas de récidive, le condamné pourra de plus être placé par l'arrêt ou le jugement sous la surveillance spéciale de la police pendant deux ans au moins et cinq ans au plus, conformément à la loi du 31 décembre 1836" (Bulletin officiel, n° 651); deze bepaling is opgeheven door de wet van 9 april 1930 tot bescherming van de maatschappij tegen de abnormalen en de gewoontemisdadigers, gewijzigd bij de wet van 1 juli 1964; artikel 31 van de tekst van 1930 is in de tekst van 1964 artikel 32 geworden.

.../...

Voetnoot.

Artikel 220 : § 1. Wet van 6 april 1843, artikel 19, eerste lid.

§ 2. Wet van 6 april 1843, artikel 19, tweede lid.

*

Artikel 221.

In de oorspronkelijke tekst stonden de woorden "de douanes ou d'accises" in het meervoud.

Voetnoot.

Artikel 221 : wet van 6 april 1843, artikel 22.

*

Artikel 222.

Voetnoot.

Artikel 222 : wet van 6 april 1843, artikel 23.

*

.../...

Artikel 223.

Voetnoot.

Artikel 223 : wet van 6 april 1843, artikel 24.

*

Artikel 224.

Voetnoot.

Artikel 224 : wet van 6 april 1843, artikel 25.

*

Artikel 225.

De "vrijheden aan de nationale visserij verleend" bestaan onder meer in de gunstiger voorzieningen van de wet ten aanzien van Belgische vissers; zie artikel 34 en artikel 157, derde lid, van het ontwerp.

Voetnoot.

Artikel 225 : wet van 26 augustus 1822, artikel 206, gewijzigd bij de wet van 6 april 1843, artikel 26; de woorden "Het voorgaande artikel is mede" zijn vervangen door de woorden "De artikelen 220, 221, 222 en 224 zijn eveneens".

*

.../...

Artikel 226.

Voetnoot.

Artikel 226 : wet van 26 augustus 1822, artikel 207 : de woorden "in artikel 206 en in het eerste en tweede lid van artikel 205", "hadden", "aannemen" en "en wordt in dit geval" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "in de artikelen 220 en 225", "hebben", "gebruiken" en "in dit geval wordt"; de woorden "komen te" zijn geschrapt.

*

Artikel 227.

Voetnoot.

Artikel 227 : wet van 6 april 1843, artikel 28.

*

Artikel 228.

De woorden "tussen zonsop- en ondergang" dienen te worden vervangen door de woorden "tussen vijf uur 's morgens en negen uur 's avonds" zoals de wet van 22 juni 1976 in haar artikel 12, § 1, heeft gedaan voor de artikelen 181, 196 en 200 van de algemene wet.

.../...

Voetnoot.

Artikel 228 : wet van 26 augustus 1822, artikel 208; de woorden "De straf van gevangenis, bij het eerste lid van artikel 205 vastgesteld zal niet worden opgelegd", "tussen zonsop- en ondergang", "in het eerste lid van artikel 38" "gemeen" en "naar artikel 229" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "De gevangenisstraf, vastgesteld in artikel 220, § 1, wordt niet opgelegd", "tussen vijf uur 's morgens en negen uur 's avonds", "in artikel 57, eerste lid", "algemeen" en "overeenkomstig artikel 263".

*

Artikel 229.

Men leze "In afwijking van".

Voetnoot.

Artikel 229 : wet van 6 april 1843, artikel 20, eerste lid.

*

Artikel 230.

Voetnoot.

Artikel 230 : wet van 6 april 1843, artikel 21.

*

.../...

Artikel 231.

Voetnoot.

Artikel 231 : wet van 20 december 1897, artikel 1, vervangen door de wet van 30 juni 1951, artikel 9; de woorden "Artikelen 19 tot en met 26, 28 en 30 van de wet van 6 april 1843 op de beteugeling van de sluikhandel inzake douane - zoals ze is gewijzigd bij de wet van 31 december 1947 inzake douanen en accijnzen -", "in de vorige alinea", "Artikelen 24 en 25 van de wet van 6 augustus 1849 op de doorvoer" en "in de eerste alinea" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "De artikelen 220 tot 225, 227, 229, 230, 248, § 1, en 277", "in § 1", "De artikelen 114 en 115" en "in § 1".

*

Artikel 232.

Artikel 10, 2, van de wet van 2 april 1971 betreffende de bestrijding van voor planten en plantaardige produkten schadelijke organismen heeft artikel 5 van de wet van 30 december 1882 opgeheven; de verwijzing naar dat artikel moet dus vervallen.

Voetnoot.

Artikel 232 : wet van 20 december 1897, artikel 2.

*

.../...

Artikel 233.

Men schrijve "uiterlijk" in plaats van "ten laatste".

Voetnoot.

Artikel 223 : wet van 26 augustus 1822, artikel 209, gewijzigd bij de wet van 16 februari 1970, artikel 4, en bij de wet van 22 juni 1976, artikel 4; de woorden "als in welk", "zal worden", "gelijke", "zijn verbeurd", "in voege", "immers", "zal zijn verbeurd", zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "in dit", "wordt", "dezelfde", "worden opgelopen", "derwijze", "of uiterlijk" en "wordt opgelopen"; het woord "principale" is geschrapt.

*

Artikel 234.

Voetnoot.

Artikel 234 : wet van 26 augustus 1822, artikel 210, gewijzigd bij de wet van 16 februari 1970, artikelen 4 en 22; de woorden "als voren", zijn vervangen woor de woorden "als bedoeld in artikel 233".

*

Artikel 235.

Voetnoot.

Artikel 235 : wet van 26 augustus 1822, gewijzigd bij de wet van 22 juni 1976, artikel 4; het woord "dezelfde" is vervangen door het woord "die"; de woorden "behoudens het bijzonder geval, in artikel 22 voorzien" zijn geschrapt.

*

Artikel 236.

Het woord "hetzij" vóór "verbruiksaangiften" moet vervallen.

Voetnoot.

Artikel 236 : wet van 26 augustus 1822, artikel 213, aangevuld bij de wet van 24 mei 1876, artikel 4, § 2; de woorden "hetzij volgbrieven, paspoorten, konventen" zijn vervangen door het woord "verbruiksaangiften".

*

Artikel 237.

De woorden "als voren" zouden moeten worden vervangen door de woorden "als vermeld in artikel 236".

Voetnoot.

Artikel 237 : wet van 26 augustus 1822, artikel 214, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 augustus 1865, artikel 10, en bij het koninklijk besluit van 27 mei 1876, artikel 4; de woorden "als voren" zijn vervangen door de woorden "als vermeld in artikel 236".

*

.../...

Artikel 238.

Er dient te worden gelezen "gewestelijke directeur der douane en accijnzen in wiens gebied".

Voetnoot.

Artikel 238 : wet van 26 augustus 1822, artikel 215; de woorden "directeur in de directie, waarin", "gevallen" en "doch meer dan een twaalfde zijnde" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "gewestelijke directeur der douane en accijnzen in wiens gebied", "veroorzaakt" en "wanneer meer dan een twaalfde is".

*

Artikel 239.

In § 3 moeten de woorden "bij de temperatuur van 15 graden van de honderddelige termometer" worden vervangen door "bij de temperatuur van 15 graden celcius", overeenkomstig hoofdstuk I van de tabel gevoegd bij het koninklijk besluit van 14 september 1970 houdende gedeeltelijke inwerkingtreding van de wet van 16 juni 1970 betreffende de meeteenheden, meetstandaarden en meetwerktuigen en tot vaststelling van de wettelijke meeteenheden en van de standaarden en regels ter reproductie van deze eenheden.

Voetnoot.

Artikel 239 : wet van 26 augustus 1822, artikel 216, vervangen door de wet van 30 december 1910, artikel 4; de woorden "agenten van het bestuur" en "bij de warmte van 15 graden van de honderddelige thermometer" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "ambtenaren" en "bij de temperaturen van 15 graden celcius".

*

Artikel 240.

Voetnoot.

Artikel 240 : wet van 26 augustus 1822, artikel 217, gewijzigd bij de wet van 22 juni 1976, artikel 4; de woorden "permissie als in artikel 134 gemeld" en "verbeuren" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "toelating als bedoeld in artikel 152" en "verbeurt".

*

Artikel 241.

In § 2 moet worden gelezen "gewestelijke directeur der douane en accijnzen in wiens gebied".

Voetnoot.

Artikel 241 : wet van 26 augustus 1822, artikel 218, gewijzigd bij de wet van 22 juni 1976, artikel 4; de woorden "gelijk mede", "artikel 205", "directeur in de directie, waarin", "is te producren", "in eene boete vervallen", "blijvende" en "artikelen 209 en 210" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "en eveneens", "artikel 224", "gewestelijke directeur der douane en accijnzen in wiens gebied", "kan worden overgelegd", "een geldboete oplopen", "blijven" en "artikelen 233 en 234".

*

Artikel 242.

Wat de directeur betreft, zie het vorige artikel.

.../...

Voetnoot.

Artikel 242 : wet van 26 augustus 1822, artikel 219; de woorden "zonder binnenlandsch paspoort, of gelei-biljet", "volgens het zestiende hoofdstuk dezer wet", "directeur, in de directie waarin", "aanzijn", en "behoudens het regt der beambten tot benadering, enkel tegen betaling der opgegevene waarde, met tien ten honderd daarboven, in zoo verre op den voet van het hoofdstuk XX dezer wet" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden : "zonder geleibiljet", "krachtens artikel 170", "gewestelijke directeur der douane en accijnzen in wiens gebied", "bestaan", en "behoudens het recht der beambten tot betwisting van de aangegeven waarde volgens het bepaalde in hoofdstuk XXIII".

*

Artikel 243.

Voetnoot.

Artikel 243 : wet van 26 augustus 1822, artikel 220, gewijzigd bij de wet van 22 juni 1976, artikel 4; de woorden "volgbrieven, paspoorten of konvent- of gelei-biljetten" zijn vervangen door het woord "documenten".

*

.../...

Artikel 244.

Voetnoot.

Artikel 244 : wet van 28 augustus 1822, artikel 221, gewijzigd bij de wet van 22 juni 1976, artikel 4; de woorden "verzuimende" "in - op - of bij-hebbende goederen" en "over te geven" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "die verzuimen", "vervoerde goederen" en "af te geven".

*

Artikel 245.

Voetnoot.

Artikel 245 : wet van 26 augustus 1822, artikel 222; de woorden "mocht zijn", "op defekt of verschil in", "bleek" en "werd" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "is", wegens afwezigheid van of verschil in", "blijkt" en "wordt".

*

Artikel 246.

De huidige tekst luidt : "... met publieke geadmitteerde postwagens, of door post-kouriers, ... omtrent de postwagens op de naastbijzijnde wisselplaats op het grondgebied des rijks, of wel na volbragte reize, en ten aanzien der post-kouriers nimmer anders dan na volbragte reize".

*

De teksten betreffende de postwagens en bestelwagens liggen verspreid en lopen zelfs uiteen.

In 1882 was deze aangelegenheid geregeld bij het koninklijk besluit van 7 mei 1819 houdende bepalingen tegen het "aanleggen" of het "bij voortduring gebruiken" van wagens en rijtuigen zonder bijzondere concessie, en bij het koninklijk besluit van 26 juni 1821 dat de termijn bepaalt binnen welke gebruik moet zijn gemaakt van de concessies die verkregen zijn "tot het aanleggen eener diligentie" en aan de concessiehouders verbiedt hun concessies aan andere personen "over te doen".

Die besluiten werden opgeheven bij het koninklijk besluit van 24 november 1829, dat zelf opgeheven is bij het bijkomende artikel van de wet van 25 augustus 1891 houdende herziening van het wetboek van koophandel met betrekking tot de vervoerovereenkomsten.

Artikel 1 van het koninklijk besluit van 7 mei 1819 bepaalde : "Het zal aan niemand, hetzij stalhouder, voerman of anderszins, geoorloofd zijn, om wagens of rijtuigen aan te leggen, of reeds aangelegde, bij voortduring te gebruiken, met oogmerk, om passagiers, goederen of gelden van de eene bestemde plaats naar de andere, op gezette tijden, overtebrengen; dan, na dat zoodanig iemand zich alvorens behoorlijk zal hebben vervoegd aan de gedeputeerde Staten der provintie, waar zulks behoort, hetzij om te erlangen, konfirmatie der te deze vroeger aan hem verleende koncessie, of wel autorisatie, tot het aanleggen van zoodanige, tot nog toe niet bestaan hebbende etablissementen en daarop door ons koncessie zal zijn verleend geworden".

*

.../...

De postdienst met paarden is georganiseerd door de wet van 15 ventôse jaar XIII, de decreten van 30 floreal jaar XIII, van 10 brumaire jaar XIV en van 6 juli 1806. Het desbetreffende tarief is voor het laatst vastgesteld bij het koninklijk besluit van 13 maart 1833.

*

Uit dit alles lijkt afgeleid te mogen worden dat de tekst toepassing vindt, enerzijds op de ondernemingen voor het bezoldigd vervoer van personen en zaken, anderzijds op de Regie der posterijen.

Derhalve worden de volgende aanpassingen voorgesteld :

1° de woorden "met publieke geadmitteerde postwegens" kunnen worden vervangen door de woorden "door middel van voertuigen van de ondernemingen voor het bezoldigd vervoer van personen en zaken", een algemene formule die zowel slaat op het in concessie gegeven gemeenschappelijk vervoer als op het vervoer dat toegestaan is door de besluitwet van 30 december 1946, door de wet van 1 augustus 1960, door de wet van 26 juni 1967 en door de wet van 27 december 1974;

2° "post-kouriers" = "ambtenaren van de Regie der posterijen";

3° "postwagens" = "voertuigen";

4° "op de naastbijzijnde wisselplaats" = "in het dichtbijzijnde station";

5° "omtrent de postwagens" = "wat de eerdervermelde voertuigen betreft";

6° "der post-kouriers" = "van de ambtenaren van de Regie der posterijen".

.../...

Bovendien vervange men "bedrijvers" door "daders", zoals in artikel 247 van het ontwerp.

*

Voetnoot.

Artikel 246 : wet van 26 augustus 1822, artikel 223; de woorden "met publieke geadmitteerde postwagens", "post-kouriers", "bedrijvers", "omtrent de postwagens", "op de naastbijzijnde wisselplaats", en "der post-kouriers" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "door middel van voertuigen van de ondernemingen voor het bezoldigd vervoer van personen en zaken", "ambtenaren van de Regie der posterijen", "daders", "wat de voertuigen betreft", "in het dichtsbijzijnde station" en "van de ambtenaren van de Regie der posterijen".

*

Artikel 247.

Voetnoot.

Artikel 247 : wet van 26 augustus 1822, artikel 224; de woorden "artikel 205", "bedrijvers" en "artikel 208" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "de artikelen 220 en 224", "daders" en "artikel 228".

*

.../...

Artikel 248.

In § 2 van de Franse tekst kunnen de woorden "La disposition du § 1er" worden vervangen door "Le § 1er".

Voetnoot.

Artikel 248 : § 1. Wet van 6 april 1843, artikel 20, tweede lid.

§ 2. Wet van 10 juni 1947, artikel 19; de woorden "De bepalingen die, betreffende de voorlopige aanhouding van de overtreders, voorzien zijn in het tweede lid van artikel 20 der wet van 6 april 1843 op de beteugeling van de sluikhandel in douanezaken, zijn toepasselijk" zijn vervangen door de woorden "Het bepaalde in § 1 is eveneens toepasselijk".

*

Artikel 249.

Paragraaf 2 van dit artikel van het ontwerp herhaalt gedeeltelijk het tweede lid van artikel 225 van de wet van 26 augustus 1822, dat luidt : "Alle degenen die in eene geldboete zijn verwezen en buiten staat zijn tot de voldoening derzelve, zullen met gevangenis worden gekorrigeerd van niet minder dan zes dagen, en niet meer dan twee jaren, ter beoordeeling van den regter; opvolgende betaling van de boete en de gemaakte regtskosten ontslaat van alle verdere gevangenis".

.../...

Een arrest van het Hof van cassatie van 22 juli 1861 (Pasicrisie 1861, I, blz. 289) heeft gewezen : "que la loi du 21 mars 1859, sur la contrainte par corps, contient dans son article 48, deuxième alinéa, une disposition qui abroge expressément toutes celles relatives à l'exécution par corps des condamnations à l'amende en matières criminelles, correctionnelles et de simple police; qu'une disposition aussi générale comprend nécessairement dans l'abrogation qu'elle prononce, celle des dispositions des articles 225, § 2 et 27 des lois précitées, relatives à la contraine par corps à exercer à défaut de paiement des amendes prononcées en matière de douanes", en verder : "les articles 225, § 2 de la loi générale de 1822 et 27 de la loi du 6 avril 1843 qui ont perdu le caractère de loi".

Hetzelfde arrest wijst dat het bestreden arrest terecht toepassing heeft gemaakt van artikel 51 van het nieuwe Strafwetboek en van de artikelen 41 en 48 van de wet van 21 maart 1859; in feite betreft het niet artikel 51 van het nieuwe Strafwetboek (want het arrest is van 1861 en het nieuwe Strafwetboek van 1867), maar het nieuwe artikel 51 van het Strafwetboek, gewijzigd bij de wet van 21 maart 1859.

Thans is deze aangelegenheid wel degelijk geregeld in artikel 40 van het Strafwetboek van 1867.

Voetnoot.

Artikel 249 : wet van 26 augustus 1822, artikel 225, impliciet gewijzigd bij de wet van 21 maart 1859, artikel 41, en gewijzigd bij de wet van 22 juni 1976, artikel 5; een verwijzing naar artikel 40 van het Strafwetboek vervangt het gedeelte van de tekst dat door de wet van 21 maart 1859, artikel 41, impliciet opgeheven is.

*

Artikel 250.

Voetnoot.

Artikel 250 : koninklijk besluit van 2 juli 1824, artikel 1; de woorden "beambten van de in- en uitgaande rechten", "artikelen 224 en 225 der algemene wet van 26 augustus 1822 (Staatsblad nr. 38)", "vrederechters", "marechaussée", "zullende de vrederechters of officieren van de marechaussée alsdan" en "officier van justitie" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "ambtenaren der douane", "de artikelen 247 tot 249", "rechter in de politierechtbank", "rijkswacht" en "in dat geval zal de rechter in de politierechtbank of zullen de officieren van de rijkswacht".

*

Artikel 251.

Er dient te worden gelezen : "rechter in de politierechtbank" en "overtreding".

Voetnoot.

Artikel 251 : koninklijk besluit van 2 juli 1824, artikel 3; de woorden : "beambten der in- en uitgaande rechten", "immers", "vrederechter of officier van justitie" en "gedane calange" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "ambtenaren der douane", "of", "rechter in de politierechtbank of procureur des Konings" en "vastgestelde overtreding".

*

Artikel 252.

Voetnoot.

Artikel 252 : koninklijk besluit van 2 juli 1824, artikel 4; de woorden "het huis van arrest", "voormelde arrondissements-inspecteur", "administratie van de in- en uitgaande rechten en accijsen", "akte", "aangebracht", "officier van justitie", en "arrondissementsinspecteur" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "de gevangenis", "gewestelijke directeur der douane en accijnzen", "administratie der douane en accijnzen", "vordering", "gebracht", "procureur des Konings" en "gewestelijke directeur".

*

Artikel 253.

Voetnoot.

Artikel 253 : wet van 26 augustus 1822, artikel 226; de woorden "in konfiskatie vallen" zijn vervangen door de woorden "voor verbeurdverklaring vatbaar zijn".

*

Artikel 254.

Voetnoot.

Artikel 254 : wet van 26 augustus 1822, artikel 227, gewijzigd bij de wet van 22 juni 1976, artikel 4; de woorden "mitsgaders", "voorschrevene" en "geamoveerd" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "alsmede", "voormelde" en "gesloopt".

.../...

Artikel 255.

Aan het slot van het artikel moet het woord "smokkel" worden vervangen door "ontduiking".

Voetnoot.

Artikel 255 : wet van 26 augustus 1822, artikel 228, gewijzigd bij de wet van 22 juni 1976, artikel 4; de woorden "en zal", "hen doen vervallen in", "smokkel" en "als wanneer ... zal worden" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "wegens", "lopen zij op", "ontduiking" en "in dit geval wordt".

*

Artikel 256.

Voetnoot.

Artikel 256 : wet van 30 december 1939, artikel 9, § 3; de woorden "het bestuur", "belastingsregime", "douanen" en "moesten", zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "de administratie", "belastingstelsel", "douane" en "moest".

*

Artikel 257.

Voetnoot.

Artikel 257 : wet van 30 juni 1951, artikel 7, gewijzigd bij de wet van 30 april 1958, artikel 11, en bij het koninklijk besluit van 16 februari 1970, artikel 18; de woorden "bij artikel 143 van de algemene wet van 26 augustus 1822 over de

heffing der rechten van in-, uit- en doorvoer en van de accijnzen, bij artikelen 19, 22 tot en met 26, 28 en 30 van de wet van 6 april 1843 op de beteugeling van de sluikhandel in zake douane - zoals ze is gewijzigd bij de wet van 31 december 1947 inzake douanen en accijnzen - of bij artikelen 1 en 4 van de wet van 20 december 1897 betreffende de sluikhandel in zake goederen waarvan in-, uit- of doorvoer verboden is" zijn vervangen door de woorden "bij artikel 157, bij de artikelen 220 tot 225, 227 en 277 of bij artikel 231".

*

Artikel 258.

Voetnoot.

Artikel 258 : wet van 7 juni 1967, artikel 4.

*

Artikel 259.

Voetnoot.

Artikel 259 : wet van 7 juni 1967, artikel 9; de woorden "artikel 208 van de algemene wet van 6 augustus 1822 over de heffing der rechten van in-, uit- en doorvoer en van de accijnzen" zijn vervangen door de woorden "artikel 228".

*

.../...

Artikel 260.

Voetnoot.

Artikel 260 : wet van 16 februari 1970, artikel 21.

*

Artikel 261.

Voetnoot.

Artikel 261 : wet van 20 februari 1970, artikel 3; de woorden "artikel 1" en "artikel 2, § 1" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "artikel 10" en "artikel 11, § 1".

*

Artikel 262.

Deze bepaling, alsook de artikelen van de coördinatie waarop zij toepassing vindt, zullen door de Wetgevende Kamers moeten worden gewijzigd naar aanleiding van de bekrachtigingswet zoals door de Raad van State is voorgesteld.

Voetnoot.

Artikel 262 : wet van 10 april 1933, artikel 33, § 2, vervangen door de wet van 22 juni 1976, artikel 41.

*

.../...

Artikel 263.

Voetnoot.

Artikel 263 : wet van 26 augustus 1822, artikel 229; de woorden "dezer" en "ophef" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "van deze" en "heffing".

*

Artikel 264.

Voetnoot.

Artikel 264 : wet van 26 augustus 1822, artikel 230.

*

Artikel 265.

Voetnoot.

Artikel 265 : wet van 26 augustus 1822, artikel 231; de woorden "breder opgetelde", "ter zake van", "zijlieden" en "verbeuren" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "vermelde", "wegens", "zij" en "oplopen".

*

Artikel 266.

Voetnoot.

Artikel 266 : wet van 26 augustus 1822, artikel 232, vervangen door de wet van 31 december 1947, artikel 8.

*

Artikel 267.

Voetnoot.

Artikel 267 : wet van 26 augustus 1822, artikel 233; de woorden "op heter daad", "immers" en "bij het vak der in- en uitgaande regten en accijsen" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "dadelijk, of" en "vanwege de administratie der douane en accijnzen".

*

Artikel 268.

Voetnoot.

Artikel 268 : wet van 26 augustus 1822, artikel 234; de woorden "kwaliteiten" en "artikel 183" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "beroep" en "artikel 176".

*

Artikel 269.

Voetnoot.

Artikel 269 : wet van 26 augustus 1822, artikel 235; de woorden "zon- en feestdagen" zijn vervangen door de woorden "zondagen en wettelijke feestdagen".

*

.../...

Artikelen 270 en 271.

a) De bevestiging van processen-verbaal is afgeschaft bij het enig artikel van de wet van 15 december 1928 houdende opheffing van de wetsbepalingen waarbij voorgeschreven wordt dat de processen-verbaal moeten worden bevestigd;

b) voor zover § 1 betrekking heeft op de registratie van de processen-verbaal, is die bepaling opgeheven bij artikel 290 van het koninklijk besluit nr. 64 van 30 november 1939 houdende het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten. Dat artikel bepaalt immers : "Onder voorbehoud van de bijzondere fiscale bepalingen voortvloeiend hetzij uit door de Staat gesloten en bij een wet goedgekeurde contracten, hetzij uit internationale overeenkomsten, worden alle vroegere wetsbepalingen betreffende registratie-, hypotheek- of griffierechten ingetrokken".

Uit die beide wetten volgt derhalve dat artikel 1, § 1, van de wet van 28 december 1922 opgeheven is, hetgeen meebrengt dat § 1 van artikel 270 van het ontwerp moet vervallen.

Alleen artikel 1, § 2, kan in de coördinatie worden opgenomen met de nodige precisering wat de processen-verbaal betreft.

.../...

c) In artikel 271 is de volgende volzin weggelaten : "Wanneer dezelve afwezend is, of de registratie wil laten voorafgaan, zal het afschrift van het proces-verbaal, binnen vierentwintig uren na den dag der registratie, ten raadhuize of bij den voorzitter van het bestuur der gemeente, in welke de bekeuring geschied is, moeten worden bezorgd, te beschikking van den bekeurden".

Behalve de woorden "Wanneer dezelve afwezend is", is de volzin impliciet opgeheven door de wet van 28 december 1912, artikel 1. Blijven dan nog de woorden "Wanneer dezelve afwezend is"; in dat geval moet een afschrift van het proces-verbaal aan de overtreder gezonden worden bij een ter post aangetekende brief; aldus heeft het Hof van cassatie gewezen in zijn arrest van 12 februari 1951 (Pasicrisie 1951, I, blz. 374).

De oplossing bestaat erin de woorden "of hun per (ter) post aangetekende brief gezonden", waarvan de weglating in artikel 270 wordt voorgesteld, aan het slot van dit artikel op te nemen en te lezen : "in geval van afwezigheid wordt een afschrift van het proces-verbaal bij een ter post aangetekende brief aan de bekeurde gezonden".

Voetnoot.

Artikel 270 : wet van 28 december 1922, artikel 1, § 2, partim; de woorden "van", "dezer", "oorspronkelijke", "aftekening" en "rangoverste", zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "na", "van deze", "origineel", "handtekening" en "hiërarchische chef".

.../...

Artikel 271 : wet van 26 augustus 1822, artikel 238, impliciet gewijzigd door de wet van 28 december 1812, artikel 1, § 2, partim.

*

Artikel 272.

De woorden "of relazen" die geen equivalent hebben in de Franse tekst, kunnen vervallen.

Voetnoot.

Artikel 272 : wet van 26 augustus 1822, artikel 239, gewijzigd bij de wet van 28 december 1912, artikel 1, § 3, 3°; de woorden "verbalen", "derzelver" en "tot de daadzaken maar alleen tot" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "processen-verbaal", "hun" en "op de feiten maar alleen op"; de woorden "of relazen" zijn geschrapt.

*

Artikel 273.

Voetnoot.

Artikel 273 : wet van 26 augustus 1822, artikel 240; de woorden "dezelve ten naasten kantore opbrengen" en "dezelve" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "deze naar het naaste kantoor brengen" en "deze".

*

.../...

Artikel 274.

Voetnoot.

Artikel 274 : wet van 26 augustus 1822, artikel 241; de woorden "artikel 226" zijn vervangen door de woorden "artikel 253".

*

Artikel 275.

In § 5 vervange men de woorden "het hoofd van het gemeentebestuur ter plaats alwaar" door de woorden "de burgemeester van de plaats waar".

Voetnoot.

Artikel 275 : wet van 26 augustus 1822, artikel 242; de woorden "ontslagen", "ontslag", "ter zake van", "in de", "Geen ontslag te gen borgtogt verleend zijnde", "achtervolgens", "belopen", "anderszins" en "het hoofd van het gemeentebestuur ter plaatse alwaar" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "vrijgegeven", "handlichting", "wegens", "van de", "Indien geen handlichting tegen borgtocht is verleend", "overeenkomstig", "opgelopen", "anders" en "de burgemeester van de plaats waar".

*

Artikel 276.

Voetnoot.

Artikel 276 : wet van 26 augustus 1822, artikel 243, gewijzigd bij de wet van 6 april 1843, artikel 30, vierde lid, zelf vervangen door de wet van 31 december 1947, artikel 7, § 1;

de woorden "konfiskatie", "opgebragt", "dezelve", en "strijdig met" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "verbeurdverklaring", "overgebracht", "ze" en "in strijd met".

*

Artikel 277.

Ter wille van de eenvormigheid leze men "de gewestelijke directeur der douane en accijnzen in wiens gebied".

Voetnoot.

Artikel 277 : wet van 6 april 1843, artikel 30, tweede en derde lid, vervangen door de wet van 31 december 1947, artikel 7, § 1; de woorden "de directeur der douane en accijnzen over het gebied waar" zijn vervangen door de woorden "de gewestelijke directeur der douane en accijnzen in wiens gebied".

*

Artikel 278.

Voetnoot.

Artikel 278 : wet van 26 augustus 1822, artikel 244; de woorden " 's maands" zijn vervangen door de woorden "per maand".

*

Artikel 279.

Ter wille van de eenvormigheid in de interne verwijzingen zouden de woorden "volgende artikelen" kunnen worden vervangen door "artikelen 280 tot 285".

.../...

Voetnoot.

Artikel 279 : wet van 26 augustus 1822, artikel 245; het woord "provisioneel" is weggelaten; de woorden "volgende artikelen" zijn vervangen door de woorden "artikelen 280 tot 285".

*

Artikel 280.

Voetnoot.

Artikel 280 : wet van 26 augustus 1822, artikel 246, vervangen door de wet van 10 oktober 1967, artikel 3, artikel 52, § 1.

*

Artikel 281.

Het oorspronkelijke derde lid, dat het eerste geworden is sedert de opheffing van het eerste en het tweede lid van de tekst van 1822 door artikel 29 van de wet van 6 april 1843, en dat in § 1 van de gecoördineerde tekst is overgenomen, luidt : "in geval van hooger beroep, voor de daartoe kompetente hoven en regtbanken".

Volgens artikel 6 van de wet van 1 mei 1849, dat artikel 200 van het Wetboek van Strafvordering vormt krachtens de wet van 10 juli 1967, artikel 1, 105°, wordt het hoger beroep van de vonnissen, gewezen door de correctionele rechtbanken, gebracht voor het Hof van beroep van het rechtsgebied.

.../...

De woorden "voor de daartoe bevoegde hoven en rechtbanken" moeten worden vervangen door de woorden "voor het Hof van beroep van het rechtsgebied".

Voetnoot.

Artikel 281 : wet van 26 augustus 1822, artikel 247, gewijzigd bij de wet van 6 april 1843, artikel 29, en bij het koninklijk besluit nr. 6 van 22 augustus 1934, artikel 16; de woorden "aktiën", "voor de daartoe kompetente hoven en rechtbanken", "het bestuur", "voorzegde", "aangebracht" en "en zal, in dat geval", zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "vorderingen", "voor het hof van beroep van het rechtsgebied", "de administratie", "voormelde", ingesteld" en "in dat geval zal".

*

Artikel 282.

Voetnoot.

Artikel 282 : wet van 26 augustus 1822, artikel 248; de woorden "hoezeer", "het vak van" en "lijfstraffelijk wetboek" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "hoewel", "de" en "Strafwetboek".

*

.../...

Artikel 283.

Voetnoot.

Artikel 283 : wet van 26 augustus 1822, artikel 249; de woorden "beide vorige artikelen" zijn vervangen door de woorden "artikelen 281 en 282".

*

Artikel 284.

Voetnoot.

Artikel 284 : wet van 26 augustus 1822, artikel 250; de woorden "verordeningen" en "betrekkelijk tot het vak van" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "wetten" en "betreffende".

*

Artikel 285.

Voetnoot.

Artikel 285 : wet van 23 december 1907, artikel 4; de woorden "in politie-, boet- en lijfstraffelijke zaken", "ervan ontheffing" en "zijner" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "in politiezaken, in correctionele zaken en in criminele zaken", "kwijtschelding" en "na de".

*

Artikel 286.

Voetnoot.

Artikel 286 : wet van 26 augustus 1822, artikel 267; het woord "welke" is vervangen door "die".

*

Artikel 287.

Voetnoot.

Artikel 287 : wet van 26 augustus 1822, artikel 268; de woorden "eerstelijk" en "koopmanschappen" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "ten eerste" en "goederen".

*

Artikel 288.

Voetnoot.

Artikel 288 : wet van 26 augustus 1822, artikel 269; de woorden "uitlevering", "uitgeleverd", "kautiën" en "op termijnen van krediet" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "levering", "geleverd", borgtochten" en "voor krediettermijnen".

*

Artikel 289.

Voetnoot.

Artikel 289 : wet van 26 augustus 1822, artikel 270; de woorden "bij de eerste paragraaf van het voorgaand artikel", "kautie", "admissie" en "dezelve" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "in artikel 188, § 1", "borgtocht", "aanvaarding" en "deze".

*

Artikel 290.

Voetnoot.

Artikel 290 : wet van 26 augustus 1822, artikel 271, impliciet gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 150 van 18 maart 1835, artikelen 1 en 17; de woorden "doorgaande", "der kautie" en "overgestort" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "doorlopende", "van de borgtocht" en "gestort".

*

Artikel 291.

Voetnoot.

Artikel 291 : wet van 26 augustus 1822, artikel 272; de woorden "derzelver", "het bedrag derzelve", zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "hun" en "dat zij".

*

Artikel 292.

In de oorspronkelijke tekst staat : "bij de prijskourant voor het regt van successie, wekelijks bekend gemaakt".

Iedere maand wordt samen met het Staatsblad van de 20e of van de dichtsbijzijnde datum een document bekendgemaakt "Prijscourant opgemaakt door de administratie van de belasting over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen, overeenkomstig de koninklijke besluiten van 16 december 1926 en 31 maart 1936, om de waarde vast te stellen der openbare effecten, aandelen en schuldbrieven"; dat document vermeldt ook : "De prijscourant wordt maandelijks gepubliceerd".

In feite is die periodiciteit vastgesteld door artikel 6 van het koninklijk besluit van 31 maart 1936 houdende algemeen reglement van de sucessierechten ("de 20e van elke maand door het Belgisch Staatsblad").

Het woord "wekelijks" moet worden vervangen.

Voetnoot.

Artikel 292 : wet van 26 augustus 1822, artikel 273; de woorden "dezelve", "regt van successie", "wekelijks", "der" en "en" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "deze", "successierecht", "maandelijks", "van de" en "van".

*

.../...

Artikel 293.

De woorden "het voorgaande artikel" vervange men door de woorden "artikel 292".

Voetnoot.

Artikel 293 : wet van 26 augustus 1822, artikel 274; de woorden "koopmanschappen", "dezelve", "dezelve" en "het voorgaande artikel" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "goederen", "zij", "deze" en "artikel 292".

*

Artikel 294.

Voetnoot.

Artikel 294 : wet van 26 augustus 1822, artikel 275, gewijzigd bij de wet van 22 juni 1976, artikel 4; de woorden "dezelve", "der eerste paragraaf van artikel 269", "zelfs", "dezelve" en "in kas van", zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "deze", "van artikel 288, § 1", "zelf", "de borgtocht" en "in geval van".

*

.../...

Artikel 295.

Voetnoot.

Artikel 295 : wet van 26 augustus 1822, artikel 278; de woorden "Behoudens de opklimming, aangewezen bij het voorgaande artikel zal" zijn geschrapt.

*

Artikel 296.

De woorden "doch niettemin worden geregistreerd" zijn opgeheven door artikel 162, 4°, van het koninklijk besluit nr. 64 van 30 november 1939 houdende het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten.

Voetnoot.

Artikel 296 : wet van 26 augustus 1822, artikel 279, impliciet gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 64 van 30 november 1939 houdende het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten; de woorden "kautiën", "der", "zullen vrij zijn" en "recht van registratie" zijn vervangen door de woorden "borgtochten", "van de", "zijn vrij" en "registratierecht".

*

Artikel 297.

Voetnoot.

Artikel 297 : wet van 26 augustus 1822, artikel 280; de woorden "inscriptiën", "koopmanschappen", "kontribuabelen", "derzelve", "ter", "gebracht" en "deszelfs" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "inschrijvingen", "goederen", "belastingplichtige", "daarvan", "aan de", "onderworpen", en "hun".

*

Artikel 298.

Voetnoot.

Artikel 298 : wet van 26 augustus 1822, artikel 281; de woorden "artikel 49" en "zal in geene" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "artikel 69" en "wordt niet in".

*

Artikel 299.

Voetnoot.

Artikel 299 : wet van 16 februari 1970, artikel 17.

*

.../...

Artikel 300.

Voetnoot.

Artikel 300 : wet van 19 maart 1951, artikel 41.

*

Artikel 301.

Voetnoot.

Artikel 301 : wet van 26 augustus 1822, artikel 282, eerste lid, de woorden "even weinig" zijn vervangen door het woord "evenmin".

*

Artikel 302.

Voetnoot.

Artikel 302 : wet van 26 augustus 1822, artikel 283; het woord "met" is vervangen door het woord "voor".

*

Artikel 303.

Voetnoot.

Artikel 303 : wet van 26 augustus 1822, artikel 284; de woorden "enige der", "van dien", en "rustende", zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "de", "daarvan" en "rusten".

*

Artikel 304.

Voetnoot.

Artikel 304 : wet van 26 augustus 1822, artikel 285; de woorden "het laatst voorgaande artikel" zijn vervangen door de woorden "artikel 303".

*

Artikel 305.

Voetnoot.

Artikel 305 : wet van 26 augustus 1822, artikel 282, tweede lid, gewijzigd bij de wet van 22 juni 1976, artikel 3.

*

Artikel 306.

Voetnoot.

Artikel 306 : wet van 30 april 1958, artikel 4.

*

Artikel 307.

In de oorspronkelijke tekst stond ook : "zullen zij in persoon aangehouden kunnen worden"; de wet van 21 maart 1859 op de lijfsdwang, artikel 48, en de wet van 27 juli 1871 op de lijfsdwang, artikel 7, hebben die woorden impliciet maar stellig opgeheven.

.../...

Voetnoot.

Artikel 307 : wet van 26 augustus 1822, artikel 286, gewijzigd bij de wet van 21 maart 1859, artikel 48, en bij de wet van 27 juli 1871, artikel 7; de woorden "zodanige personen welke", "welke", "alvorens deswege", "alle de" en "van dien", zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "personen die", "die", "vooraf", "alle" en "daarvan".

*

Artikel 308.

Voetnoot.

Artikel 308 : wet van 26 augustus 1822, artikel 287; de woorden "Diegenen welke", "over", "de voorzegde", "nederzetten", "hebben overgebragt", "op deze wijs" en "gekonstringeerd" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "Zij die", "voor", "voormelde", "vestigen", "overbrengen", "op die wijze" en "verplicht".

*

Artikel 309.

Voetnoot.

Artikel 309 : wet van 26 augustus 1822, artikel 288; de woorden "konstringeren" en "verschenen mochten zijn" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "verplichten" en "vervallen zijn".

*

Artikel 310.

Voetnoot.

Artikel 310 : wet van 26 augustus 1822, artikel 289; de woorden "eene reis" zijn vervangen door de woorden "eenmaal".

*

Artikel 311.

Voetnoot.

Artikel 311 : wet van 22 juni 1976, artikel 43.

*

Artikel 312.

Voetnoot.

Artikel 312 : wet van 31 december 1947, artikel 6, § 1; de woorden "het bestuur" zijn vervangen door de woorden "de administratie".

*

Artikel 313.

Voetnoot.

Artikel 313 : wet van 26 augustus 1822, artikel 290, gewijzigd bij de wet van 21 maart 1859, artikel 48, en bij de wet van 27 juli 1871, artikel 7; de woorden "privilegie", "privilegiën

bij artikel 2101 en 2102 van het Burgerlijk Wetboek, en bij artikel 191 van het Wetboek van koophandel vermeld", "mitsgaders legaal verband", "denzelven", "het konstateren", "Het legaal verband", "in artikel 2153 van het Burgerlijk Wetboek", "gedekt", "zal het recht van privilege en legaal verband", "geprefereerd", "het privilegie en legaal verband gaat in", "eindigt", "geweest" en "prescriptie" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "voorrecht", "voorrechten vermeld in de artikelen 19 en 20 van de wet van 16 december 1851 tot herziening van de rechtsregeling der hypotheken en in artikel 23 van boek II van het Wetboek van koophandel", "en tevens wettelijke hypotheek", "de accijns zelf", "de verificatie", "De wettelijke hypotheek", "in artikel 89 van de wet van 16 december 1851", "gewaarborgd", "zullen voorrecht en wettelijke hypotheek", "bevoorrecht", "het voorrecht en de wettelijke hypotheek gaan in", "eindigen", "geworden" en "verjaring"; het woord "gemaakt" is geschrapt.

*

Artikel 314.

Aan het slot van § 3 moet worden gelezen "inzake bevoegdheid en rechtspleging".

Voetnoot.

Artikel 314 : wet van 26 augustus 1822, artikel 291, vervangen door de wet van 10 oktober 1967, artikel 3, artikel 52, § 2, en gewijzigd bij de wet van 24 juni 1970, artikel 39; de woorden "het bestuur" zijn vervangen door de woorden "de administratie".

*

Artikel 315.

De woorden "voorzitter van de rechtbank" zouden moeten worden gepreciseerd door toevoeging van de woorden "van eerste aanleg".

Voetnoot.

Artikel 315 : wet van 10 april 1933, artikel 27; de woorden "van eerste aanleg" zijn ingevoegd na het woord "rechtbank".

*

Artikel 316.

Voetnoot.

Artikel 316 : wet van 10 april 1933, artikel 28; de woorden "Deze hypotheken" zijn vervangen door de woorden "De hypotheken bedoeld in artikel 315".

*

Artikel 317.

Ook hier zou nader moeten worden bepaald dat het om de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg gaat.

Voetnoot.

Artikel 317 : wet van 10 april 1933, artikel 29; de woorden "artikel 27" zijn vervangen door de woorden "artikel 315"; de woorden "van eerste aanleg" zijn ingevoegd na het woord "rechtbank".

*

Artikel 318.

a) Er zou moeten worden gezegd dat het om de rechtbank van eerste aanleg gaat.

b) De woorden "die uitspraak doet als in summiere zaken" hebben betrekking op een procedure die geregeld was in de Napoleontische "Code de procedure civile" en die opgeheven is door het koninklijk besluit nr. 300 van 30 maart 1936, artikel 49, 1°.

Voetnoot.

Artikel 318 : wet van 10 april 1933, artikel 30; de woorden "bovenstaande bepalingen" en "het bestuur" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "artikel 315" en "de administratie"; de woorden "van eerste aanleg" zijn ingevoegd na het woord "rechtbank"; de woorden "die uitspraak doet als in summiere zaken" zijn geschrapt.

*

Artikel 319.

Voetnoot.

Artikel 319 : wet van 10 april 1933, artikel 31.

*

.../...

Artikel 320.

Voetnoot.

Artikel 320 : wet van 26 augustus 1822, artikel 317; de woorden "een iegelijk", "welke" en "allerbijzonderst" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "iedereen", "wie" en "in 't bijzonder".

*

Artikel 321.

Voetnoot.

Artikel 321 : wet van 26 augustus 1822, artikel 318, gewijzigd bij de wet van 22 juni 1976, artikel 3; de woorden "niet meerder", "legaal", "pretekst" en "kassatie, suspensie als anderszins" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "niets meer", "wettelijk", "voorwendsel" en "ontslag, schorsing of andere maatregel".

*

Artikel 322.

Voetnoot.

Artikel 322 : wet van 6 april 1843, artikel 34.

*

.../...

Artikel 323.

Voetnoot.

Artikel 323 : wet van 6 april 1843, artikel 31.

*

Artikel 324.

Voetnoot.

Artikel 324 : wet van 26 augustus 1822, artikel 320, gewijzigd bij de wet van 5 juli 1963, artikel 48, § 4; de woorden "tot het vak van inkomende rechten en accijnzen behoren" zijn vervangen door de woorden "betreffende inkomende en uitgaande rechten en accijnzen".

*

Artikel 325.

Voetnoot.

Artikel 325 : wet van 16 februari 1970, artikel 20; de woorden "het bestuur" zijn vervangen door de woorden "de administratie".

*

.../...

Artikel 326.

Met de woorden "het hoofd van het bestuur van zodanige gemeente" en "de hoofden der gemeentebesturen" wordt in het Belgisch gemeentebestel de burgemeester bedoeld.

Voetnoot.

Artikel 326 : wet van 26 augustus 1822, artikel 321; de woorden "mocht", "het hoofd van het bestuur van zodanige gemeente deszelfs" en "de hoofden der gemeentebesturen" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "zou", "de burgemeester diens" en "burgemeesters".

*

Artikel 327.

De woorden "de officieren van justitie en politie" moeten in verband worden gebracht met artikel 148 van het Strafwetboek dat werkt met de formule "ieder officier van justitie of van politie".

De Franse formulering is ontleend aan de Code pénal van 1810, artikel 184.

.../...

Voetnoot.

Artikel 327 : wet van 26 augustus 1822, artikel 322; de woorden "mitsgaders", "in- en uitgaande regten", en "executie" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "benevens", "douane" en "uitvoering".

*

Artikel 328.

Artikel 35 van de wet van 6 april 1843 bepaalt : "L'article 224 du Code pénal est applicable à l'outrage fait par paroles, gestes ou menaces, aux agents de l'administration des douanes et accises dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions".

Artikel 224 van het Strafwetboek, waarnaar artikel 35 van de wet van 6 april 1843 verwijst, is natuurlijk de bepaling van de Code pénal van 1810, die luidde :

"L'outrage fait par paroles, gestes ou menaces à tout officier ministériel, ou agent dépositaire de la force publique, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, sera puni d'une amende de seize francs à deux cents francs".

Aan artikel 224 van de Code pénal van 1810 beantwoordt artikel 276 van het thans geldende Strafwetboek.

.../...

Als artikel 323 van de wet van 26 augustus 1822 en artikel 35 van de wet van 6 april 1843 worden samengebracht in een zelfde artikel van de coördinatie, blijkt duidelijk het gemis van overeenstemming tussen beide wetsbepalingen.

Terecht is dan ook voorgesteld de woorden "te beledigen" en "door woorden of gebaren" weg te laten.

Er dient echter een onderscheid te worden gemaakt tussen "smaad" ("les outrages") (Strafwetboek, artikelen 275 tot 282) en "bedreigingen" ("les menaces") (Strafwetboek, artikelen 327 tot 331, 345 en 483).

Smaad kan gepleegd worden door bedreiging, maar er kunnen ook eigenlijke bedreigingen zijn als vermeld in artikel 323 van de wet van 26 augustus 1822, en die moeten in de coördinatie worden opgenomen.

Voetnoot.

Artikel 328 : § 1. Wet van 26 augustus 1822, artikel 323; de woorden "Een ieglijk die mocht bestaan", "aanteranden"; "aantedoen", "te resisteren", "ter zake dier", "toetebrengen", "zal strengelijk" en "de wetten op het strafregt" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "zij die", "aanranden", "aandoen", "hun weerstand bieden", "wegens die", "toebrengen", "zullen streng" en "het strafwetboek"; de woorden "te beledigen of te" en "door woorden of gebaren" zijn geschrapt.

.../...

§ 2. Wet van 6 april 1843, artikel 35.

Artikel 329.

Voetnoot.

Artikel 329 : wet van 26 augustus 1822, artikel 324, gewijzigd bij de wet van 10 april 1933, artikel 33, § 1; de woorden "visie" en "exhibitie" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "inzage" en "vertonen".

*

Artikel 330.

Voetnoot.

Artikel 330 : wet van 26 augustus 1822, artikel 325; de woorden "de beide voorgaande artikelen" en "geapplikeerd" zijn onderscheidenlijk vervangen door de woorden "de artikelen 328 en 329" en "toegepast".

.../...

VI. Bijlagen.

A) Plan.

HOOFDSTUK I.- Inleidende bepalingen - Beginselen.

Artikelen 1 tot 17.

HOOFDSTUK II.- Vaststelling van het toepasselijk tarief.

Artikkel 18 en artikel 19.

HOOFDSTUK III.- Vrijstellingen inzake accijns.

Artikelen 20 tot 22.

HOOFDSTUK IV.- Invoer uit zee.

Artikelen 23 tot 37.

HOOFDSTUK V.- Voorlopige opslag van de goederen en zuivering van de vrachtlijsten.

Artikelen 38 tot 43.

HOOFDSTUK VI.- Bijleggers.

Artikelen 44 tot 48.

HOOFDSTUK VII.- Gestrande en geborgen goederen.

Artikelen 49 tot 55.

HOOFDSTUK VIII.- Invoer langs de rivieren en te land.

Artikelen 56 tot 70.

HOOFDSTUK IX.- Uitvoer ter zee.

Artikelen 71 tot 74.

HOOFDSTUK X.- Uitvoer langs de rivieren en te land.

Artikelen 75 tot 78.

.../...

HOOFDSTUK XI.- Bijzondere bepalingen omtrent de uitvoer van accijnsgoederen onder genot van afschrijving of restitutie.

Artikelen 79 tot 84.

HOOFDSTUK XII.- Verboden, onbekende en onbeheerde goederen (1).

Artikelen 85 tot 94.

HOOFDSTUK XIII.- Doorvoer.

-Afdeling I - Doorvoer in 't algemeen.

Artikelen 95 tot 100.

-Afdeling II - Rechtstreekse doorvoer per spoor.

Artikelen 101 tot 104.

-Afdeling III - Rechtstreekse doorvoer anders dan per spoor.

Artikelen 105 tot 111.

-Afdeling IV - Doorvoer over entrepot.

Artikel 112.

-Afdeling V - Kosten ten laste van de aangevers.

Artikel 113.

-Afdeling VI - Strafbepalingen.

Artikelen 114 tot 116.

-Afdeling VII - Algemene bepalingen.

Artikelen 117 tot 126.

.../...

---

(1) Er wordt geen equivalent gegeven voor het Franse "non acceptées". Men brenge beide versies in overeenstemming.

HOOFDSTUK XIV.- Douane-expediteurs.

Artikelen 127 tot 137.

HOOFDSTUK XV.- Omstandige aangifte.

Artikelen 138 tot 145.

HOOFDSTUK XVI.- Reglement op laden en lossen.

Artikelen 146 tot 157.

HOOFDSTUK XVII.- Verificatie van accijnsgoederen.

Artikelen 158 tot 162.

HOOFDSTUK XVIII.- Bewaking en verzegeling.

Artikelen 163 tot 166.

HOOFDSTUK XIX.- Tolkring.

Artikelen 167 tot 181.

HOOFDSTUK XX.- Visitiatie en peiling.

Artikelen 182 tot 192.

HOOFDSTUK XXI.- Bijzondere bepalingen betreffende visitatie en peiling inzake de accijnzen.

Artikelen 193 tot 200.

HOOFDSTUK XXII.- Controlemaatregelen.

Artikelen 201 tot 210.

HOOFDSTUK XXIII.- Geschillen betreffende de waarde van de goederen.

Artikelen 211 tot 219.

HOOFDSTUK XXIV.- Boeten en straffen in het algemeen.

Artikelen 220 tot 266.

HOOFDSTUK XXV.- Processen-verbaal, bekeuringen, aanhalingen en vervolgingen.

Artikelen 267 tot 285.

.../...

HOOFDSTUK XXVI.- Borgtochten, kredieten en betalingen.

Artikelen 286 tot 312.

HOOFDSTUK XXVII.- Parate executie, voorrecht en wettelijke hypotheek.

Artikelen 313 tot 319.

HOOFDSTUK XXVIII.- Plichten en rechten der ambtenaren en hun bescherming.

Artikelen 320 tot 330.

B) Concordantietabellen.

Deze tabellen zijn opgemaakt aan de hand van de gecoördineerde teksten.

Voor de wet van 26 augustus 1822 zijn de wijzigingen opgegeven na elk artikel; voor de andere teksten zijn de overgenomen artikelen opgegeven, zelfs als ze door latere wetten gewijzigd of vervangen zijn.

Algemene wet van 26 augustus 1822 inzake douane en accijnzen.

Artikel	1	gew. W. 22.VI.1976	artikel 1
"	2	verv. W. 22.VI.1976	2
"	3	verv. W. 22.VI.1976	3
"	4	(opg.) W. 22.VI.1976	-
"	5	(opg.) W. 5.IX.1947	-
"	6	gew. W. 22.VI.1976	23
"	7	(opg.) W. 16.II.1970	-
"	8	gew. W. 16.II.1970	24
"	9	gew. W. 16.II.1970 en W. 22.VI.1976	25

.../...

Artikel	10	verv. W. 16.II.1970	artikel 26
"	11	gew. W. 16.II.1970	27
"	12	gew. W. 16.II.1970	28
"	13	(opg.) W. 16.II.1970	-
"	14	gew. W. 16.II.1970	29
"	15	gew. W. 16.II.1970	30
"	16	(opg.) W. 16.II.1970	-
"	17		31
"	18	gew. W. 16.II.1970	32
"	19	(opg.) W. 16.II.1970	-
"	20	(opg.) W. 16.II.1970	-
"	21	(opg.) W. 16.II.1970	-
"	22	(opg.) W. 16.II.1970	-
"	23	gew. W. 22.VI.1976	33
"	24	gew. W. 16.II.1970 en W. 22.VI.1976	34
"	25	gew. W. 16.II.1970	44
"	26	gew. W. 16.II.1970	45
"	27		46
"	28		47
"	29		48
"	30		49
"	31		50
"	32		51
"	33		52
"	34	gew. K.B. 16.VIII.1865	53
"	35		54
"	36		55
"	37	gew. W. 22.VI.1976	56
"	38	gew. W. 22.VI.1976	57
"	39	(opg.) W. 22.VI.1976	-

.../...

Artikel	40	gew. K.B. 17.VIII.1865 en K.B. 27.V.1876	artikel 58
"	41		62
"	42	gew. W. 22.VI.1976	63
"	43		64
"	44	(opg.) W. 22.VI.1976	-
"	45		65
"	46		66
"	47		67
"	48		68
"	49		69
"	50		70
"	51	(opg.) W. 22.VI.1976	-
"	52	gew. W. 16.VI.1970 en W. 22.VI.1976	71
"	53	gew. W. 22.VI.1976	72
"	54	verv. W. 16.II.1970	73
"	55	verv. W. 16.II.1970	74
"	56	(opg.) W. 16.II.1970	-
"	57	(opg.) W. 16.II.1970	-
"	58	(opg.) W. 16.II.1970	-
"	59	(opg.) W. 16.II.1970	-
"	60	(opg.) W. 16.II.1970	-
"	61	(opg.) W. 16.II.1970	-
"	62	(opg.) W. 16.II.1970	-
"	63	verv. W. 22.VI.1976	75
"	64		76
"	65		77
"	66		78
"	67		79
"	68	(opg.) W. 2.I.1852	
"	69		80
"	70	(opg.) W. 22.VI.1976	-

.../...

Artikel	71	:	gew. W. 26.IV.1853	artikel 81
"	72	:		82
"	73	:		83
"	74	:		84
"	75	:	(opg.) W. 6.VIII.1849	-
"	76	:	"	-
"	77	:	"	-
"	78	:	"	-
"	79	:	"	-
"	80	:	"	-
"	81	:	"	-
"	82	:	"	-
"	83	:	"	-
"	84	:	"	-
"	85	:	"	-
"	86	:	"	-
"	87	:	"	-
"	88	:	"	-
"	89	:	"	-
"	90	:	"	-
"	91	:	"	-
"	92	:	"	-
"	93	:	"	-
"	94	:	"	-
"	95	:	"	-
"	96	:	"	-
"	97	:	"	-
"	98	:	"	-
"	99	:	"	-
"	100	:	"	-
"	101	:	"	-
"	102	:	"	-
"	103	:	"	-

.../...

Artikel	104 :	(opg.) W. 6.VIII.1849	artikel 84
"	105 :	"	-
"	106 :	"	-
"	107 :	"	-
"	108 :		85
"	109 :		86
"	110 :		87
"	111 :		88
"	112 :		89
"	113 :		90
"	114 :		91
"	115 :		92
"	116 :		93
"	117 :		94
"	118 :	gew. K.B. 27.V.1876 en W. 22.VI.1976	138
"	119 :		136
"	120 :	gew. W. 16.II.1970 en W. 22.VI.1976	139
"	121 :		142
"	122 :	(opg.) K.B. 17.VIII.1865	-
"	123 :	(opg.) K.B. 17.VIII.1865	-
"	124 :		143
"	125 :		144
"	126 :	(opg.) K.B. 17.VIII.1865	-
"	127 :		146
"	128 :	gew. W. 16.II.1970	147
"	129 :		148
"	130 :	(opg.) W. 22.VI.1976	-
"	131 :		149
"	132 :		150
"	133 :		151
"	134 :		152
"	135 :	(opg.) W. 22.VI.1976	-

.../...

Artikel	136 :		artikel 153
"	137 :	(opg.) K.B. 17.VIII.1865	-
"	138 :	(opg.) W. 16.II.1970	-
"	139 :		154
"	140 :		155
"	141 :		156
"	142 :	(opg.) W. 22.VI.1976	-
"	143 :	verv. W. 16.II.1970	157
"	144 :	(opg.) K.B. 27.V.1876	-
"	145 :	(opg.) W. 22.VI.1976	-
"	146 :	(opg.) W. 22.VI.1976	-
"	147 :		158
"	148 :	(opg.) W. 22.VI.1976	-
"	149 :	(opg.) W. 22.VI.1976	-
"	150 :		160
"	151 :		161
"	152 :		162
"	153 :		163
"	154 :	(opg.) W. 22.VI.1976	-
"	155 :		165
"	156 :		166
"	157 :	(opg.) W. 6.IV.1843	-
"	158 :	"	-
"	159 :	"	-
"	160 :	"	-
"	161 :	"	-
"	162 :	verv. W. 22.VI.1976	170
"	163 :	(opg.) W. 22.VI.1976	-
"	164 :	"	-
"	165 :	"	-
"	166 :	"	-
"	167 :	"	-
"	168 :	"	-

.../...

Artikel	169	(opg.) W. 22.VI.1976	artikel 170
"	170	"	-
"	171	"	-
"	172	(opg.) K.B. 27.V.1876	-
"	173	(opg.) W. 22.VI.1976	-
"	174	(opg.) W. 22.VI.1976	-
"	175	(opg.) K.B. 27.V.1876	-
"	176	(opg.) W. 16.II.1970	-
"	177	verv. W. 22.VI.1976	171
"	178	(opg.) W. 22.VI.1976	-
"	179	(opg.) W. 22.VI.1976	-
"	180	verv. W. 22.VI.1976	172
"	181	gew. W. 22.VI.1976	173
"	182	verv. W. 22.VI.1976	174
"	183		176
"	184	gew. W. 22.VI.1976	178
"	185	(opg.) W. 22.VI.1976	-
"	186	verv. W. 22.VI.1976	179
"	187	(opg.) W. 22.VI.1976	-
"	188	"	-
"	189	"	-
"	190	gew. W. 22.VI.1976	182
"	191		183
"	192		184
"	193		185
"	194		186
"	195	gew. W. 22.VI.1976	190
"	196	"	193
"	197		194
"	198	gew. W. 22.VI.1976	195
"	199		196
"	200	gew. W. 10.X.1967 en W. 22.VI.1976	197

.../...

Artikel	201	:	gew. W. 10.X.1967	artikel 198
"	202	:		199
"	203	:	gew. W. 22.VI.1976	200
"	204	:	(opg.) W. 22.VI.1976	-
"	205	:	(opg.) W. 6.IV.1843	-
"	206	:		225
"	207	:		226
"	208	:		228
"	209	:	gew. W. 16.II.1970 en W. 22.VI.1976	233
"	210	:	gew. W. 16.II.1970	234
"	211	:	(opg.) K.B. 27.V.1876	-
"	212	:	gew. W. 22.VI.1976	235
"	213	:		236
"	214	:	gew. K.B. 17.VIII.1865	237
"	215	:		238
"	216	:	verv. W. 30.XII.1910	239
"	217	:	gew. W. 22.VI.1976	240
"	218	:	gew. W. 16.II.1970 en W. 22.VI.1976	241
"	219	:		242
"	220	:	gew. W. 22.VI.1976	243
"	221	:	"	244
"	222	:		245
"	223	:		246
"	224	:		247
"	225	:	gew. W. 22.VI.1976	249
"	226	:		253
"	227	:		254
"	228	:	gew. W. 22.VI.1976	255
"	229	:		263
"	230	:		264
"	231	:		265

.../...

Artikel	232 :	verv. W. 31.XII.1947	artikel 266
"	233 :		267
"	234 :		268
"	235 :		269
"	236 :	(opg.) W. 28.XII.1912	-
"	237 :	"	-
"	238 :		271
"	239 :	gew. W. 28.XII.1912	272
"	240 :		273
"	241 :		274
"	242 :		275
"	243 :		276
"	244 :		278
"	245 :		279
"	246 :	verv. W. 10.X.1967	280
"	247 :		281
"	248 :		282
"	249 :		283
"	250 :		284
"	251 :	(opg.) W. 22.VI.1976	-
"	252 :	(opg.) K.B. 17.VIII.1865	-
"	253 :	"	-
"	254 :	"	-
"	255 :	"	-
"	256 :	"	-
"	257 :	"	-
"	258 :	"	-
"	259 :	"	-
"	260 :	"	-
"	261 :	"	-
"	262 :	"	-

.../...

Artikel	263 :	(opg.) K.B. 17.VIII.1865	artikel 284
"	264 :	"	-
"	265 :	"	-
"	266 :	"	-
"	267 :		286
"	268 :		287
"	269 :		288
"	270 :		289
"	271 :		290
"	272 :		291
"	273 :		292
"	274 :		293
"	275 :	gew. W. 22.VI.1976	294
"	276 :	(opg.) W. 22.VI.1976	-
"	277 :	(opg.) W. 22.VI.1976	-
"	278 :		295
"	279 :		296
"	280 :		297
"	281 :		298
"	282 :	gew. W. 22.VI.1976	301 305
"	283 :		302
"	284 :		303
"	285 :		304
"	286 :		307
"	287 :		308
"	288 :		309
"	289 :		310
"	290 :		313
"	291 :	verv. W. 10.X.1967 en W. 24.VII.1970	314
"	292 :	(opg.) W. 20.VI.1863 en K.B. 21.VII.1863	-
"	293 :	"	-
"	294 :	"	-

.../...

Artikel	295 :	(opg.) W. 20.VI.1863 en K.B. 21.VII.1863	artikel 314
"	296 :	"	-
"	297 :	"	-
"	298 :	"	-
"	299 :	"	-
"	300 :	"	-
"	301 :	"	-
"	302 :	"	-
"	303 :	"	-
"	304 :	"	-
"	305 :	"	-
"	306 :	"	-
"	307 :	"	-
"	308 :	"	-
"	309 :	"	-
"	310 :	"	-
"	311 :		4
"	312 :	gew. W. 22.VI.1976	181
"	313 :	verv. W. 30.IV.1958	5
"	314 :		7, § 1
"	315 :		7, § 2
"	316 :	verv. W. 30.IV.1958	6
"	317 :		320
"	318 :	gew. W. 22.VI.1976	321
"	319 :		14
"	320 :		324
"	321 :		326
"	322 :		327
"	323 :		328
"	324 :		329
"	325 :		330

*

* *

.../...

Koninklijk besluit van 2 juli 1824 houdende bepalingen ter verzekering van de rigtige uitvoering van artikelen 224 en 225 der algemeene wet van den 26 augustus 1822, over de heffing van de regten van in-, uit- en doorvoer, en van de accijsen.

Artikel 1	artikel 250
3	251
4	252

*
* *

Wet van 7 juni 1832 waarbij een enige tolkring wordt opgericht.

Artikel 1	artikel 167
2	168
3	169
5	niet overgenomen bepaling

*
* *

Wet van 6 april 1843 op de beteugeling van de sluikhandel inzake douane.

Artikel 2	niet overgenomen bepaling
15	artikel 175
16	191

.../...

Artikel	18	niet overgenomen bepaling
	19	artikel 220
	20, eerste lid	229
	20, tweede lid	248, § 1
	21	230
	22	221
	23	222
	24	223
	25	224
	26	225
	28	227
	29	281
	30	276 277
	31	323
	32	15 62
	33	16
	34	322
	35	328, § 2
	36	niet overgenomen bepaling

*

* *

Wet van 6 augustus 1849 op de doorvoer.

Artikel	1	artikel 95
	2	96
	3	97
	4	98

.../...

Artikel	5, § 1	(opg.) W. 30.IV.1958
	§ 2	100
	6	)
	7	(
	8	)(opg.) W. 1.V.1858
	9	(
	10	101
	11	102
	12	103
	13	104
	14	105
	15	106
	16	107
	17	108
	18	109
	19	110
	20	111
	21	112
	22, § 1, 3° pp.	113, § 3
	23	113, §§ 1 en 2
	24	114
	25	115
	26	(opg.) W. 21.VIII.1903
	27	(opg.) W. 30.VI.1951
	28	117
	29	118
	30	120
	31	122
	32	123
	33	(opg.) K.B. 17.VIII.1865

.../...

Artikel 34	artikel 125
35	126
36	niet overgenomen bepaling
37	niet overgenomen bepaling

*
* *

Wet van 3 maart 1851 die een nieuw artikel in de plaats stelt van artikel 34 van de wet van 6 augustus 1849 op de doorvoer.

Artikel 1	artikel 125

*
* *

Wet van 1 mei 1858 houdende herziening van de wetten op de doorvoer.

Artikel 1, § 1	artikel 99
§ 2	(opg.) K.B. 16.VIII.1865
§ 3	121
Artikel 2	(97 (124

*
* *

.../...

Wet van 21 maart 1859 op de lijfsdwang.

Artikel 48 artikel 307
313

*
* *

Wet van 20 december 1862 houdende de begroting van 's Lands middelen voor het dienstjaar 1863.

Artikel 5, eerste lid (artikel 32
(113, § 3
(114

*
* *

Koninklijk besluit van 16 augustus 1865 - veralgemening van de tarieven en van de bepalingen inzake douane volgend uit handels- en zeevaartverdragen.

Artikel 1 (opg.) 30.III.1866
2 (opg.) K.B. 10.VI.1920 en K.B. 8.V.1924
3 artikel 140
5 (opg.) K.B. 8.V.1924
6)
7 (
8)(opg.) K.B. 10.VI.1920
9 (

.../...

Artikel 10,	§ 1, 1°	artikelen 53, 58, 67, 237, 242
	§ 1, 2°	niet overgenomen bepaling
	11	niet overgenomen bepaling

*
* *

Wet van 27 juli 1871 op de lijfsdwang.

Artikel 7	artikel 307
	313

*
* *

Wet van 17 augustus 1873 betrekkelijk de verjaring in fiscale of tuchtzaken.

Artikel 3	artikel 143
7	143

*
* *

Wet van 24 mei 1876 op het regime van suiker.

Artikel 4, § 1	artikel 12
§ 2	236

*
* *

.../...

Koninklijk besluit van 27 mei 1876 - uitbreiding tot de accijnsgoederen van het invoerregime van de douanegoederen.

Artikel 1	artikel 58 138
2	(opg.) W. 22.VI.1976
3 (pp)	159
4, eerste lid	143 144 153 237
4, tweede lid	niet overgenomen bepaling

*
* *

Wet van 18 juni 1887 houdende instelling van een inkomrecht op het vee en het vlees.

Artikel 3	artikel 177

*
* *

Wet van 20 december 1897 betrekkelijk de beteugeling van de sluikhandel inzake van goederen waarvoor de in-, uit- en doorvoer verboden is.

Artikel 1	artikel 231
2	232

.../...

Artikel 3		(opg.) W. 22.VII.1974
	4, § 1	niet overgenomen bepaling
	§ 2	187
	5	niet overgenomen bepaling

*
* *

Wet van 28 december 1904 houdende de begroting van 's Lands middelen voor het dienstjaar 1905.

Artikel 10	artikel 198

*
* *

Wet van 23 december 1907 houdende de begroting van 's Lands middelen voor het dienstjaar 1908 alsmede bepalingen betrekkelijk het toltarief en de teruggave der boeten ten gevolge van veroordelingen.

Artikel 4	artikel 285
6	niet overgenomen bepaling.

*
* *

.../...

Wet van 30 december 1910 houdende de begroting van 's lands middelen voor het dienstjaar 1911 alsmede bepalingen betreffende het patentrecht, het toltarief en de uitvoer der accijnsgoederen met afschrijving der rechten enz...

Art. 4	art. 239

*
* *

Wet van 28 december 1912 houdende de begroting van 's lands middelen voor het dienstjaar 1913, alsmede verscheidene bepalingen betreffende de processen-verbaal in fiscale zaken, de alcoholfabricage, de postdienst der lopende rekeningen, checks en overdrachten, het gemeentefonds en het bijzonder fonds.

Art. 1, § 3, 3°	art. 270 271 272

*
* *

Wet van 10 juni 1920 betreffende de toepassing van het toltarief.

Art. 5	art. 211
6	212
7	213
8	214
9	215
10	216
11	217
12	218
13	219
14	niet overgenomen bepaling

*
* *

Wet van 9 april 1930 tot bescherming van de maatschappij tegen de abnormalen en de gewoontemisdadigers.

Art. 32	art. 220

*

* *

Wet van 13 juli 1930 betreffende de douane en accijnzen.

Art. 7, I, IV	niet overgenomen bepaling
9	art. 207
10	208
11	119

*

* *

Wet van 10 april 1933 houdende voorlopige wijziging van sommige douanerechten, accijnzen en bijzondere verbruikstaxes en invoering van nieuwe maatregelen om de sluikhandel te beletten.

Art. 27	art. 315
28	316
29	317
30	318
31	319
32	(opg.) W. 31.XII.1947
33, § 1	224
§ 2	262
34	192
35	180

*

* *

.../...

Koninklijk besluit nr. 6 van 22 augustus 1934 tot vaststelling van nieuwe maatregelen om sluikerij op het stuk van douane en accijnzen te beteugelen.

Art. 6	art. 127
7	128
8	129
9	130
10	131
11	132
12	133
13	134
14	135
15	188
16	281
17	189
18	209
19	137
20	136

*

* *

Koninklijk besluit nr. 150 van 18 maart 1935 tot samenschakeling van de wetten betreffende de inrichting en de werking van de deposito- en consignatiekas en tot aanbrenging van wijzigingen daarin krachtens de wet van 31 juli 1934

.../...

Art. 1	art. 290
17	290

*

* *

Wet van 27 juni 1937 houdende herziening van de wet van 16 november 1919 betreffende de regeling der luchtvaart.

Art. 8, eerste lid.	art. 8

*

* *

Wet van 28 juli 1938 tot verzekering van de juiste heffing van belastingen.

Art. 1	art. 210

*

* *

Wet van 30 december 1939 betreffende de accijnzen en douanen.

Art. 9, § 3	art. 256
11, § 1 (pp)	niet overgenomen bepaling

*

* *

.../...

Koninklijk besluit van 30 november 1939 houdende het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten.

Art. 162, 4°	art. 296

*
* *

Wet van 10 juni 1947 betreffende accijnzen en douanen.

Art. 19	art. 248, § 2
24, § 3 (pp)	niet overgenomen bepaling

*
* *

Wet van 20 augustus 1947 waarbij wijzigingen worden gebracht : a) aan de wetten en besluiten betreffende de inkomstenbelastingen en de nationale crisisbelasting; b) aan de wetten en besluiten betreffende de met de directe belastingen gelijkgestelde speciale taxes.

Art. 34	art. 210

*
* *

Wet van 31 december 1947 inzake douanen en accijnzen.

.../...

Art. 5 (pp)	art. 145
6, § 1	312
7, § 1	(art. 276, 277
§ 2	(niet overgenomen bepaling
8	art. 266
9	niet overgenomen bepaling

*

* *

Koninklijk besluit van 5 maart 1951 tot wijziging van de wet van 6 augustus 1849 op de doorvoer.

Art. 1	art. 105
	106
	107
	108
	109
	110
	111
Art. 2	114

*

* *

Wet van 30 juni 1951 inzake douanen en accijnzen.

Art. 39	art. 13
40	141
41	300
42	niet overgenomen bepaling

*

* *

Wet van 30 juni 1951 inzake douanen en accijnzen.

Art. 1	art. 17
2	(opg.) W. 16.II.1970
3	21
4	9
5	206
6	164
7	257
8	116
9	231
10, 2°	niet overgenomen bepaling

*

* *

Koninklijk besluit van 18 februari 1952 betreffende de aangifte en de lossing van goederen ingevoerd langs rivieren en kanalen en uit zee.

Art. 1	art. 59
2	36, 60
3	61
4	35
5	36
66	37
7	38
8	39
9	40
10	41
11	42
12	43

*

* *

Wet van 30 april 1958 inzake douane en accijnzen.

Art. 1, §§ 1 tot 6	art. 204
§ 7	niet overgenomen bepaling
2	22
3	20
4	306
5	5, 103
6	6
11, 2°, 4°, 6°	niet overgenomen bepaling
12	niet overgenomen bepaling
13	niet overgenomen bepaling

*

* *

Wet van 7 juni 1967 inzake douanen en accijnzen.

Art. 4	art. 258
5	18
6	201
7	202
8	203
9	259
10	niet overgenomen bepaling
11, 2°, 5°	niet overgenomen bepaling
12 (pp)	niet overgenomen bepaling

*

* *

.../...

Wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek.

Art. 3,	art. 52, § 1	art. 280
	§ 2	291
	art. 54	214
	art. 91, § 7	197, 198

*

* *

Wet van 16 februari 1970 inzake douanen en accijnzen.

Art. 1	art. 24, 25, 27, 28, 30, 32, 33, 34, 44, 147, 233, 241
2	24
3	26
4	24, 28, 32, 44, 233, 234
5	73, 74
6	139
7	157
15	35, 36, 37
116	41
17	299
18	257
19	18
20	324
21	260
22 (pp)	(29, 71, 234
(pp)	niet overgenomen bepaling
23	niet overgenomen bepaling

*

* *

.../...

Wet van 20 februari 1970 inzake douanen en accijnzen.

Art. 1	art. 10
2	11
3	261
4	19

*
* *

Wet van 24 juni 1970 tot wijziging van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek en van sommige bepalingen betreffende de bevoegdheid van de hoven en rechtbanken en de burgerlijke rechtspleging.

Art. 39	art. 314

*
* *

Wet van 22 juni 1976 inzake douane en accijnzen.

Art. 1	opschrift
2	art. 1, 2, 3
3	23, 25, 56, 57, 63, 71, 138, 305, 321
4	33, 34, 72, 181, 200, 233 235, 240, 241, 243, 244, 254, 255, 294
5	75, 173, 181, 190, 197, 24
6	
7	139
8	
9	170
10	171
11	172

.../...

Art. 12	art. 173, 195, 197
13	174
14	178
15	179
16	182, 193
17	167
18	175
41	262
42	18
43	311
44	205
46 (pp)	(173, 295
(pp)	niet overgenomen bepaling

*

* *

C) NIET OVERGENOMEN BEPALINGEN.

Bij de vermelding van het koninklijk besluit van 27 mei 1876 moet worden gelezen : "Artikel 4, tweede lid".

*

Artikel 45 van de wet van 22 juni 1976 behoeft niet te worden aangehaald bij de niet overgenomen bepalingen; het vormt immers de rechtsgrond voor het koninklijk besluit tot coördinatie en is daarin volledig overgenomen.

La chambre était composée de

Messieurs : J. MASQUELIN, président,
de Heren : voorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
Ch. HUBERLANT, staatsraden,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,
F. RIGAUX, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. MASQUELIN.

Le rapport a été présenté par M. C. LAMBOTTE, référendaire.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. MASQUELIN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. C. LAMBOTTE, referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. J. MASQUELIN.